

**A Turin, la direction et les syndicats de Fiat sont parvenus à une base d'accord**

LIRE PAGE 40

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.; Allemagne, 1,40 DM; Belgique, 14 sch.; Espagne, 20 fr.; Canada, 5 \$; Cuba, 25 CFA; Danemark, 5 kr.; Grèce, 60 dr.; Israël, 25 N.; Italie, 700 L.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 20 f.; Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 f.; Portugal, 40 esc.; Sénégal, 225 CFA; Suède, 3,75 kr.; Suisse, 1,30 fr.; É.-U., 95 cts; Valais, 25 din.

Tarif des abonnements page 4  
S. RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 4207-23 PARIS  
Tél. Paris 20 65072  
Tél. : 246-72-23

## Le raidissement de Berlin-Est porte un coup sérieux à la politique de M. Schmidt

Sans complexe

Un dirigeant tchécoslovaque adresse un avertissement aux Polonais

Que se passe-t-il à Berlin-Est ? Après les mesures économiques (mais en réalité hautement politiques) restreignant la circulation internationale, la semaine dernière, le discours prononcé le 13 octobre en Saxe par M. Honecker oblige à se poser la question. Dans deux domaines essentiels — les rapports entre les deux Allemagnes et les événements de Pologne — la R.D.A. vient de prendre des positions nettes et spectaculaires, encore qu'inséparablement nouvelles. Tous les quinze jours, de tels propos auraient peut-être bien changé le sens des élections en R.F.A.

S'agissant des rapports inter-allemands, le tournant, en effet, est brutal. Non, certes, que les exigences formulées par M. Honecker au nom du « réalisme » — échange d'ambassadeurs, reconnaissance de la nationalité est-allemande, arrêt de toute aide de Bonn aux évadés d'Allemagne de l'Est, rectification de frontière — soient véritablement inédites. Mais Berlin-Est avait renoncé à en faire la condition de l'établissement de bonnes relations avec la R.F.A.

Jusqu'au récent ajournement de la visite du chancelier Schmidt, l'Allemagne de l'Est cherchait à devenir pour la R.F.A. un partenaire privilégié dans le dialogue Est-Ouest et paraissait sur le point d'y parvenir. Sans doute s'est-il retenu apl. depuis que les relations interallemandes ont pris leur essor avec le traité fondamental de décembre 1972, d'échanges économiques et de la construction d'un certain nombre d'infrastructures (routes, ponts, etc.) en commun. Mais la portée politique de tels échanges était évidente, sans parler des accords entre les deux États ou du motif de la liberté de circulation des citoyens est-allemands, à grands frais, par la République fédérale. Les décisions de Berlin-Est compromettent des années d'efforts patients qui tendaient à faire de la R.D.A. un partenaire honnête, au moins au même titre que n'importe quel pays du camp socialiste.

Les déclarations de M. Honecker sur la Pologne, elles, sont moins nouvelles : la Tchécoslovaquie avait déjà bénéficié, si l'on peut dire, de la sollicitude avec laquelle Berlin-Est, derrière le « grand frère » soviétique, entendait veiller au maintien du socialisme à la fois évolution libérale et à la fois révolutionnaire. Mais la clarté cynique des menaces proférées par le chef de l'État est-allemand contre le peuple polonais a surpris.

Il y a quelque impudence, pour ne pas dire plus, de la part d'un dirigeant allemand quel qu'il soit, même et surtout s'il se réclame du socialisme, à prétendre dicter sa conduite à la Pologne, fût-ce au nom des pays membres d'un pacte qu'une autre ironie de l'histoire dit « de Varsovie ». Les propos de M. Honecker éveillent les plus vives réactions : aurait-il oublié, lui qui fut jadis un antichrist de la première heure, dans quelles circonstances Berlin trancha, voilà plus de quarante ans, le destin de la Pologne ? Et que n'eût-on pas dit, en R.D.A. ou à Moscou, des « revanchards de Bonn », si les dirigeants de la R.F.A. s'étaient avisés d'émettre sur l'affaire polonaise le quart des commentaires qu'en a faits M. Honecker ?

Quant aux indignations du chef du P.C. est-allemand sur les imitations étrangères dans les affaires intérieures de la Pologne de la part des Occidentaux, elles prêtent à l'ironie et pour tant de gens, à Varsovie et ailleurs, elles n'avaient fût-ce un drame. Au demeurant, les alarmes de M. Honecker sont bien vaines : les démocrates ont encore moins envie aujourd'hui qu'il y a quarante ans de mourir pour Dantzig.

Les mesures prises par Berlin-Est, qui rendent beaucoup plus difficile le séjour en R.D.A. de ressortissants de la République fédérale, portent un coup à la politique du chancelier Schmidt.

Le raidissement dans les rapports inter-allemands coïncide avec la prise de position très dure de M. Honecker au sujet des événements de Pologne. Le chef du parti est-allemand, qui s'est déclaré résolu à veiller au maintien du système socialiste à Varsovie, est maintenant relayé par les dirigeants tchécoslovaques. M. Bilak, le numéro 2 du parti, a critiqué les eurocommunistes, qui, selon lui, « applaissent les forces antisocialistes ». « Nous ne cachons pas, a-t-il dit encore, que tout ce qui se passe en Pologne touche profondément la Tchécoslovaquie sur le plan politique et économique. »

M. Kanla, quant à lui, s'efforce de rassurer ses alliés. Dans un message adressé à M. Honecker — avant que celui-ci n'ait prononcé son discours — et publié à Berlin-Est, il se dit décidé à « surmonter les difficultés et à consolider les acquis du socialisme ».

De notre correspondant

Bonn. — Après le vent glacial qu'a fait souffler le chef de l'État est-allemand, M. Honecker, dans son discours de Gera (le Monde du 15 octobre), il est clair pour les dirigeants de Bonn que la poursuite de la normalisation des rapports de la R.F.A. avec la R.D.A. demeure suspendue, pour un temps au moins. Les initiatives de Berlin-Est portent un coup très sérieux à la politique du chancelier Schmidt. Celui-ci avait mis sur un rapprochement progressif avec l'Allemagne de l'Est. Pendant la campagne électorale, l'un de ses arguments les plus efficaces avait été de mettre en avant les « allègements humains » qu'il avait pu obtenir de la R.D.A., et qui permettaient à des millions de citoyens de la République fédérale de garder la contact avec leurs parents et amis de l'« autre Allemagne ».

Tous ces acquis sont balayés par le gouvernement est-allemand. En imposant un « droit de séjour exorbitant » aux Occidentaux désireux de se rendre en R.D.A., M. Honecker vient d'édifier un deuxième « mur », moins visible mais presque aussi efficace que celui qui a été construit en 1961 pour séparer les deux Allemagnes.

Aussi n'est-il pas surprenant que le chancelier Schmidt ait interrompu ses vacances — ce qu'il n'avait pas fait lors de l'invasion de l'Afghanistan — pour revenir, ce mercredi 15 octobre, à Bonn, un conseil de cabinet exceptionnel. La question essentielle est de savoir si le virage brutal de la R.D.A. marque aussi un tournant dans l'ensemble de la politique Est-Ouest. On ne doute pas, en effet, que M. Honecker ait agi en plein accord avec le Kremlin, pour ne pas dire sous sa pression. En demandant que la R.F.A. reconnaisse la citoyenneté est-allemande et procède à un échange d'ambassadeurs, M. Honecker sait très bien qu'il formule des revendications inacceptables, parce que contraire aux clauses de la Constitution de la R.F.A. Celle-ci n'admet pas, en effet, que les Allemands des deux parties du pays soient des « étrangers » les uns pour les autres. En même temps, les responsables de la R.D.A. ne craignent pas de renoncer aux avantages économiques qu'ils tiraient, jusqu'ici, de leurs relations avec la République fédérale. Ils remettent en cause les crédits qui leur étaient accordés très généreusement et les projets industriels à long terme dont le financement devait être assuré par la R.F.A.

Face à cette situation, les dirigeants de Bonn continuent, toutefois, de se montrer hésitants. Les porte-parole officiels laissent entendre que si les perspectives inter-allemandes sont devenues très sombres, il convient d'éviter toute hâte excessive, toute dramatisation : il faut « continuer de parler » avec Berlin-Est. Mais comment poursuivre un dialogue auquel le partenaire pose, aujourd'hui, des conditions inacceptables ?

JEAN WETZ.

## L'action de la police est mise en cause dans plusieurs affaires

Le chef de la brigade criminelle critiqué par un magistrat à propos de la lutte antiraciste

Tandis que la commission spéciale de l'Assemblée nationale continue, ce mercredi 15 octobre, ses auditions de policiers au sujet de l'affaire de Broglie, trois événements sont venus aggraver le malaise dans la police.

Le ministre de l'intérieur, M. Christian Bonnet, a reconnu mardi, au Sénat, que des noms de policiers (vingt et un) figuraient sur des documents de certaines organisations d'extrême droite, saisis à la suite de l'attentat de la rue Copernic. Dans le même temps, on s'affirmait, à Matignon, résolu à prendre des sanctions contre les policiers syndicalistes si ceux-ci « prouvaient pas leurs accusations au sujet de l'appartenance à l'ex-FANE d'une trentaine de leurs collègues ».

Le chef de la brigade criminelle, M. Marcel Lelièvre, vient d'être mis en cause par le magistrat chargé d'instruire les attentats racistes commis à Paris avant celui de la rue Copernic. La mort, mardi, d'un policier tué à Saint-Ouen par un délinquant permissionnaire a suscité de nombreuses réactions des syndicats de police qui réclament des mesures de sécurité.

## Les blessés politiques

par PHILIPPE BOUCHER

La France a mal à sa police, ce qui est grave quand on songe que le général de Gaulle y voyait l'un des trois piliers de l'État. Après l'assassinat de Jean de Broglie, sur lequel on n'en finit pas d'enquêter pour rechercher les lacunes ou les omissions qui auraient permis le meurtre, la bombe de la rue Copernic n'en finit pas d'exploser, comme un engin à fragmentation. Aux morts et aux blessés de la syna-

gogue succède ce qu'on pourrait appeler les blessés politiques, hommes et institutions.

Les hommes d'abord et, au premier rang d'entre eux, puisque aussi tel est son rôle et qu'il le tient, le ministre de l'intérieur, M. Christian Bonnet, qui réussit la gageure d'être, simultanément, en contradiction avec M. Raymond Barre, et avec ses propres déclarations.

(Lire la suite page 12.)

## AU JOUR LE JOUR

S'il est vrai que les barreaux des gardiens de la paix les empêchent de sortir rapidement leurs armes, des 7,65 qu'ils s'entraînent à manier, et avec lesquels, qui plus est, ils n'ont guère la possibilité de

## PROTECTION

s'entraîner, on ne peut pas demander s'ils ne faudrait pas songer à former des gardiens civils pour protéger les policiers en uniforme...

MICHEL CASTE.

## Le chômage au quotidien

L'installation du nouveau conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'emploi, le 14 octobre, coïncide avec le bilan, jugé positif, du troisième pacte pour l'emploi et la désignation d'un nouveau chargé de mission pour étudier les possibilités de la retraite progressive (lire page 35).

L'homme qui consent à ouvrir la porte de son P-2, dans cette grisaille H.L.M. de la banlieue rennaise, a dégringolé l'échelle so-

cialiste. Sans emploi régulier depuis six ans, criblé de dettes, cet ancien cadre en est à sa troisième expulsion, et c'est, sous un faux nom qu'il habite ici, dans un intérieur d'une misérable pauvreté. Le cheveu encore dru et noir, à cinquante-cinq ans, il se raconte furtivement, avec des mots timides, pudiques. La seule lueur, dans un regard maussade, s'allume pour dire : « J'ai pratiqué la gymnastique artistique pendant trente-sept ans. Je me sens comme un athlète dans ses starting-blocks, prêt à repartir. » Mais le pistolet du starter reste désespérément enrayé.

Après un quart de siècle de travail, dont dix-sept ans comme agent de maîtrise dans une entreprise de construction métallique à Bordeaux, Vincent, puis-

qu'il fait ne pas l'appeler par son nom, avait encore groupé dans la hiérarchie : au début des années 70 il devenait directeur commercial d'une société d'effacement dans le matériel de bâtiment. Cadre sans histoires, marié, quatre enfants, il gagnait bien sa vie, travaillait beaucoup et estimait que l'autodidacte qu'il est — il avait quatorze ans en 1939 — était en règle avec la société, avec un grand « S ».

Juin 1974 : l'entreprise nordiste

fait faillite. Pour la première fois de sa vie, Vincent se retrouve au chômage.

(Lire la suite page 35.)

## LE NOUVEAU FILM DE JEAN-LUC GODARD

### Mise à nu

Avec « Sauve qui peut (la vie) », Jean-Luc Godard revient au cinéma et aux acteurs classiques, aux cir-

cuits commerciaux, après huit années de recherche, dominées par la vidéo.

« Composé » d'après un scénario d'Anne-Marie Miéville et Jean-Claude Carrière, c'est un film tout en mouvements, mouvement de l'œuvre, mouvements représentés par trois personnages (interprétés par Jacques Dutronc, Isabelle Huppert et Nathalie Baye), qui réagissent par la peur, l'utopie ou la prostitution, à la violence, à la difficulté du monde.

Au Festival de Cannes (« le Monde » du 23 mai), « Sauve qui peut (la vie) » a suscité des réactions passionnelles. Les audaces formelles et la mise à nu des tabous, c'est ce qui, depuis « A bout de souffle », c'est-à-dire vingt ans de cinéma, oppose les fidèles et les détracteurs de Godard.

(Lire page 15 les articles d'Yvonne Baby, Claire Devorrieux et Hervé Guibert.)

## Angelo RINALDI

La dernière fête de l'empire

« Ce roman, qui fait parfaitement suite aux Dames de France, s'impose. Je voudrais mettre l'accent sur toutes les facettes dont brille ce diamant noir »

Jacqueline Piatier / Le Monde

Gallimard



Le Monde

idées

## AVOIR FAIM

### UN PROCESSUS A MAITRISER

par CHARLES CONDOMINES (\*)

La faim tue, chaque année, cinquante millions de personnes. Il s'agit là, écrit Jean Fabre, d'un *Buchenwald permanent* qu'il faut interrompre au plus vite en imposant une « politique de la vie ». Mais pour agir il faut d'abord comprendre, fait remarquer Charles Condomines, qui analyse le processus qu'il s'agit de maîtriser. En tout cas, estime Jacques Berthelot, les choses ne sont pas si simples qu'il paraît le croire Michel Debré : l'aide alimentaire, mis à part les cas d'urgence, peut se révéler un cadeau empoisonné.

SECON les prévisions de la conférence d'Ottawa consacrée à l'alimentation mondiale (octobre 1979), l'année 1980 aura vu mourir de faim cinquante millions d'êtres humains. Pour atteindre cette macabre performance la deuxième guerre mondiale a mis cinq ans ! En l'an 2000, selon la Banque mondiale, il y aura encore six cent millions de « miséreux ». Déjà la dette extérieure du tiers-monde (300 milliards de dollars, selon la commission Brandt) n'a d'égale que les dépenses annuelles d'armement.

« Même si les pays en voie de développement réussissent à doubler leur taux de croissance économique et si le monde industrialisé maintient le sien, il faudrait près d'un siècle pour résorber l'écart abysse de leurs revenus », nous apprend encore la Banque mondiale. On pourrait allonger à l'infini l'accablante litane des statistiques élaborées par des experts de plus en plus nombreux.

Pour avoir la force d'agir, il faut d'abord essayer de comprendre. Pour beaucoup, la faim dans le monde est d'abord due à un déséquilibre entre le volume (trop bas) de production alimentaire et le nombre (trop élevé) de bouches à nourrir. Il faut donc limiter les naissances et surtout augmenter la production ; pratiquement, cela veut presque toujours dire utiliser

davantage de crédits, d'énergie, de machines, d'engrais et de terre. Pour les élites locales, qu'elles soient privées (prêteurs d'argent, gros propriétaires) ou gouvernementales, et aussi pour les multinationales, l'agriculture devient ainsi un secteur où l'on peut faire de l'argent. Les denrées alimentaires deviennent des marchandises comme les autres.

Dans les pays du tiers-monde à économie libérale, les paysans sans terre représentent plus du tiers de la population agricole. Parce qu'ils ont un pouvoir d'achat inférieur à celui d'une vache normande, un porc breton ou un petit chat parisien, ils sont moins bien nourris ; sur le marché international, qui tend aujourd'hui ses ramifications dans les coins les plus reculés de la planète pour s'approprier le travail et l'argent de tous

les hommes, chaque individu n'a d'existence que s'il est soigné. Pouvoir payer est devenu une question de vie ou de mort. L'augmentation de la production alimentaire peut aller de pair avec une augmentation du nombre des affamés.

Il ne s'agit donc pas seulement d'augmenter le volume des marchandises exposées derrière la vitrine du supermarché mondial. Il s'agit de faire en sorte que les paysans puissent maîtriser le processus de production des denrées nécessaires à leur alimentation. C'est cet effort d'auto-organisation qui leur permettra de disposer des capitaux et de la technologie dont ils ont besoin. Actuellement, les prix payés aux producteurs sont trop bas, les investissements publics pour l'agriculture trop faibles et la technologie mal adaptée.

25 F le kilo à Paris. Le paysan qui les avait produits touchait seulement 1 F, et les ressources nécessaires à la satisfaction de cette demande parisienne (terre, eau, travail, énergie, transport aérien...) n'étaient plus disponibles pour combler les besoins locaux. En 1978, le déficit céréalier du Niger a été de 85 000 tonnes. Sans oublier les menaces que, à court terme, ce genre de pratique peut faire peser sur les marchés français. La valeur nutritive des haricots verts hors saison importés d'Afrique noire serait-elle si extraordinaire qu'elle justifie de tels coûts ?

Pour plus du tiers, les céréales produites chaque année dans le monde sont consommées par le bétail des pays riches. La France consomme plus de 80 % de toutes les céréales consommées à l'alimentation animale. Pourtant, il faut en moyenne sept protéines végétales pour produire une protéine animale. De la viande, chaque Européen en consomme environ 100 kilos par an. Or, selon la F.A.O., 10 kilos suffiraient à satisfaire nos besoins en protéines animales. Il y a là un énorme gaspillage. Les diététiciens nous apprennent d'autre part que cette surconsommation de viande a de graves conséquences sur notre santé.

Il ne faut pas oublier non plus que l'alimentation du bétail européen utilise de plus en plus de protéines et de calories en provenance du tiers-monde (manioc,

soja, arachide, farine de poisson, etc.). En 1977, les Neuf absorbèrent 80 % des exportations mondiales d'aliments du bétail. Il serait évidemment ingénu de croire qu'une diminution de notre consommation de viande résoudra automatiquement le problème de la faim dans le monde. Mais il reste vrai que notre système de production et de consommation alimentaire crée une pression de plus en plus grande sur l'utilisation des ressources disponibles à l'intérieur des pays du tiers-monde.

Dans la mesure où notre demande, parce qu'elle est la plus forte, verrouille leurs possibilités d'atteindre une réelle autosuffisance de leurs besoins alimentaires, il nous faut la faire baisser. Les consommateurs que nous sommes s'en porteraient mieux. Les producteurs, qui n'ont pas oublié que leur métier est de nourrir les hommes et non pas d'abord de faire de l'argent, sont plus nombreux qu'on ne le croit. Entre les blocs H.L.M. et l'élevage en batterie, il y a peut-être plus de rapports qu'on ne le pense, « tant il est vrai, disait C. Lévy-Strauss, que le respect que nous souhaitons obtenir de l'homme envers ses parents n'est qu'un cas particulier du respect qu'il doit ressentir pour toute forme de vie ».

(\*) Membre du secrétariat permanent de Frères des hommes international.

### UN BUCHENWALD PERMANENT

par JEAN FABRE (\*)

L'EUROPE est en crise, mais on y mange encore à se fâmer. Le chômage s'étend, mais les magasins regorgent de biens de consommation comme jamais auparavant, et chaque année, on détruit volontairement des milliers de tonnes de fruits, légumes, lait, beurre et autres denrées. Cela au moment même où la nourriture est devenue une arme manipulée par les grands trusts internationaux de l'agro-business, ou parfois directement par les gouvernements — politique oblige.

Il est facile de comprendre que dans cette société d'abondance, même malade des maux qu'elle génère elle-même, un attentat terroriste, qu'il se produise à Milan, à Rome ou en France, soit considéré comme une nouvelle dévotion — une « des » moyen d'information de masse. Ce que l'on comprend beaucoup moins bien, c'est comment l'on réussit à transmettre aux générations présentes et futures l'idée que la vie est sacrée et doit être entourée de toute l'attention humaine possible, lorsque le monde est devenu un *Buchenwald permanent* sans que nul se dresse pour faire

cesser l'holocauste en cours. 1979 était l'Année internationale de l'enfant. Elle est devenue l'année d'Hérode, celle du massacre de 17 millions d'innocents de moins de cinq ans morts de faim entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre. Pour 1980, les prévisions sont en hausse. De 50 millions de personnes (selon les Nations Unies) à 65 millions, 65 millions de personnes qui ont un nom et un visage, une vie qui vaut bien la nôtre, et qui sont déjà inscrites au registre des morts de l'ONU comme s'il s'agissait d'une fatalité inéluctable ou d'un phénomène naturel comme le jour et la nuit, le soleil et la pluie, l'automne et le printemps.

Au Parlement européen, lors des consultations d'experts, on nous fait savoir qu'en supposant que les mesures adéquates soient prises, il faudrait bien vingt ans pour organiser notre société de manière telle que le droit à la nourriture soit autre chose qu'une simple proclamation (qui n'est d'ailleurs écrite nulle part). Vingt ans : au rythme de la turberie actuelle, c'est plus d'un milliard de vies qui seront éliminées de cette façon d'ici à l'an 2000.

#### Grandes sociétés et banques internationales

Il est permis de parler de génocide. Cette extermination n'est en rien fortuite. Elle est le fruit d'une situation créée par le colonialisme, et de décisions prises délibérément au niveau des grandes sociétés agro-alimentaires, des banques internationales et dans certaines sphères politiques. Il est permis de parler de crime de non-assistance à personne en danger lorsque 105 milliards de francs lourds sont inscrits en 1980 au budget des armées en France (les dépenses militaires d'armement atteignant les 800 milliards de dollars à la fin de l'année) alors que le récent rapport de la commission Carter aux Etats-Unis nous apprend que la quantité de céréales nécessaires à éliminer la dénutrition équivaudrait au prix de cinq sous-marins actuellement en construction aux Etats-Unis.

Les ressources sont disponibles mais, à combien, mal orientées ! Sait-on que cette même quantité de céréales représente 15 % de la consommation mondiale du bétail engraisé pour finir sur nos tables ? Ne doit-on pas considérer aujourd'hui que les populations affamées disposent sur l'Europe d'un crédit accumulé équivalant à la tranche des 0,7 % du P.N.B. de chaque pays que les Nations Unies avaient fixée comme devant être affectée par chaque pays membre à l'aide au développement, objectif qui dans la plupart des cas est bien loin d'être atteint. Ne doit-on pas faire un effort pour expliquer comment, contrairement aux apparences, les pays riches reçoivent en « aide » de la part des pays pauvres environ sept fois ce qu'ils y investissent et qu'une redistribution s'impose en conséquence ?

Il n'y a pas de solution simple mais il y a une exigence : intervenir à tous les niveaux, vite, ne pas rester les bras croisés. N'y a-t-il pas la mort à réinventer d'urgence le Conseil de sécurité ainsi existant pour des massacres beaucoup moins étendus ? N'y a-t-il pas urgence à imposer dans les cadres nationaux le respect des engagements d'assistance des Nations Unies ? Allons-nous assister en spectateurs passifs au génocide en cours, de la même manière que l'Europe laissait monter le nazisme et le fascisme, ou bien passerons-nous du côté de la résistance pour imposer la défense de la vie ? Lorsque tant de personnes sont en état d'agonie et que d'autres sont sur le point d'y entrer, ce ne sont plus les chiffres et les paroles qui comptent mais les actes. Qui les provoquera ?

Il faut changer de politique, imposer une politique de la vie et de la paix, du respect de la personne humaine. Il faut pour cela que l'attention se porte sur la non-violence active, qu'elle trouve un large écho dans les médias. Dans un monde de violence, où les libertés se restreignent et où l'on tient trop souvent la vie pour mineure, alors que rien n'est plus précieux, notre seule chance de progresser et de donner aux générations nouvelles le sens des valeurs profondes sur lesquelles doit se fonder une civilisation, est de miser sur des tentatives positives, constructives, et non plus de peur et de défense, et donc de s'attaquer au problème le plus gros.

(\*) Président du parti radical italien.

### Réplique à... Michel Debré

### Un cadeau empoisonné

Par JACQUES BERTHELOT (\*)

LA chronique de M. Michel Debré (« Politique agricole et peuples affamés », *Le Monde* du 11 septembre) est étonnante par une attitude largement répandue quant aux bienfaits de l'aide alimentaire, mais hélas excessivement dangereuse pour les affamés sans qu'elle compte autant les intérêts des agriculteurs européens. Naturellement, il convient de mettre à part les aides alimentaires d'urgence, mais celles-ci représentent environ 10 % du total.

L'aide alimentaire sort d'abord les intérêts des pays donateurs. C'est ainsi que, lorsqu'en 1973 la famine ravageait l'Afrique et l'Asie, le montant de l'aide alimentaire était tombé au quart de ce qu'il était vers la fin des années 60 : le marché latier était alors en crise, la nécessité d'écouler les excédents était alors moins pressante.

Que Michel Debré se rassure, l'aide contribue effectivement à modifier les habitudes alimentaires (télé, poudre de lait). Elle amorce donc la pompe pour des exportations commerciales accrues, puis pour l'installation sur place des multinationales agro-alimentaires. Enfin, elle souage les consciences et dispense les gens de chercher à comprendre les vraies causes de la faim et de la pauvreté.

Admettons, disent les « réalistes », du moins, l'aide permet-elle une croissance des exportations bénéfiques à nos agriculteurs et à la balance des paiements ? Voilà ! La politique du pétrole vert est une politique à courte vue qui, dans la logique d'une compétitivité toujours accrue, repose sur la modernisation et la concentration croissante d'exploitations consommant toujours plus d'intrants importés, et donc sur l'exode rural : ce qui accentue le chômage et la concentration urbaine, avec les gaspillages énergétiques qui en résultent. Nous ne sommes pas en France, les exportations vers les pays du Sud ne sont possibles que grâce aux fortes subventions reçues de la C.E.E. Les prix européens étant bien plus élevés que les prix mondiaux. Or la conjoncture n'est pas à l'accroissement de ces subventions depuis que les ressources budgétaires de la C.E.E. ont subi une amputation de la part du Royaume-Uni.

L'aide alimentaire consolide les gouvernements du Sud, en allégeant leurs soucis budgétaires : les vivres reçus gratuitement sont en général revendus à la population, les sommes correspondantes pouvant constituer une proportion importante des ressources budgétaires (10 % au Bangladesh). La distribution gratuite ou à bas prix d'une partie de l'aide constitue, d'autre part, une arme dont il se sert pour consolider leur assise politique. Les dévouements d'affection sont la règle générale, quoique dans des proportions variables selon les pays. Par exemple, l'USAID estime que 50 % des 350 000 tonnes de céréales distribuées au Bangladesh dans le cadre des programmes d'investissement humain (au sens large, « Food for Work ») sont revendues par les organismes distributeurs ou par les bénéficiaires,

Le fonctionnaire congolais chargé de la distribution des rations du P.A.M. (Programme alimentaire mondial) au sein d'un projet de développement rural, m'affirmait en mars dernier qu'à peine 5 % des rations destinées aux paysans leur parvenaient. Il est arrivé que l'excédent de ce stock soit vendu sur le marché noir en rations lorsque le Trésor s'est trouvé devant des fins de mois difficiles.

L'aide alimentaire constitue en réalité un véritable lien pour les paysans du tiers-monde, parce qu'elle concurrence doublement leur production, au niveau des quantités comme à celui des prix. Le volume des denrées importées diminue d'autant les possibilités de vente des produits vivriers nationaux, d'autant plus que le marché intérieur est souvent très étroit, compte tenu d'une faible urbanisation. La consommation

croissante de pain au Congo est d'autant plus inquiétante qu'on ne pourra jamais produire de blé dans ce pays, alors qu'il peut produire en abondance du manioc, du maïs et du riz. Mais les prix généralement peu élevés auxquels sont vendus les produits importés au titre de l'aide (mais aussi, sans terre, grâce à l'aide alimentaire, bénéficiant des investissements qui en résultent. Ainsi, j'ai pu constater en Tunisie que le programme P.A.M. 482 a permis à de gros exploitants de planter des oliviers et des arbrustes fourragers sur des terres auparavant collectives qu'il se sont ainsi appropriées. Lorsqu'il s'agit, comme au Congo, d'un programme dirigé exclusivement vers les petits paysans, il contribue à développer chez eux-ci une mentalité d'assistés, et à bloquer toute initiative de développement autonome.

Que diraient les agriculteurs français, s'ils devaient affronter la concurrence de produits importés vendus au-dessous des prix mondiaux ? L'aide alimentaire accélère donc l'exode rural, d'autant plus que, par suite des difficultés d'acheminement, elle est essentiellement disponible dans les centres urbains, même si ceux-ci en auraient le plus besoin pour leur survie.

#### L'ennemi intérieur

L'aide alimentaire porte encore tort aux paysans dans la mesure où, garantissant des subsides à des prix élevés, elle maintient un approvisionnement minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce qui leur permet d'utiliser leurs ressources budgétaires, et notamment les fonds de contrepartie des aides, à d'autres fins, et notamment à des fins militaires pour contenir l'ennemi intérieur, au minimum des villes, elle les dispense de mettre en œuvre une politique de développement agricole, ce



## LE CONFLIT ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

La bataille pour Abadan se poursuit avec acharnement, tandis que les Irakiens affirment être parvenus à 5 kilomètres de la cité pétrolière. Téhéran déclare que ses forces ont réussi à arrêter la progression des attaquants. Mardi et mercredi, l'aviation iranienne a bombardé Bagdad, tandis que l'agence irakienne d'information INA annonçait la destruction de l'oléoduc Abadan-Bandar-Khomeiny, d'une centrale électrique à Reza-Chah et d'un nœud ferroviaire entre Derafsh et Téhéran. Par ailleurs, les gardiens de la révolution iraniens dénoncent la « complicité » du P.D.K.I. avec l'Irak et annoncent avoir écarté les rebelles kurdes dans la région d'Oroumïyeh.

A New-Delhi, l'agence United News of India annonce que six bateaux indiens ancrés à Bassorah ont été détruits par l'aviation irakienne. Selon les Nations unies, des bateaux de vingt-

quatre pays sont immobilisés dans le Chatt-el-Arab, et à Genève, le Bureau international du travail (B.I.T.) a publié un communiqué dans lequel les armateurs et les marins de la commission paritaire maritime, réunis depuis le 9 octobre au siège de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.), déplorent les attaques contre les navires marchands ont été les cibles. Sans répondre à la proposition de M. Waldheim — contrairement à ce qu'avait fait la veille M. Bani Sadr — le président Saddam Hussein a informé le secrétaire général de l'ONU que l'Irak procédait à l'évacuation des corps étrangers bloqués dans le port de Mohammara (Khorramchahr) que contrôle l'armée irakienne.

A Téhéran, où le gouvernement a porté la durée du service militaire obligatoire de un an et demi à deux ans, le rationnement a fait son

apparition pour le carburant, la nourriture et le tabac.

Sur le plan diplomatique, le Conseil de sécurité doit se réunir ce mercredi soir à New-York. A Moscou, l'ambassadeur américain, M. Thomas Watson, s'est entretenu mardi avec M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères. Par ailleurs, au cours de sa conférence de presse de mardi, le président Eanes a déclaré que le Portugal était prêt à répondre favorablement à une demande des Etats-Unis pour l'utilisation de la base de Lajes (Azores), dans le cadre du conflit en cours. Enfin, à Washington, le Pentagone a annoncé que mille quatre cents soldats américains seraient envoyés le mois prochain au début de décembre au Caïre pour des manœuvres conjointes avec l'Egypte. Dans une interview au quotidien koweïtien « Al Watan », Abou lyad, membre du comité

exécutif du Fath, a révélé l'existence d'un plan de paix palestinien actuellement à l'étude, prévoyant « le retrait des troupes irakiennes du territoire iranien » et permettant ainsi à Téhéran d'accepter les négociations ; le dirigeant palestinien a ajouté que « les Soviétiques, rendus très inquiets par les répercussions du conflit dans la région du Golfe, ont incité l'O.L.P. à entreprendre des démarches de médiation entre les belligérants ». A Beyrouth, M. Yasser Arafat a remis au chargé d'affaires d'U.R.S.S. un message aux dirigeants soviétiques, au sujet du conflit irako-iranien, rapporte l'agence palestinienne Wafa. D'autre part, dans le quotidien koweïtien « Al Anba », M. Saadoun Hammadi, ministre irakien des affaires étrangères, a estimé que « le récent traité soviéto-syrien ne porte aucun préjudice à l'Irak ». — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

### Khorramchahr et Abadan sont pratiquement coupées du reste du pays par les forces irakiennes

Ahwas. — La situation militaire est critique dans le sud du Khouzistan. Les villes de Khorramchahr et d'Abadan, les deux sommets du « triangle pétrolier » — le troisième étant Ahwas, — sont virtuellement coupées du reste du pays. Les chars irakiens avancent, le mardi 14 octobre, vers la route Abadan-Bandar-Khomeiny, la dernière issue dont disposaient les défenseurs d'Abadan soumise à un violent tir d'artillerie. La voie a été fermée au trafic mardi vers midi. Les deux autres routes qui aboutissent au siège de la principale raffinerie du pays, celles conduisant à Khorramchahr et à Ahwas, étaient impraticables depuis quelques jours.

L'état-major irakien a modifié du tout au tout son plan de campagne. N'ayant pas réussi, au bout de trois semaines de combats, à s'emparer de Khorramchahr et d'Abadan, les dirigeants de Bagdad ont lancé un mouvement d'encerclement, auquel les défenseurs irakiens du triangle pétrolier ne s'attendaient apparemment pas.

Les chars et les blindés ont franchi la rivière Karoun en défilé, à 10 kilomètres environ au nord de Khorramchahr et ont contourné le

De notre envoyé spécial

port sur le flanc oriental, avant de forcer vers le sud en direction de la route Abadan-Bandar-Khomeiny. Une curieuse bataille défilant toute logique s'est déroulée dans la journée de mardi. Les formations irakiennes avançaient sur la plaine désertique, mais sans protection aérienne. Trois hélicoptères iraniens de type Cobra, en tout et pour tout (munis de roquettes air-sol), se relayaient pour pilonner les colonnes de l'ennemi, tandis qu'une quinzaine de pièces d'artillerie seulement, alignées le long de la route, tentaient, elles aussi, de ralentir l'avance des chars irakiens. Ces derniers se trouvaient mardi, vers midi, à moins de 10 kilomètres de la route.

Un communiqué de l'état-major irakien, publié ce mercredi matin, le premier à faire état de l'offensive irakienne dans ce secteur, soulignait que « les forces ennemies se trouvant sur la route Ahwas-Abadan ont été contraintes à reculer de 20 kilomètres ». Il n'en reste pas moins que si la boucle devait être bouclée, la lente asphyxie de Khorramchahr et d'Abadan devrait logiquement conduire à leur reddition,

des querelles interrogent, tantôt rageurs tantôt les larmes aux yeux, les journalistes iraniens venus de Téhéran : « Mais où sont nos forces terrestres ? Pourquoi ne recevons-nous pas des armes lourdes, des munitions ? » Deux combattants grièvement blessés, qui se faisaient évacuer vers Téhéran, s'indignaient : « Lors du conflit contre les rebelles kurdes, nous recevions promptement renforts, armes à la main, roquettes. Mais, depuis trois semaines, nous sommes abandonnés, nous ne recevons rien, nous sommes seuls. »

L'absence quasi-totale de l'armée de terre dans le « triangle pétrolier », névralgique entre tous, demeure un mystère pour les observateurs étrangers. A en juger par les groupes de soldats en bataille dressés et de rangs en tenue démodée (les commandos d'élite équivaient aux « marines » américains) qui déambulent négligemment dans les rues d'Ahwas, il n'est pas douteux que diverses unités de l'armée de terre sont arrivées en renfort dans la région. Certains rangers revenaient précieusement de Khorramchahr, mais ils nous ont indiqué que, peu nombreux, ils ne défendaient que les abords de la ville, celle-ci étant confiée aux guerilleros civils. Comme ces derniers, ils déplorent l'absence de toute coordination entre l'armée régulière et les partisans. La situa-



La grosse flèche indique l'endroit où les Irakiens ont franchi le Karoun.

tion, comme nous avons pu le constater, est en sens pire dans la ville d'Ahwas, où divers groupes armés agissent de leur propre chef et en ordre dispersé. En revanche, la ville de Khorramchahr, soumise elle aussi à un pilonnage quotidien, paraissent particulièrement efficaces, en comparaison des moyens mis en œuvre par les forces adverses. Une visite systématique d'Ahwas nous a permis de constater que, à l'exception d'un arsenal et de quelques usines, toutes les infrastructures militaires, économiques et des services publics sont intacts.

L'absence d'abris — la ville est construite sur un sol spongieux — explique le nombre relativement élevé de victimes civiles (les autorités se refusent à chiffrer). Les femmes et les enfants se sont fait évacuer, les hommes s'apprêtent à défendre la ville, qui a pris une étrange physionomie. Trois magasins sur quatre au moins sont fermés. Les commerçants ont produit alimentaires — pain, lait, riz, viande, légumes, fruits, disponibles en quantités suffisantes, — sont les seuls à ne pas baisser les rideaux de leurs échoppes pendant les bombardements. Les rues sont à peu près désertes, en raison du sévère rationnement de l'essence. Des camions militaires, des ambulances aux sirènes stridentes, de rares autobus, circulent à vive allure, déposant citoyens et pions. D'innombrables queues de taxis orange, autorisées à circuler, se forment devant les pompes à essence. Dès la tombée de la nuit, la ville sombre progressivement dans un silence sinistre, ponctué par les explosions des engins de mort.

ERIC ROULEAU

### Les dirigeants de Bagdad estiment qu'ils ont les moyens de soutenir une longue guerre

De notre envoyé spécial

Au complexe pétrochimique de Bassorah, il y a du pétrole, « plus de pétrole que de mal ».

En réalité, les vrais problèmes ne se situent pas actuellement au niveau des destructions, qui demeurent apparemment limitées ; contrairement à ce qu'on avait cru au début du conflit, au vu de quelques incendies spectaculaires, les tirs des chasseurs iraniens ont été moins précis qu'on ne croyait, et en plus de trois semaines, leurs raids auront été, au bout du compte, relativement peu nombreux. Les fréquents bombardements de Souleymanieh et d'Arbil, où n'existent pas de véritables objectifs industriels, semblent destinés à exaspérer la population kurde pour l'inciter à se révolter contre Bagdad.

#### Le départ des techniciens étrangers

En revanche, la guerre, en provoquant le départ de nombreux techniciens étrangers, a entraîné l'arrêt de plusieurs chantiers, en particulier dans le domaine de la construction et des travaux publics (routes, ponts, etc.), qui devaient être impérativement terminés pour le sommet des négociations, en 1983, et dont les délais de réalisation étaient déjà très serrés. Il en est de même pour le centre de recherches nucléaires. Un autre problème risque de se poser à brève échéance, celui de l'approvisionnement en pièces de rechange pour les usines qui fonctionnent. Cette difficulté pourra cependant être tournée en grande partie — moyennant, toutefois, une dépense supplémentaire

— en faisant transférer les produits importés par Akaba. En août dernier, 40 % du trafic de ce port jordanien (2 à 3 millions de tonnes par an) étaient déjà destinés à l'Irak, l'attente au port de Bassorah, engorgé, étant de trois mois en moyenne. Actuellement, les transporteurs koweïtiens, jordaniens, irakiens et bulgares font de bonnes affaires, en acheminant les produits par la route.

En outre, les accords de coopération irano-irakiens prévoient la construction d'une voie ferrée Akaba-Bagdad qui, si elle est terminée, permettra de transporter, en passant le premier moment d'émotion, du pétrole, des produits techniques étrangers, français en particulier, dans les zones abritées, mais aussi dans des secteurs qui le sont moins, comme le nouvel aéroport de Bagdad que construit l'entreprise Peugeot.

La guerre a aussi, d'ores et déjà, une autre conséquence : l'enlèvement du Chatt-el-Arab, qui était dragué quotidiennement et qui ne l'est plus depuis le début du conflit. Les experts estiment que la durée des travaux de remise en état sera de quatre à six mois, mais ils admettent aussi que, quelques secteurs mis à part, la navigation demeure possible dans cette voie d'eau. L'ultime conséquence sur le plan économique : le lancement du troisième plan quinquennal de développement en 1981 risque d'être retardé.

Grâce aux efforts déployés par le gouvernement irakien, depuis douze ans, l'Irak était « bien parti » et, aujourd'hui, beaucoup se demandent si la guerre n'aurait pas été de faire l'économie de cette guerre.

PAUL BALTA.

#### Une épidémie acharnée

La radio de Bagdad invite d'ores et déjà la population d'Abadan à hisser le drapeau blanc. Il serait surprenant que l'appel soit suivi d'effet. Les journalistes occidentaux qui se trouvaient à Abadan dans la matinée de mardi ont été témoins du comportement stoïque des habitants. Sous une épaisse fumée qui se dégageait des installations portuaires incendiées, jeunes et vieux causaient tranquillement et se bécotaient. Des enfants transportaient des sacs de sable. « Je me battrai jusqu'à la mort », lance un gamin de treize ans. Mais il espère de toute évidence survivre.

A Khorramchahr comme à Abadan, les enfants sont nombreux à participer — souvent non loin de leurs pères — aux combats. L'un d'eux, âgé de quatorze ans, expliquait fièrement aux journalistes comment il avait détruit un char irakien en lançant deux cocktails Molotov. Les forces de Bagdad occupent les quais, le nœud ferroviaire, une partie des faubourgs du port sur une profondeur de 3 à 4 kilomètres. Le reste de la ville est farouchement défendu par des civils armés, pour la plupart âgés de seize à vingt ans. Ici, contrairement à d'autres localités, aucune discrimination politique n'est exercée à l'encontre des militants des formations concurrentes au parti républicain islamique, mandates ou musulmans. Moudjahidin, fedayin, communistes font partie des groupes de guerilleros organisés et armés par les pasdaran (militants islamiques) et les mollahs. « On pourrait à la rigueur comprendre qu'un groupement politique tenté de monopoliser le pouvoir », s'exclame récemment le secrétaire général du parti communiste Toudesh, mais par quels principes peut-on justifier la prétention de se réserver le droit exclusif de mourir pour la patrie ? » Il n'en reste pas moins que les

pasdaran exigent des guerilleros de ne pas exhiber un signe distinctif de la formation à laquelle ils appartiennent, contraignant ainsi les fedayin à enlever les brassards rouges qu'ils portaient.

Les défenseurs de Khorramchahr tiennent par leur esprit d'abnégation. Ils sont privés, depuis quinze jours, d'électricité et d'eau. Des camions-citernes, venant d'Ahwas, les ravitaillent avec parcimonie. Les denrées alimentaires se raréfient. La ville est soumise au pilonnage quasi permanent de l'artillerie irakienne, installée à quelques kilomètres. Les dégâts ne sont pas spectaculaires, encore que nombre de maisons démolies à travers l'agglomération se soient effondrées sous les obus et les roquettes. Les portes et les fenêtres de l'hôpital Mossadegh ont volé en éclats, mais les médecins et les infirmières qui ont survécu aux bombardements continuent à assurer leur service dans des conditions très précaires. Le nombre des victimes n'a pu être déterminé, les autorités locales soutenant, à tort ou à raison, que les pertes humaines ont été minimes.

La rue Kochtargah (le boucher) mérite son nom. Particulièrement meurtrière, elle constitue la ligne de démarcation qui sépare la ville des faubourgs occupés par les Irakiens. Des francs-tireurs embusqués, munis d'armes légères, souvent de fusils américains datant de la seconde guerre mondiale, ripostent tant bien que mal aux fantassins de Bagdad équipés de matériel sophistiqué, que l'on aperçoit épisodiquement au coin des rues perpendiculaires à celles de Kochtargah. Une journaliste iranienne, qui s'était aventurée à découvrir avec quelques représentants de la presse internationale, a été aussitôt blessée à la jambe d'un éclat d'obus.

A Khorramchahr comme à Abadan,

### Dialogue avec un "grand patron" anticonformiste et fervent

**PAUL MILLIEZ**  
Médecin de la liberté  
préface de Jean Lacouture

A la fois autobiographie et libre discussion avec Igor Barrière, ce livre retracera sa carrière et la vie d'un des plus "grands patrons" français. Une certaine idée de la médecine, de la vie, de la liberté.

386 pages

**SEUIL**

#### Le Monde

publiera demain

- ENQUÊTE : Le chômage au quotidien : culpabilisés et désarmés.
- IDÉES : Rue Copernic (conclusion).
- DOSSIER : La médicalisation de la torture ; la lapidation et le Coran.
- LETTRES DE LECTEURS : Faut-il raser les hôpitaux psychiatriques ?
- LIVRES : Le dialogue Nietzsche-Freud.



# PROCHE-ORIENT

## Israël

**M. Itzhak Rabin entre dans la compétition électorale contre M. Shimon Pérès**

De notre correspondant

Jérusalem. — M. Itzhak Rabin, ancien premier ministre travailliste, vient d'annoncer qu'il entrera dans la compétition électorale contre M. Shimon Pérès, actuel président du parti travailliste. Il a confirmé le samedi 11 octobre, qu'il solliciterait pendant le congrès du parti, qui s'ouvrira le 17 décembre, l'investiture pour être candidat au poste de premier ministre lors des élections de novembre 1981. Cette décision n'a surpris personne, car les deux principaux dirigeants du parti sont en conflit ouvert depuis plusieurs mois, et M. Rabin ne cachait pas ses intentions (Le Monde du 15 juillet).

M. Pérès a toujours déclaré que l'opposition de M. Rabin était injustifiée dans la mesure où il a déjà été désigné en janvier par le comité central pour mener le parti durant la prochaine campagne électorale. Il a précisé cependant, le 12 octobre, qu'il relèverait le défi lancé par M. Rabin. Ce dernier, pour expliquer sa démarche, affirme que près de cent mille personnes ont rejoint les rangs du parti récemment et que ces nouveaux militants doivent avoir l'occasion de se prononcer. Une première indication sur le choix des membres du parti sera vraisemblablement fournie par le résultat des élections internes qui doivent avoir lieu le 25 novembre. M. Rabin s'apprête, d'autre part, sur les fondements de plusieurs siècles d'opinion qui semblent lui donner pour l'instant un assez net avantage sur M. Pérès.

Cette compétition, marquée par de vives polémiques et des accusations réciproques de caractère très personnel, inquiète la partie des membres du parti, lis-

estiment que la prolongation de ces disputes incessantes risque d'hypothéquer gravement les chances des travaillistes de revenir au pouvoir en 1981. Dans certains milieux travaillistes, on soupçonne que la rivalité entre M. Pérès et Rabin est d'autant plus regrettable qu'elle est stérile dans la mesure où les deux hommes n'ont pas de divergences profondes sur les principes et le programme du parti ni sur les principales questions auxquelles un futur premier ministre doit répondre.

FRANCIS CORNU.

● Les négociations tripartites sur l'autonomie palestinienne, interrompues au mois de mai par le président Sadate, ont repris mardi 14 octobre à Washington au niveau des chefs de délégation. La reprise des pourparlers a été marquée par un démenti israélien d'informations circulant à Washington selon lesquelles Jérusalem serait prêt à faire une concession majeure en accordant aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza un rôle dans l'élaboration de la politique d'aménagement des territoires occupés. — (A.F.P.)

● M. Fahed Khassemeh et M. Hekem, maires de Hébroun et de Khalkhoul, sont rentrés mardi matin 14 octobre en Cisjordanie. D'où ils avaient été expulsés le 3 mai dernier par le gouvernement militaire israélien. Ils ont franchi le pont Allenby sur le Jourdain, à proximité duquel ils resteront sous bonne garde, avant de passer mercredi et jeudi devant une commission militaire d'appel saisie de la décision d'expulsion. — (A.F.P.)

## Egypte

**DEUX JOURNALISTES SOVIÉTIQUES ONT ÉTÉ EXPULSÉS DE FAÇON EXPÉDITIVE**

(De notre correspondant.)

Le Caire. — Vladimir Chelepine et Andreï Stepanov, correspondants en Egypte de la revue soviétique Temps nouveaux, ont été expulsés du pays le mardi 7 octobre avec leurs familles. L'édition en arabe de leur publication, qui paraissait au Caire depuis 1972, a été suspendue. La presse soviétique, qui ne compte plus désormais en Egypte que dix représentants travaillant pour cinq organes (agences Tass et Novosti, la Pravda, le magazine Troud, Radiotélévision), avait déjà dû, il y a quelques mois, comprimer un peu ses effectifs à la demande des autorités égyptiennes (deux des cinq correspondants de Novosti quittèrent alors le pays), mais c'est la première fois, sous le président Sadate, que des journalistes soviétiques sont expulsés.

Les journaux caennais officiels ont, après quelques jours de silence, reproché à V. Chelepine et A. Stepanov d'avoir eu « des contacts avec les membres d'une organisation communiste récemment arrêtée » (Le Monde du 14 octobre) et avec le rassemblement progressiste (parti légal à dominante marxiste pro-soviétique) et d'avoir répandu des « rumeurs tendant à faire se reproduire les émeutes de janvier 1977 ».

Les autorités égyptiennes sont naturellement libres de mettre fin à tout moment à l'accréditation d'un journaliste étranger, mais elles ne sauraient à chaque occasion, prôner le libéralisme en matière de presse si elles prétendent interdire aux correspondants d'entrer en rapport avec tel ou tel courant d'opposition officielle ou clandestine. Si des griefs plus sérieux existent contre les deux rédacteurs de Temps nouveaux, qu'ils soient rendus publics.

Si l'Association de la presse étrangère, présidée par Américain depuis sa fondation, n'a pas jusqu'ici réagi au départ forcé de V. Chelepine et A. Stepanov, une bonne partie de la centaine de journaux étrangers accrédités au Caire réprovoquent non seulement les explications insuffisantes à leurs yeux fournies par le pouvoir, mais aussi et surtout les conditions expéditives dans lesquelles s'est déroulée l'expulsion des deux journalistes et de leurs familles, dont plusieurs enfants.

Une quarantaine de policiers ont encerclé au petit matin la villa du quartier des Pyramides où vivaient les deux familles et ont coupé les fils du téléphone. Deux heures furent alors accordées en tout et pour tout aux expulsés afin de préparer leurs valises. Ils furent ensuite conduits sous bonne garde à l'aéroport d'Héliopolis d'où le prochain avion pour Moscou ne partait qu'à minuit. Voilà des méthodes que le président Sadate s'était pourtant flatté à plusieurs reprises d'avoir fait disparaître de son pays.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

# ASIE

**Le chef de l'Etat s'est entretenu avec le premier ministre M. Zhao Ziyang**

De nos envoyés spéciaux

Pékin. — Arrivé à l'aéroport de Pékin, à 14 h. 45, heure locale (16 h. 45 G.M.T.), où le vice-ministre des Affaires étrangères, M. Han Keun, l'a salué à sa descente d'avion, le président Giscard d'Estaing a été accueilli à la résidence des hôtes d'Etat par Mme Deng Yingchao, veuve de Zhou Enlai, vice-président du comité permanent de l'Assemblée populaire nationale et dernière haute personnalité chinoise à s'être rendue en France (au mois de mai 1980).

Conformément à la tradition, la longue avenue de la Paix éternelle empruntée par le cortège officiel était décorée de fanions multicolores et de quelques drapeaux français. La population pékinoise vaquait à ses occupations habituelles et il n'y avait pas les grands rassemblements qui s'étaient formés pour la visite du président Pompidou en 1973.

Il est vrai que l'intérêt pour le passage des chefs d'Etat étrangers s'est émoussé depuis cette époque et ne constitue plus un événement en soi. Le nouveau protocole pour les visites officielles est d'ailleurs beaucoup moins fastueux que par le passé. Un bon millier de badauds massés jusque sur les marches du monument aux Héros du peuple attendaient cependant le président de la République, place Tian-an-men, où la cérémonie d'accueil officiel a eu lieu à 17 h. 45, heure locale. Alors que la nuit commençait déjà à tomber sous un ciel parcouru par quelques cerfs-volants, M. Giscard d'Estaing est arrivé au pied des marches du Palais du peuple où il était attendu par le chef du gouvernement chinois, M. Zhao Ziyang. Les deux hommes se sont serrés la main avant d'écouter les hymnes nationaux, français et chinois, et de passer en revue les détachements des trois armes de l'armée populaire de libération. Une centaine d'écoules et d'écoulières, habillés de couleurs vives et agitant de petits foulards, ont ensuite acclamé M. Giscard d'Estaing au moment où il se dirigeait vers les membres de l'ambassade de France.

Quelques instants après cette cérémonie, le président français pénétrait dans les salons du Palais du peuple pour un premier entretien avec M. Zhao Ziyang. M. Giscard d'Estaing devait ensuite disposer d'une petite heure à sa résidence avant d'assister dans la soirée au banquet offert en son honneur par le premier ministre chinois.

Mardi matin, conformément à la tradition, Quotidiens du peuple avait publié en première page un portrait de M. Giscard d'Estaing ainsi qu'un éditorial saluant son arrivée en Chine. Le journal évoque en particulier le rôle de la France dans la construction de l'Europe, l'instauration du dialogue Nord-Sud, l'amélioration et le développement des relations avec les pays du tiers-monde. « Le gouvernement français, ajoute-t-il, s'oppose au monopole des superpuissances dans les affaires internationales et aux politiques de puissance dans lesquelles les grands maintiennent les

est rare d'accéder à des fonctions de responsabilité avant la soixantaine — et s'attarde sur quelques-uns des aspects du personnage les plus propres à frapper les lecteurs chinois. Ainsi ces derniers apprennent-ils que le président français apparaît fréquemment à la télévision « en chandail de cachemire », qu'il va parfois « en compagnie de son fils, déguster une omelette dans un petit restaurant sans rien dire à personne », qu'il a piloté un hélicoptère pour se rendre au mariage du fils d'un de ses collaborateurs, enfin — ce qui surprendra plus les lecteurs français — qu'il arrive souvent « de se déplacer en métro plutôt que de circuler en voiture comme le voudraient les règlements ».

Sur un mode moins léger, l'agence Chine nouvelle a consacré, mardi, une longue dépêche à la politique française de défense, approuvant notamment l'augmentation des crédits militaires prévus par le projet de budget pour 1981. Après avoir décrit les forces nucléaires stratégiques et tactiques de la France, l'agence chinoise ajoute toutefois, de façon significative : « Depuis l'époque où le général de Gaulle est arrivé au pouvoir, la France a connu sa politique de défense à partir de l'idée d'une défense indépendante. Mais la puissance militaire des adversaires potentiels dépassant de loin celle de la France, un nombre croissant de personnes dans ce pays ont commencé à réaliser que la France ne sera en mesure de répondre avec succès aux menaces futures que si elle renforce sa coopération avec ses alliés ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE et ALAIN JACOB.

## L'ESCALE PRÉSIDENTIELLE A ABOU-DHABI

**Les Émirats livreront du pétrole supplémentaire à la France**

Abou-Dhabi (A.F.P.). — Le président Giscard d'Estaing, au cours d'une escale à Abou-Dhabi, a eu un entretien d'environ une heure, dans la nuit de mardi à mercredi 14 octobre, avec Cheikh Zayed, président de la Fédération des Émirats arabes unis. Cheikh Zayed a annoncé au président de la République que le Conseil d'Etat avait décidé d'accroître de 50 000 barils par jour leurs livraisons de pétrole à la France. Ce supplément équivaut à 2,5 millions de tonnes par an. La conversation, selon M. Blot, porte-parole de l'Elysée, a essentiellement porté sur le conflit irako-iranien. Les deux hommes

d'Etat ont été d'accord pour souhaiter que le conflit se règle rapidement par voie d'une négociation que devrait amorcer le Conseil de sécurité. Ils estiment que les grandes puissances doivent observer « la plus grande retenue » et s'abstenir de toute action susceptible d'aggraver la tension dans la région. Le président de la République a souligné que la liberté de la navigation dans le Golfe « est considérée par la France et la communauté internationale comme une valeur ». En conséquence, si cette liberté se trouvait « mise en cause ou en danger, la France ne pourrait pas s'en désintéresser », a précisé M. Giscard d'Estaing.

Parallèlement à l'entretien des chefs d'Etat, deux ministres qui accompagnent le président en Chine, MM. François-Poncet (affaires étrangères), et Deniau (réformes administratives, ancien ministre du commerce extérieur), se sont entretenus avec Cheikh Khalifa ben Zayed Al-Zahyan, le prince héritier et ministre de la défense, et le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Rachid Abdallah, ainsi que M. Ahmed Khalifa Al-Soudi, ami personnel de Cheikh Zayed et ministre des affaires étrangères, depuis peu démissionnaire pour raisons de santé. L'escale d'Abou-Dhabi a été organisée à la demande de Cheikh Zayed, celui-ci ayant dû, en raison des événements du Golfe, ajourner la visite officielle qu'il devait faire en France ce mois d'octobre.

## 10 % DES FOURNITURES IRAKIENNES

C'est pour compenser partiellement l'arrêt des livraisons de brut irakien que les Émirats arabes unis vont vendre cinquante mille barils par jour (2,5 millions de tonnes par an) de pétrole supplémentaire à la France. Au cours des deux derniers mois, l'Irak a fourni 26,5 millions de tonnes de pétrole à la France : les quantités supplémentaires offertes par Abou-Dhabi représentent donc moins de 10 % du déficit causé dans l'approvisionnement national par le conflit entre l'Irak et l'Iran.

Depuis un an, Paris a importé 7 millions de tonnes de brut d'Abou-Dhabi et 600 000 tonnes de Dubaï, soit 6,4 % des approvisionnements nationaux. Les 2,5 millions de tonnes promises par l'Arabie saoudite vont porter à 10 millions (contre 5,5 % des importations) la part des Émirats arabes unis dans les achats français de brut. Un tel renforcement des approvisionnements en provenance du Golfe, dont on assure pourtant qu'il représente le point faible de la chaîne énergétique des pays occidentaux.

Avec l'Arabie Saoudite — le puissant royaume voisin sur la politique duquel les Émirats s'alignent souvent — près de 45 % de nos approvisionnements proviendront de ces deux pays (avec passage obligatoire par le détroit d'Ormuz). On est loin de la diversification proclamée par tous les textes officiels sur la politique énergétique française.

Si VOS SOIRÉES vous paraissent monotones, nous vous organisons des rencontres dans des restaurants.

SOLEIL A PARIS

38, rue de Bassano, 75008 Paris. 720-51-21

**jsf Voyages en CHINE**

19 circuits à partir de 10.900 F

18/12/80 - 3/1/81 - Canton / Changhaï - Nankin / Pékin

Jeunes Sans Frontière

5, rue de la Banque 75002 PARIS (Métro Bourse) Tél. 261.53.21.

36, rue des Bourdonnais 75001 PARIS (Métro Châtelet) Tél. 236.31.62.

## Laquelle de ces langues aimeriez-vous parler?

L'Anglais ? Le Grec ? Pourquoi pas le Japonais ? Aucune langue n'est trop difficile pour vous grâce aux célèbres méthodes audio-visuelles Linguaphone. Si nous pouvons vous faire une telle promesse, c'est que Linguaphone a déjà permis à plus de 4 millions d'étudiants, dans le monde entier, d'apprendre l'une ou plusieurs de ces 32 langues facilement, rapidement, chez eux. Des étudiants de tous les âges. A tous les niveaux linguistiques. De toutes les langues maternelles. Pourquoi pas vous ? UN DISQUE (OU UNE CASSETTE) GRATUIT.

Conçues par 200 professeurs mondialement connus, les méthodes Linguaphone sont mises au point sur ordinateur. Chaque méthode consiste en une série très étudiée de livres et de disques (ou de cassettes). Ce que la pédagogie moderne fait de mieux pour vous permettre de commencer à parler, en quelques mois seulement, la langue de votre choix. Voyez par vous-même : faites-nous savoir laquelle vous aimeriez parler, en cochant la case appropriée ci-contre. Puis renvoyez-nous cette annonce pour recevoir une brochure en couleurs sur la méthode Linguaphone. Et un disque (ou une cassette) de démonstration gratuite.

Cocher :

<input type="checkbox"/> arabe	<input type="checkbox"/> hindi
<input type="checkbox"/> chinois	<input type="checkbox"/> japonais
<input type="checkbox"/> coréen	<input type="checkbox"/> malais
<input type="checkbox"/> espagnol	<input type="checkbox"/> néerlandais
<input type="checkbox"/> français	<input type="checkbox"/> norvégien
<input type="checkbox"/> grec	<input type="checkbox"/> portugais
<input type="checkbox"/> hébreu	<input type="checkbox"/> russe
	<input type="checkbox"/> serbo-croate
	<input type="checkbox"/> suédois
	<input type="checkbox"/> tchèque
	<input type="checkbox"/> vietnamien

Expliquez-moi comment, grâce à la méthode Linguaphone, je pourrais commencer à parler, en quelques mois seulement, la langue que j'ai cochée. Sans aucun engagement de ma part, envoyez-moi votre brochure et :

☐ un disque ☐ de ☐ une cassette / démonstration

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Age \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_

Localité \_\_\_\_\_

**GRATUIT**

Renvoyez cette annonce à **linguaphone** 12, rue Lincoln 75008 Paris

**ELEMENTS EN VRAI BOIS**

Avec nos ensembles (en lattes) toutes les combinaisons sont possibles :

- rangement, armoires, lits, bibliothèques, droites ou décalées, secrétaires, alcôves.
- Style ou contemporain, rain, toutes essences.

**CAPELOU** 37, AV. DE LA REPUBLIQUE PARIS XI

Métro : Parmentier Parking assuré

DISTRIBUTEUR TEL. 357.46.55

**LES FOURRURES MALAT**

FOURREUR FABRICANT GARANTIE DE CONFIANCE

Promotion sur tous les visons.

Grand choix prêt-à-porter ou sur mesure. Vison, loup, renard. Choix de chapeaux. Grand choix de fourrure pour intérieur de manteaux.

Service après-vente. Tél. : 878-60-67.

47, rue La Fayette, 75009 PARIS - Métro : LE PELETIER

**Sansui**

Palme d'or de la Haute Fidélité

HI-FI

**Boîte 5 vitesses, 9 CV.**

Traction Ax. 4 roues indépendantes.

**37.150F\***

**HONDA ACCORD L JAPAUTO**

Concessionnaire exclusif - 27 av. de la Sida Armée - T. 500.14.51 - préfabriqué TOTAL.

\* Prix clés en main au 1780

**Le Monde**

Service des Abonnements

5, rue des Halles

75001 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. Paris 4207-93

ABONNEMENTS

3 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

223 F 371 F 578 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

387 F 701 F 1 018 F 1 338 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG - PAYS-BAS

254 F 435 F 618 F 800 F

IL - SUISSE - TUNISIE

334 F 576 F 823 F 1 080 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (toute valeur) recevront bien leur chèque à leur demande.

Changements d'adresse : notification ou préavis (15 jours) semestriel ou plus ; non abonnés sont avisés à l'expiration de leur abonnement une semaine au moins avant leur départ.

Joindre 15 centimes bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de signer tous les mandats par chèque de préférence.



# M. Giscard d'Estaing en Chine

SES EXPORTATIONS DE PÉTROLE ET DE CHARBON STAGNANT

## Pékin va freiner ses commandes de grands équipements

Les milieux industriels français intéressés par le développement des exportations vers la Chine attendent pas des résultats extraordinaires de la visite du président de la République à Pékin.

Les missions dirigées par des ministres, des hauts fonctionnaires ou des chefs d'entreprise se sont succédées ces dernières années dans la capitale chinoise, sans résultat concluant. Le premier ministre, le ministre du Commerce extérieur, qui était alors M. Deniau, le ministre de l'Industrie, M. Giscard, se sont rendus en Chine, sans que les ventes françaises aient connu le succès escompté. Certes, il y a deux ans, un accord couvrant la période 1978-1985, et destiné à accroître les échanges dans les principaux secteurs d'intérêt mutuel, a été conclu. Certes, un crédit de 30 milliards de francs a été accordé à la Chine pour ses achats de biens d'équipement et un accord interbancaire fixant les modalités pratiques de ce financement a été signé l'année dernière. Mais les chiffres sont là. En 1979, les exportations françaises vers ce pays se sont élevées à 1 442 millions de francs, alors que les importations en provenance de ce pays atteignaient 1 387 millions de francs, soit un excédent de 55 millions de francs. Durant le premier semestre 1980, les exportations françaises ont été de l'ordre de 938,8 millions de francs, et les importations de Chine de 897,7 millions de francs. Le déficit est donc de 46,1 millions de francs et on constate un ralentissement des ventes françaises qui devraient se poursuivre dans les mois et peut-être dans les années qui viennent.

Il est peu probable, en effet, que dans un proche avenir la Chine continue à passer de grandes commandes à l'étranger comme elle l'a fait ces dernières années, sauf dans des domaines très spécifiques comme l'armement et les technologies de pointe. Elle s'attend, en effet, à une stagnation de ses exportations de pétrole et de charbon qui constitueront jusqu'à maintenant ses principales ressources de devises étrangères.

Il apparaît que la croissance de la production chinoise de pétrole dans les prochaines années ne sera pas suffisante pour assurer toutes les livraisons promises au Japon. En 1981, ce sont 9,5 millions de tonnes qui devraient être fournies, en 1982, 15 millions de tonnes. Les Chinois espèrent maintenant pouvoir exporter seulement 8 millions de tonnes en 1981. Les raisons de cette dégradation tiennent au retard apporté aux explorations pétrolières en mer, notamment dans la baie de Bohai, ainsi qu'aux difficultés rencontrées pour accroître la production actuelle. Le relèvement des prix décidé par les pays producteurs ne sera pas suffisant pour pallier la stagnation des ventes. En même temps, les besoins en pétrole de l'industrie chinoise augmentent chaque année et diminuent d'autant la part consacrée aux exportations.

Déjà, les Japonais s'inquiètent du ralentissement des commandes des usines clés en main et des équipements. Les grandes sociétés de commerce japonaises ont tenu compte des déclarations du nouveau ministre des finances chinois, M. Wang Bingqian qui déclarait que son pays devait rapidement chercher à équilibrer ses échanges commerciaux avec l'étranger. Elles ont révisé de 35 à 38 % en baisse leurs prévisions concernant les importations chinoises. Le Japon risque de connaître cette année son premier déficit commercial depuis seize ans avec la Chine, dont il est le principal partenaire commercial.

### Le problème épineux des ventes d'armes

La faiblesse des échanges franco-chinois ne doit pas être seulement imputée à Pékin. De crainte de mécontenter les Soviétiques, le gouvernement français n'a pas manifesté la volonté politique que les Chinois attendaient en autorisant des ventes de matériel militaire. Depuis longtemps, les Chinois n'ont pas caché leur intérêt pour le Hot, le missile antichars sol-sol ou air-sol produit par la société Euromissile, contrôlée par la SNIAS et la firme west-allemande M.B.B. La France s'est montrée réticente. Le voyage présidentiel en Chine pourrait être sur ce point un tournant du nouveau. L'accord franco-chinois conclu en juillet dernier, portant sur la vente et la fabrication d'hélicoptères civils français de type Dauphin, serait lié, à en croire les observateurs occidentaux, à la vente de missiles Hot. Pour l'instant, rien n'a été révélé publiquement.

Les Américains, quant à eux, n'ont pas attendu les Français pour vendre des armes. Le 20 mai 1980, Washington a autorisé les sociétés américaines à exporter vers la Chine du matériel à double usage, civil et militaire. Les États-Unis sont devenus le second partenaire commercial de la Chine.

Mais l'absence de volonté politique n'explique pas tout. Les Français restent convaincus que, pour pénétrer en Chine, ils doivent compter sur les grandes commandes portant sur la livraison d'équipements. Une note conjointe des ministères de l'économie et du

commerce extérieur est significative à cet égard : elle met avant tout en relief les grands contrats obtenus par Creusot-Loire, Elf-Aquitaine, la Compagnie française des pétroles, Coyne Bellier, Fives-Babcock. Ceux-ci ne sont pas négligeables et méritent à juste titre d'être rappelés. Mais il conviendrait aussi de rendre compte de l'insuffisance des exportations françaises vers la Chine pour les ventes de demi-produits et les petits contrats qui seuls permettent aux échanges franco-chinois de croître durablement.

Les Français ne manquent pas tout à fait d'expérience dans ce domaine : L'Oréal va ouvrir un centre de beauté dans un hôtel de Canton ; Martin Géri vend des licences pour fabriquer du matériel électrique ; la société commerciale SCOA-Olivier livre des machines textiles, et, récemment, Remy Martin a été la première firme française à signer un accord de « joint venture » (1) avec une compagnie chinoise, portant sur la fabrication de vin destiné à la consommation des Chinois d'outre-mer. E.M.S., filiale de l'Idi, pourrait également signer un accord de joint venture. En prenant Hongkong comme base de départ, la banque Paribas va participer au financement de la construction d'un hôtel dans la province de Canton. Ces exemples restent toutefois limités. La R.P.A., quatrième fournisseur de la Chine, dont les exportations à destination de ce pays se sont élevées, en 1979, à 1,5 milliard de dollars, soit trois fois plus que ses importations, n'hésite pas à aider ses entreprises de taille moyenne désireuses de s'implanter en Chine par des accords de joint venture.

### Transfert de technique

Il n'est pas certain, d'autre part, que les entreprises françaises proposent les conditions de paiement et les services que recherchent les Chinois. L'adhésion de la Chine au P.M.I., sa présence sur le marché bancaire international, lui permettent de trouver les capitaux nécessaires pour passer des contrats. Mais elle sera amenée à chercher un financement de plus en plus

avantageux. Or les responsables chinois jugent les offres françaises trop chères. Ils demandent, en outre, que la France accorde des crédits gouvernementaux beaucoup plus favorables que les crédits acheteurs consentis par les banques. Ce point pourrait être discuté lors du séjour du président de la République. Toutefois, lors de sa visite à Pékin, en août dernier, le ministre de l'économie ouest-allemand, M. Otto Lambsdorff, a refusé de considérer à Pékin les conditions de financement privilégiées. La presse d'outre-Rhin avait alors estimé que ce refus était dû à la crainte de mécontenter l'Union soviétique. La France suivra-t-elle la R.P.A. ?

La Chine recherche non seulement le financement qui lui est le plus favorable, mais également les techniques qui lui sont nécessaires. Sa politique, comme le montrent la plupart des accords qu'elle a conclus ces deux dernières années, a pour but de parvenir à fabriquer la plus grande partie des équipements qu'elle devait jusqu'à maintenant importer.

Pour y parvenir, elle signe des contrats qui prévoient non seulement l'achat d'équipements sophistiqués, mais également le transfert de savoir technique de fabrication. Renault et Citroën, qui négocient avec les Chinois, en savent quelque chose. Les deux firmes automobiles françaises ont été placées devant un cruel dilemme : exporter et céder une licence de technique, ou renoncer à exporter et prendre le risque d'être suppléées. Pour avoir hésité, Renault-Atlantique a vu un contrat de fourniture de turbo-générateurs lui échapper au profit de Westinghouse.

Ainsi qu'elle a été le premier pays d'Europe occidentale à reconnaître Pékin, la France n'a pas su profiter de cet avantage en se dotant d'un appareil commercial permettant de coordonner les initiatives publiques et privées. Septennaire à l'égard du développement de la Chine, médiane vis-à-vis de ses capacités de financement ? La question vaut d'être posée.

MAXIME DOUBLET.

(1) Société à capitaux mixtes : dans ce cas prêts à capitaux franco-chinois.

## Framatome serait à nouveau dans la course pour la vente d'une centrale nucléaire

La France enlèvera-t-elle finalement le marché de la première centrale nucléaire chinoise ? Cette éventualité, qui paraissait tout à fait exclue l'an dernier et il y a encore quelques semaines, à la suite du voyage à Pékin de M. Deniau, alors ministre du Commerce extérieur, aurait pris de nouveau quelque consistance à la faveur d'évolutions très récentes. Même si elle ne devait pas permettre de déboucher immédiatement sur une décision positive, la visite de M. Giscard d'Estaing pourrait contribuer à améliorer les chances de Paris, à condition toutefois que la partie française joue sa carte en y mettant la détermination et... le prix nécessaires.

Trois sociétés occidentales, pour le moment, sont en compétition pour la livraison des deux réacteurs d'environ 900 mégawatts chacun de cette centrale, qui sera construite dans la province méridionale du Guangdong et, probablement, à quelque 80 kilomètres au nord-est de Hongkong. Il s'agit de la firme américaine Westinghouse, de Framatome et

de Kraftwerk Union, une filiale de Siemens et d'A.E.G. Un accord entre Westinghouse et les autorités chinoises semble actuellement très problématique, car il y a encore quelques semaines, l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne, qui interdit la vente d'équipement nucléaire aux pays qui ne reconnaissent pas, en matière de contrôle, le régime de non-prolifération, a refusé de reconnaître la légitimité de l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne. Or tel est le cas de la Chine.

Westinghouse pourrait tourner la difficulté par le biais de sa filiale espagnole, qu'elle contrôle à 100 %. Mais les Chinois resteraient réservés à l'égard de la société américaine en raison notamment des dépassements de coûts imposés par cette firme lors de transactions avec d'autres pays.

A ces objections d'ordre commercial, s'en ajouteraient d'autres, plus politiques. Pékin, étant soumise à la pression des États-Unis pour moderniser son armée de l'air (Le Monde du 14 octobre), ne désire pas, en matière de technologie de pointe, mettre tous ses œufs dans le même panier. L'idée d'une dépendance trop étroite à l'égard des États-Unis ne ferait pas l'unanimité au sein de la direction chinoise.

### Le rôle de Sir Lawrence

Par rapport à d'autres concurrents anglais ou allemands, Framatome possède en sa faveur l'expérience du programme nucléaire français, unique au monde par son ampleur. A partir du réacteur Westinghouse à eau pressurisée, fabriqué sous licence, la société française a su développer depuis une dizaine d'années ses techniques propres aboutissant à un raccourcissement des délais de construction, à une meilleure standardisation et à une plus grande sécurité. Aussi, étant donné l'emplacement de la future centrale chinoise, qui sera très proche de Hongkong, l'idée d'une solution européenne à dominante franco-britannique pourrait séduire les responsables chinois.

Tel est, en tout cas, le sentiment des milieux d'affaires de Hongkong directement concernés par le projet et en particulier de la société China Light and Power, dont le président, Sir Lawrence Kadourie, s'est rendu récemment à Pékin. Si l'on en croit le Far

Eastern Economic Review du 10 octobre, Sir Lawrence aurait plaidé auprès des Chinois en faveur de Framatome. Une délégation de hauts fonctionnaires chinois se trouvait, il y a peu, à Hongkong pour de plus amples conversations.

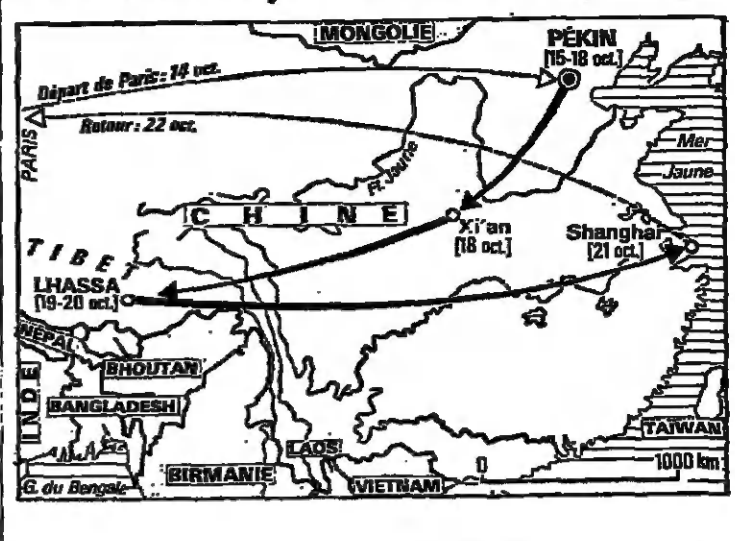
Les responsables chinois apprécient l'expérience et le savoir-faire de la société française. On est persuadé toutefois dans la colonie que la décision finale se fera sur la question du financement. Pékin souhaiterait un crédit gouvernemental à faible taux d'intérêt et à long terme (quinze ou vingt ans). Par principe, n'est pas très favorable à cette formule. Mais la perspective d'enlever un marché particulièrement intéressant pour l'avenir la centrale du Guangdong ne serait que la première d'une série — et le fait que les organismes financiers internationaux devraient d'ici quelques mois assouplir leur attitude à l'égard de la Chine pourraient amener Paris à modifier son attitude.

Pour la France, un succès en ce domaine représenterait, dans un pays où elle est encore peu présente, une percée spectaculaire susceptible de produire des retombées techniques, humaines (formation de spécialistes) et politiques non négligeables. Pour les Chinois, outre pour l'Europe, serait une façon concrète d'enrichir à ce renforcement de l'union des nations occidentales du continent qu'ils ne cessent d'appeler de leurs vœux.

Enfin, pour Hongkong, dont le réseau électrique serait interconnecté avec celui du Guangdong et serait partiellement alimenté par la centrale nucléaire, la présence des Britanniques pour la livraison de certains équipements représenterait une certaine garantie pour l'avenir. La partie chinoise se serait d'ailleurs engagée à assurer sa collaboration dans cette affaire avec la colonie assez largement au-delà de l'an 2000, par conséquent au-delà de la date fatidique de 1997, au terme de laquelle prendra fin le bail de quatre-vingt-dix ans par lequel la Chine impériale a « prêté » à la Grande-Bretagne les nouveaux territoires de Hongkong. Cette question reste toutefois d'ordre théorique puisque, en tout état de cause, le gouvernement communiste de Pékin ne reconnaît pas la validité de cet arrangement.

MANUEL LUCBERT.

## L'itinéraire du président de la République



**153000F**  
**DE LOUS SUR**  
**NOTRE APPARTÈMENT**

REMARQUEZ-LES VOTRES

Pour tout savoir sur la nouvelle propriété, renvoyez ce bon à :  
Pierre et Vacances - 54, av. Marceau - 75008 Paris - Tél. 720.70.57

Nom : \_\_\_\_\_ Profession : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ Tél. bureau : \_\_\_\_\_

153000F  
DE LOUS SUR  
NOTRE APPARTÈMENT

(Publicité)

### LA CIMADE A 40 ANS

Pour fêter ses quarante années de résistance au racisme et de solidarité avec les étrangers, la CIMADE, service associatif d'entraide, organise un

**GALA DE SOLIDARITÉ**  
le 24 octobre 1980, à 20 h. 45  
à l'UNESCO - Salle 1  
125, avenue de Suffren, PARIS-7<sup>e</sup>

**AU PROGRAMME :**

- Idir
- Thieu Phong
- Mohamed Sussal
- Marie-Paule Clermont
- Toni et Candida
- Théâtre Aleph

**Film de Dominique DANTE**  
**Chili, les arpilleros de la colère**

avec la participation de Marguerite Duras et de Garance

Bons d'entrée : 25 F. à retirer avant le 23 octobre à la CIMADE ;  
176, rue de Grenelle - 75007 PARIS - Tél. : 705-93-99 - CUP 4058 87

**154000F**  
**DE LOUS SUR**  
**NOTRE APPARTÈMENT**

REMARQUEZ-LES VOTRES

Pour tout savoir sur la nouvelle propriété, renvoyez ce bon à :  
Pierre et Vacances - 54, av. Marceau - 75008 Paris - Tél. 720.70.57

Nom : \_\_\_\_\_ Profession : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ Tél. bureau : \_\_\_\_\_

154000F  
DE LOUS SUR  
NOTRE APPARTÈMENT

**LAUSANNE**  
**PALACE**

Pour vos affaires,  
pour votre plaisir,  
un havre de paix  
situé au cœur de la ville.

Simple de FF 275 à 375  
Double de FF 375 à 500  
Pé. de l'État, serv. et taxes compris

1002 LAUSANNE (Suisse)  
Tél. 1941/23 23 11 - T23.137.

**UN 2 PIÈCES**  
**245 000F**  
**AU LIEU DE 330 000F**

**CHAMONIX-SUD**

Pour tout savoir sur la nouvelle propriété, renvoyez ce bon à :  
Pierre et Vacances - 54, av. Marceau - 75008 Paris - Tél. 720.70.57

Nom : \_\_\_\_\_ Profession : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ Tél. bureau : \_\_\_\_\_

**UN 2 PIÈCES**  
**245 000F**  
**AU LIEU DE 330 000F**

**CHAMONIX-SUD**

Pour tout savoir sur la nouvelle propriété, renvoyez ce bon à :  
Pierre et Vacances - 54, av. Marceau - 75008 Paris - Tél. 720.70.57

Nom : \_\_\_\_\_ Profession : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ Tél. bureau : \_\_\_\_\_







# AFRIQUE

Bonnes feuilles

## AUTOPSIE D'UNE GUERRE, de Ferhat Abbas

Voici un nouveau témoignage sur l'Algérie (1). Il émane de M. Ferhat Abbas, une des anciennes figures de proue du F.L.N. Depuis que ce « modéré » a quitté la scène politique, peu après l'accession du pays à l'indépendance, les « radicaux » ont eu tendance à minimiser son rôle dans la révolution. Il n'en demeure pas moins que le pharmacien de Sétif, aujourd'hui âgé de quatre-vingt ans, demeure présent à la mémoire des Français qui ont vécu la guerre d'Algérie.

Ancien député de l'Assemblée constituante de la République française, ce champion de l'assimilation n'avait-il pas écrit, en 1936, dans un célèbre article, « L'entente », « La patrie algérienne n'existe pas. J'ai interrogé l'histoire, les vivants et les morts. Personne ne m'en a parlé... Nous avons écarté une fois pour toutes les nuées et les chimères pour lier définitivement notre avenir à celui de l'œuvre française ».

Les historiens écrivent un jour que l'Algérie française a été conçue pour les « Européens », elle s'est refusée à se convertir au profit de tous. Si les « pieds-noirs » considéraient l'Algérie comme leur patrie, comment pouvaient-ils nous refuser de la revendiquer comme la nôtre ?

Les masses musulmanes n'ont pas eu peur de vivre avec la France chrétienne. Pourquoi les Français d'Algérie auraient-ils eu peur de vivre dans une Algérie à majorité musulmane ? Nous n'étions plus au temps de la piraterie ni des guerres de religion. Le 10 mars 1962, le colonel Boumedienne, le moins disposé en faveur des Français, faisait au *Nouvel Observateur* la déclaration suivante : « Nous avons perdu deux millions d'Algériens : un million de morts et un million de rapatriés ». Par cette formule frappante, il montrait que l'Algérie considérait les « pieds-noirs » comme ses enfants.

Un million d'hommes pouvaient s'imposer, se faire valoir, travailler au bien commun. Les riches propriétaires, qui n'avaient rien à perdre parce qu'ils étaient français, ont semé l'épouvante dans leurs cours, détruit le tableau, détruit les conditions d'une vie commune.

En niant le caractère multiracial de notre pays, les irréductibles ont donné un semblant d'authenticité à un slogan sorti des officines policières : « La valise ou le cercueil ».

Certes, le cercueil pour le régime colonial, mais pas assurément pour les Européens qui furent nos voisins, et souvent nos amis. (...) L'Algérie française a été mal conçue. On ne construit rien de durable sur l'injustice. L'édifice était en déséquilibre dès le départ. Il n'est pas étonnant qu'il se fissure avant de s'écrouler. Et ce n'est pas l'armée française, avec sa pacification, qui pouvait la reconstruire.

### « Des bergers, des domestiques et des fatmas »

Si l'œuvre des SAS (Sections administratives spécialisées) avait été conçue en 1960, au moment où Jules Ferry donnait à l'Algérie des colonies son autonomie financière, cette œuvre de promotion humaine aurait pu sauver l'Algérie de la misère et de l'ignorance. Elle lui aurait démontré, dans les faits, que la France voulait effectivement son évolution et son bien. A défaut de 1960, deux autres dates auraient pu servir de point de départ à une politique sociale en profondeur : celle de la victoire de 1918 et celle des fêtes du centenaire en 1930. En 1957, les SAS agissaient avec un demi-siècle de retard et en pleine insurrection. Ces tentatives, quel que soit leur succès initial, moururent d'asphyxie.

Robert Lacoste, comme d'ailleurs Jacques Soustelle (...), semblaient regretter que les musulmans instruits ne soient pas plus nombreux. Seulement, il ne s'agissait pas de la question suivante : « Pourquoi la majorité des Algériens n'était pas passée par l'école ? » Nous étions, en 1956, une vingtaine de pharmaciens, soixante-quinze médecins, quatre cents instituteurs, trois ingénieurs. En revanche, il y avait un million d'ouvriers agricoles, cinq cent mille khammes (3), deux millions de chômeurs.

Le régime colonial avait été hostile à l'instruction de l'indigène. Il préférait former des

« bergers », des « domestiques » et des « fatmas ». Pour briser le cercle infernal dans lequel étaient enfermés les Algériens, il fallait ou bien faire appel à la probité et à la clairvoyance du législateur français ou bien à la violence. Après la défaillance du législateur, l'insurrection du 1<sup>er</sup> novembre était donc dans l'ordre normal des choses. (...)

C'est confiant que nous nous acheminons vers un accord avec la France, sur la base de l'indépendance et l'intégrité de notre pays. Le paix est proche. Seule l'attitude des Français d'Algérie demeure un point noir. Mais il n'est pas interdit de penser que cette attitude va changer. Ce miracle peut se produire. Hélas ! Il ne se produira pas. Expliquons-nous une fois de plus. La République algérienne devant être autant à eux qu'à nous. Pourquoi ne se sont-ils pas ralliés à cette solution ? Avions-nous demandé à nos partenaires de renoncer à l'usage de leur langue ? Avions-nous exigé qu'ils abandonnent leurs mœurs et leur type de vie ? Leur avons-nous demandé de renier leur histoire, de changer de nom, de se revêtir de la chéchia ou du burqous ? Rien de tout cela n'a jamais effleuré notre esprit. Nous voulons seulement créer entre eux

et nous des rapports humains normaux et travailler dans la paix. Ils étaient les meilleurs cadres de l'Algérie. En passant les plates des masses misérables, nous aurions ensemble guéri tout le corps social. L'Algérie nouvelle avait un intérêt majeur à être construite par tous ses enfants, par ceux qui la connaissent, qui y étaient nés, qui l'aimaient et qui auraient fini, c'est la loi de la nature, par se supporter, par mieux se comprendre et par fraterniser. Et le jour serait venu où chrétiens et musulmans seraient des frères d'une même patrie, réconciliés avec elle-même.

Au cours de l'histoire, d'autres Français se sont trouvés dans une situation plus difficile. En 1763, le Canada français passa sous la domination de l'Angleterre. L'armée française vaincue, les colons demeurèrent sur place. Ils tinrent bon, sauvegardant leur langue, leur religion, leurs traditions. Ils perpétuèrent ainsi la présence de la France dans un pays qui ne lui appartenait plus. Pourquoi ce courage a-t-il manqué aux Français d'Algérie ? (...)

Si cette éventualité s'était produite, qu'aurions-nous pu faire alors ? Et que peuvent faire aujourd'hui les milliers de « harkis » qui ont traversé la Méditerranée en 1962 pour être des Français à part entière ? Des Algériens ont quitté leur pays. Ils vivent en terre de France. Quinze ans après le retour à la paix, ils sont toujours parqués dans des camps, sans que les Bidault, les Soustelle, les généraux, les colonels, de brist mémoire, aient fait quoi que ce soit pour eux. Pourquoi ne sont-ils pas encore intégrés ? Pourquoi ne vivent-ils pas normalement dans un pays qu'ils ont défendu et pour lequel ils ont opté ?

Si ces Algériens, vivant en France, ayant combattu aux côtés des soldats français, ne bénéficient pas encore du droit commun, comment les quinze mil-

les affrontements du temps de guerre étaient encore trop proches.

Aujourd'hui, témoignages et analyses sont devenus plus sereins ; et, même lorsque la passion ou le parti pris les anime, le temps en atténue le caractère corrosif pour en faire des documents (2) qui permettent aux communautés des deux rives de la Méditerranée de mieux comprendre leur histoire et, par là même, de mieux se comprendre.

M. Ferhat Abbas sera l'invité de l'émission de Georges Sullert « La Règle de l'ère », le mercredi 22 octobre sur TF1, qui aura lieu aussitôt après la diffusion du premier épisode des « Chevaux du soleil », série adaptée du roman de Jules Roy sur l'histoire des Français d'Algérie. L'émission aura pour thème : « L'Algérie, naissance d'une guerre ».

PAUL BALTA.

### « Et du même coup, elle tuera l'espérance »

Si cette éventualité s'était produite, qu'aurions-nous pu faire alors ? Et que peuvent faire aujourd'hui les milliers de « harkis » qui ont traversé la Méditerranée en 1962 pour être des Français à part entière ? Des Algériens ont quitté leur pays. Ils vivent en terre de France. Quinze ans après le retour à la paix, ils sont toujours parqués dans des camps, sans que les Bidault, les Soustelle, les généraux, les colonels, de brist mémoire, aient fait quoi que ce soit pour eux. Pourquoi ne sont-ils pas encore intégrés ? Pourquoi ne vivent-ils pas normalement dans un pays qu'ils ont défendu et pour lequel ils ont opté ?

Si ces Algériens, vivant en France, ayant combattu aux côtés des soldats français, ne bénéficient pas encore du droit commun, comment les quinze mil-

admettre cette intégration, faite de pouvoir demander mieux. Ils avaient l'arrière-pensée de revenir à l'époque coloniale d'autrefois, dès que les armes se seraient tues.

Les activités avaient fini par

lions d'Algériens, restés en Algérie, auraient-ils pu être des Français comme les autres Français ? (...)

Disons les choses comme elles sont. En 1981, malgré six années de guerre, les Français d'Algérie refusaient de repenser, ou même, pour certains, de penser le problème. Les activistes et les meneurs de jeu s'étaient enfermés dans le mensonge légué par leurs pères. Ils ont continué à mentir et à se mentir.

Le mot « indépendance » qui les effrayait tant ne pouvait tout de même pas nous ramener à l'époque de Charles Quint et de Barberousse. (...)

Pour l'Algérie le concours de la France paraissait tout naturel. Les distances n'existent plus. Les échanges économiques et culturels sont devenus entre les deux pays des liens de chair et de sang.

Cette réalité reconne, comment la communauté européenne d'Algérie pouvait-elle se croire menacée ? Le bon sens commandait qu'elle s'accroche, en toute quiétude, au pays où sont morts ses aïeux, où sont nés ses enfants. Hélas ! L'O.A.S. surgira pour empoisonner l'atmosphère et compromettre l'irréparable. Au moment où le dialogue restait possible, où seul il pouvait limiter nos souffrances et créer les conditions d'une cohabitation harmonieuse, elle va accumuler les crimes et les haines.

Et, du même coup, elle tuera l'espérance.

(1) Le Monde des 4 mars, 7 juin et 8 août a signalé et analysé divers romans et études consacrés à l'Algérie.

(2) Signalons à ce propos la parution du troisième tome de l'étude de Jacques Jurquin, la *Revolution nationale algérienne et le parti communiste français*. — (3) La *généralité coloniale du Constantinois*. Ed. du Centenaire, Paris, 465 pages.

(4) Ouvriers agricoles p. 745 en nature, à raison du cinquième de la récolte. (5) Il serait souhaitable que le gouvernement algérien fasse voter, pour tous ces Algériens, une loi d'amnistie qui leur permettrait de rentrer chez eux.

INTERNATIONAL

FULL FLAVOR

SPECIAL BLEND

NEWS

Take A Break In The Rush

NEWS

Take A Break In The Rush

SI VOUS MESUREZ 1 m 80  
OU PLUS (jusqu'à 2 m 10)  
SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT

**JOHN RAPAL**  
Grandes tailles prêt-à-porter

COSTUMES, PARDRESSUS SPORT VILLE,  
CASEMIERE, LODEN, VESTES SPORT, BLAZERS,  
BLOUSONS VELOURS, LAINAGE,  
CABANS, IMPERMEABLES

BLOUSONS, VESTES, TRENCHES CUIR OU DAIM  
PEAUX LAINES, EXCLUSIVITÉ MAC DOUGLAS

PANTALONS VILLE ET SPORT, VELOURS, JEANS,  
CHEMISES VILLE ET SPORT, PULLS  
(LONGUEURS DE MANCHES)

48, av. de la République - 75011 PARIS TEL. : 355.66.69  
Ouverture lundi au samedi de 9 h 30 à 19 h sous inscription  
Métro : Flandres - Parking gratuit



## EUROPE

### République démocratique allemande

#### L'homme nouveau n'aura pas d'ahles

Le journal officiel de la République démocratique allemande a publié récemment le texte d'un décret qui révoquera probablement d'urgence les gardes frontaliers que les sportifs, la construction, la possession et, bien entendu, l'usage d'un délitape ou de tout dispositif s'en approchant sont interdits sur tout le territoire est-allemand. Les citoyens surpris en infraction à cette nouvelle règle seront passibles d'une amende de 500 marks.

Comme il n'entre pas précisément dans les habitudes des dirigeants de Berlin-Est d'entraver la pratique du sport, et que, d'autre part, les raisons qui les ont conduits à prendre cette décision ne sont pas mentionnées au journal officiel, on en est réduit aux hypothèses.

Le souvenir d'un exploit, aéronautique lui aussi, accompli par deux familles qui avaient réussi à échapper de R.D.A. en montgolfière (le Monde du 18 septembre 1979), n'aurait-il pas poussé les autorités à interdire le « vol libre », si bien nommé ? Il serait, en effet, bien fâcheux, au moment où le mur de Berlin est renforcé sur plusieurs kilomètres, et où de nouvelles restrictions monétaires sont apportées par la R.D.A. à la circulation inter-allemande, que certains Allemands de l'Est puissent être tentés de confondre toits et évasion. Une chose est de vouloir faire un « homme nouveau » — mais c'en est apparemment une autre de lui donner des ailes... — B. B.

### Portugal

#### Le président Eanes se démarque des socialistes et des communistes

De notre correspondant

Lisbonne. — « De même qu'en 1977 et 1978 j'ai refusé de prendre la direction d'un bloc politique formé par les forces de droite, et qu'en 1978 et 1979, j'ai décliné les tentatives de lancement d'un mouvement présidentieliste, je m'oppose aujourd'hui à tous ceux qui cherchent à trouver dans la radicalisation et dans la bipolarisation de la société portugaise une réponse aux problèmes du pays », a déclaré le général Eanes, le mardi 14 octobre, au cours d'une conférence de presse, la deuxième qu'il ait donnée depuis le début de son mandat en 1976. En août 1978, il avait convoqué les journalistes pour expliquer les raisons qui l'avaient amené à renvoyer M. Soares. Cette fois-ci, il a voulu répondre aux attaques de M. Sá Carneiro, le premier ministre, et du général Soares Carneiro, son adversaire à l'élection présidentielle de décembre prochain, qui essaient de le présenter comme le leader de la gauche.

Pendant une heure et demie, le chef de l'Etat a tenu à se démarquer des socialistes et des communistes. Il a rappelé à ce propos les attitudes qu'il a assumées, tout au long de son mandat, renvoyant M. Mario Soares et répondant négativement au projet des socialistes.

En ce qui concerne les communistes, le général Eanes a été catégorique : « Mon projet de société n'a rien à voir avec eux », s'est-il exclamé. « Les communistes a-t-il insisté, ne rentrent pas dans mon projet de création d'un bloc du centre qui défendra l'adhésion du Portugal au Marché commun, la poursuite des relations avec l'O.T.A.N., le développement de l'initiative privée et l'octroi d'indemnités aux actionnaires des entreprises expropriées en 1975. » Mais, tout en rejetant l'appui du P.C.P., le président de la République estime qu'il ne pourra pas ne pas accuser les votes des communistes.

En refusant de se reconnaître comme le « candidat de la gauche », le général Eanes a mis l'accent sur des concordances entre ses objectifs et ceux des partis de l'Alliance démocratique. A son avis, le conflit actuel est dû surtout à des questions de procédure : « Je ne pouvais pas donner mon accord à la modification de la loi électorale proposée par l'A.D., qui risquait de maintenir indéfiniment la majorité au pouvoir et de rompre ainsi avec le principe de l'alternance, qui est essentiel en démocratie. Je ne pouvais pas non plus ne pas m'insurger contre une tentative de centralisation des pouvoirs qui pouvait faire de la démocratie portugaise une démocratie de façade. »

Dans ce contexte de lutte politique, les événements du 25 novembre 1975, qui s'étaient soldés par la mise à l'écart du pouvoir des communistes et des organisations d'extrême gauche, reprennent soudain une importance inattendue.

Au lendemain des élections du 5 octobre, M. Sá Carneiro a estimé que les militaires du conseil de la révolution, dirigés par le lieutenant-colonel Melo Antunes, avaient, de par leur action, permis aux communistes de garder des positions essentielles dans l'appareil de l'Etat. Le manifeste alors adopté par ces militaires, connu comme le « document des neuf », et auquel le général Eanes s'était associé, aurait, selon le premier ministre, chef du parti social-démocrate, rejeté la social-démocratie. « C'est une fausse interprétation », a déclaré le président de la République, au cours de la conférence de presse. « Il faut que ces événements soient complètement éclaircis et cela se fera très prochainement », a-t-il ajouté, faisant ainsi référence à un livre qui doit sortir la semaine prochaine.

JOSE REBELO.

### Espagne

#### AMNESTY INTERNATIONAL FAIT ÉTAT DE « TORTURES PHYSIQUES ET MORALES » CONTRE DES PRISONNIERS POLITIQUES

Londres. (A.F.P.). — Amnesty International publie ce mercredi 15 octobre les « recommandations » qu'elle a adressées au gouvernement espagnol après l'établissement d'un rapport mentionnant les « tortures physiques et morales » infligées, selon elle, à des prisonniers politiques en Espagne. Le rapport sur les sévices adressés aux autorités espagnoles en septembre, sera publié dans son intégralité à la fin de l'année.

L'organisation humanitaire demande notamment au gouvernement espagnol d'accorder aux détenus les « procédures légales et administratives garanties par la Constitution de 1978 ». L'application de ces mesures, constate l'organisation, abrogerait les dispositions selon lesquelles un individu peut être détenu pendant soixante-douze heures avant d'être présenté à un juge ou relâché. Amnesty demande aussi que soit restauré le droit des détenus à avoir un conseiller légal pendant leur interrogatoire et que « l'habitus corpus soit respecté ».

Le Tribunal international contre les crimes de franquisme tiendra sa deuxième session, samedi 25 et dimanche 26 octobre, à Clichy (Hauts-de-Seine), dans des locaux mis à sa disposition par la mairie de Clichy. Les travaux commenceront le samedi à 14 heures et seront notamment consacrés à « la répression exercée par le régime actuel en Espagne », « les bandes fascistes » et « la défense des droits des réfugiés ». Des personnalités espagnoles, françaises (parmi lesquelles M. André Jaccard, président de la CIMADE), suisses, ouest-allemandes et néerlandaises doivent y participer.

\* Salles du Landy, 89, avenue du Général-Leclerc, 92110 Clichy.

### Grande-Bretagne

#### Mme Thatcher rejette le programme syndical de lutte contre le chômage

De notre correspondant

Londres. — Mme Thatcher a rejeté, le 14 octobre, le programme de lutte contre le chômage que lui suggérait la confédération internationale syndicale (TUC). En fait, les entretiens de Downing Street, que le TUC avait demandés il y a quelques semaines, à la suite de l'augmentation du nombre des sans-emploi, ont plutôt élargi le fossé entre le gouvernement et le mouvement syndical.

A l'issue des conversations, M. Murray, secrétaire général du TUC, a déclaré : « Il semble que nous vivions dans deux mondes entièrement à part... » Son adjoint, M. Basnett, a confirmé la déception des dirigeants syndicaux en ajoutant : « Nous sortons de la réunion irrités, préoccupés et implacablement hostiles à la politique du gouvernement. »

De son côté, Mme Thatcher a réaffirmé à la télévision sa confiance dans sa stratégie économique, indiquant qu'elle n'était pas préoccupée outre mesure des avertissements donnés par les syndicats, selon lesquels la politique du gouvernement provoquerait des troubles sociaux. A son avis, le programme du TUC (réduction de 16 % à 12 % du taux d'intérêt, rétablissement des crédits pour les services publics, utilisation des revenus pétroliers pour l'aide à l'industrie, etc.) se traduirait par une inflation qui ne pourrait que détériorer encore davantage la situation. « Nous avons chaque année dépensé, a-t-elle ajouté, plus

que nous n'avons gagné avec, pour résultat, un accroissement du chômage. » Mme Thatcher a aussi clairement indiqué qu'elle accorderait plus d'importance à la coopération entre patrons et ouvriers dans les entreprises qu'aux recommandations de la hiérarchie syndicale.

Ainsi, comme on s'y attendait, la rencontre a pris la forme d'un dialogue de sourds, mais plus acrimonieux que prévu. Quelques jours après le congrès de Brighton, où elle avait réaffirmé sa foi monétariste, Mme Thatcher pouvait moins que jamais envisager un assouplissement de sa politique. En outre, les divisions au sein du mouvement syndical et la modération des ouvriers de la mécanique (le Monde du 15 octobre) ont renforcé le premier ministre dans sa conviction que sa stratégie est mieux comprise des masses.

Néanmoins, le ministre de l'emploi, M. Prior, qui s'efforce de maintenir le contact avec le mouvement syndical, pense que le TUC poursuivra, au sein du conseil national de développement économique, le dialogue avec le gouvernement en vue d'établir une sorte d'action concertée sur le modèle ouest-allemand. Enfin, il est probable que le gouvernement décide, dans un délai rapproché, de réduire le taux d'intérêt, satisfaisant ainsi une des revendications du TUC qui coïncide avec les demandes de l'industrie.

HENRI PIERRE.

**SPECIAL  
DÉCISIONNAIRES :  
DIRECTIONS DU PERSONNEL,  
DIRECTIONS FINANCIÈRES,  
COMMERCIALES, MARKETING... ETC.**

# Apprenez 25 mots pour commander tout seul à nos ordinateurs.

Dans leurs rapports avec l'ordinateur, de nombreux responsables (directions du personnel, directions financières, directions commerciales, directions marketing, etc.) se heurtent à une irritante barrière de langage. Cette barrière, IBM Service Bureau vient de la renverser avec une innovation (Application System, A.S. pour plus de simplicité) qui permet de commander à l'ordinateur au moyen d'un nombre très réduit de mots-clés. Désormais, les cadres des entreprises qui souhaitent une réponse immédiate à leurs questions vont pouvoir se tirer d'affaire tout seuls. Avec, sur leur bureau, un terminal connecté aux ordinateurs du Service Bureau IBM. Démonstrations tous les mercredis au Service Bureau.

Pour prendre rendez-vous, appelez SVP 787.33.33 ou le numéro de votre agence régionale.

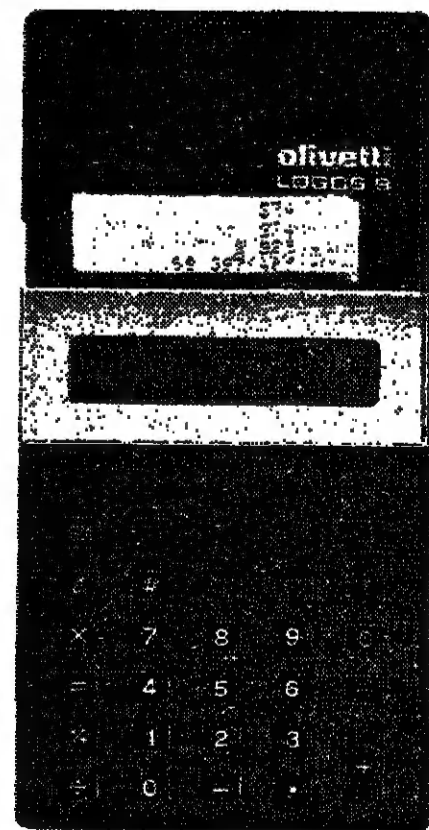
**IBM  
Service Bureau**

**DÉMONSTRATIONS  
TOUS LES MERCREDIS  
AU SERVICE BUREAU,  
POUR PRENDRE RENDEZ-VOUS,  
APPELÉZ (1) SVP 787.33.33.  
OU BIEN :**

BORDEAUX: (56) 08. 84. 85.  
LILLE: (20) 06. 92. 54.  
LYON: (7) 833. 81. 70.  
MARSEILLE: (91) 76. 50. 60.  
NANCY: (8) 396. 50. 22.  
NANTES: (40) 47. 39. 00.

Service Bureau IBM. L'information instantanée.

# UN BON CALCUL



grandeur nature

**390<sup>F</sup>**

Logos 9 est une petite machine révolutionnaire, c'est la première micro-imprimante compacte, ses avantages? Elle a un afficheur à cristaux liquides, 12 chiffres, donne l'heure, elle a une mémoire, une partie imprimante escamotable sur papier thermique. Elle marche enfin sur secteur et se recharge : 390 F. Jusqu'au 22 novembre, à la boutique Post-Scriptum.

**olivetti**

**Galeries Lafayette**

Hausmann

مكتبة الأصيل



## EUROPE

### Suède

#### Le gouvernement a déposé son programme de réduction des dépenses publiques

Le gouvernement suédois a déposé, le 13 octobre, au Parlement, un programme de réduction des dépenses publiques pour un montant de 6,3 milliards de couronnes. Ce plan est destiné à redresser l'économie, marquée notamment par un déficit de la balance des paiements qui devrait se situer aux alentours de 20 milliards de couronnes en 1980, et passer à 22 milliards l'an prochain. La croissance du produit national brut (P.N.B.), estimée à 2,7 % cette année, devrait revenir autour de 1,5 % en 1981. Enfin, le déficit représentera, en 1980, un quart environ du budget (207 milliards).

Le plan gouvernemental, qui avait été présenté le 16 septembre (« Le Monde » du 18 septembre), se traduit notamment par une hausse des produits alimentaires et des tarifs médicaux, ainsi que par une révision en baisse des allocations de logement et des retraites. Il avait été précédé par une hausse de 1,9 % de la T.V.A., portée à 23,6 %, et des augmentations des taxes indirectes, en particulier sur l'alcool et l'essence.

Cependant, plusieurs secteurs de l'industrie viennent de ressentir brutalement le fléchissement de la conjoncture internationale. Selon un rapport de l'Institut de la conjoncture, les entreprises travaillant pour l'exportation ont vu leurs commandes diminuer sensiblement au cours du troisième trimestre de 1980. Les branches les plus touchées sont les mines, le bois, la papeterie, la sidérurgie et la métallurgie. Si, dans la plupart des cas, cette baisse de la demande ne s'est pas encore traduite par un ralentissement de la production, en revanche l'activité va, dans les industries minières et automobiles, être rapidement freinée.

De notre correspondant

Stockholm. — La grande société nationale des mines L.K.A.B. a décidé, le 11 octobre, après avoir négocié avec les syndicats, de fermer ses puits, notamment à Kiruna, pendant treize jours, à partir du 16 novembre. Environ quatre mille quatre cents mineurs, soit environ la moitié des effectifs, seront mis en chômage technique, mais recevront pendant la première semaine un salaire normal.

La demande en minerai de fer a, en effet, nettement diminué depuis la fin de l'été et les stocks de L.K.A.B. ont atteint un niveau maximum aussi bien dans le bassin minier suédois que dans le port de Narvik, en Norvège.

La Norvège connaît d'ailleurs les mêmes problèmes que la Suède. La plus importante compagnie minière du pays, Sydvaranger, va pour les mêmes raisons que L.K.A.B. fermer temporairement ses installations de Kiruna, près de la frontière soviétique, à partir du 1<sup>er</sup> novembre. Et la direction de l'entreprise envisage un arrêt de la production pendant deux semaines. Les mille travailleurs de la société, qui est à 51 % la propriété de l'Etat, seront mis en chômage technique.

En Suède, la baisse de la demande touche également l'industrie automobile. Environ sept mille employés de Volvo ne travaillent que trois jours par semaine depuis le 4 octobre et le 1<sup>er</sup> novembre. La direction de la société, qui est à 51 % la propriété de l'Etat, se plaint de la chute de la production de voitures particulières.

La construction navale, malgré la cure d'austérité imposée par les pouvoirs publics, demeure, quant à elle, surdimensionnée. Les chantiers navals Öresundsvarv, qui emploient près de deux mille six cents personnes, sont au bord de la faillite, et le gouvernement n'envisage pas de débiter de nouveaux crédits pour couvrir le

déficit de l'entreprise, qui sera cette année presque quatre fois plus important que prévu. Tout porte à croire que le chantier sera démantelé avant 1983.

En outre, la société de pneumatiques américains Goodyear, qui affirme ne pas pouvoir faire face à la concurrence des produits importés, a décidé de cesser toutes ses activités en Suède et de fermer son usine de Norrköping, ce qui entraînera, au début de 1981, le licenciement d'environ sept cents travailleurs. Les syndicats ont refusé une baisse des salaires de 10 %, qui, selon la société, aurait permis de poursuivre la production.

En 1976 et en 1977, plusieurs secteurs de base de l'industrie suédoise s'étaient effondrés. Un léger mieux avait pu être enregistré l'année dernière et pendant le premier semestre 1980, mais il semble qu'on soit à présent à la veille d'une nouvelle vague de faillites retentissantes, de restructurations et de fusions.

Dans un rapport, l'Office national d'étude industrielle note que 140 000 emplois risquent de disparaître dans l'industrie au cours des cinq prochaines années, si la politique coûteuse d'assistance aux « entreprises boitantes » n'est pas poursuivie. L'organisme estime que les investissements ne sont pas trop faibles, mais qu'ils sont canalisés dans des secteurs sans avenir, il serait plus judicieux, selon lui, de miser sur des branches telles que la chimie et la mécanique où la Suède peut se distinguer. Ce redéploiement industriel qui, précise le rapport, suppose une politique « énergique », permettrait une croissance annuelle de la production industrielle de 4,8 % entre 1980 et 1985, une réduction du déficit de la balance des paiements de 65 %, ainsi que la création de 40 000 à 50 000 emplois.

ALAIN DEBOVE.

### Canada

#### Plusieurs provinces veulent attaquer en justice le projet constitutionnel de M. Trudeau

De notre correspondant

Montréal. — Réunis à Toronto mardi 14 octobre, les premiers ministres des dix provinces canadiennes n'ont pas réussi à s'entendre sur une stratégie commune pour s'opposer au projet de révision constitutionnelle annoncé au début du mois par le chef du gouvernement canadien, M. Pierre Elliott Trudeau. Cinq provinces (Alberta, Colombie britannique, Manitoba, Québec et Terre-Neuve) ont annoncé leur intention de contester la légalité du projet fédéral devant leurs tribunaux respectifs, qui pourront demander à la cour suprême de trancher. Deux autres provinces seraient prêtes à adopter la même attitude, mais souhaitent encore consulter des experts en droit constitutionnel avant de prendre une décision. Enfin, trois provinces (Nouveau Brunswick, Ontario et Saskatchewan) appuient résolument M. Trudeau.

Pour le premier ministre du Québec, M. René Lévesque, qui n'exclut pas le recours à d'autres moyens de pression « le vote d'Ontario est profondément illégitime et probablement illégal ». Il reproche à M. Trudeau de chercher à imposer sa conception d'un fédéralisme plus centralisé et de s'ingérer dans des domaines de compétence exclusivement provinciale, notamment par le biais de la « charte des droits et libertés », qui permettrait à Ottawa d'avoir son mot à dire en matière de langue d'enseignement. Le premier ministre du Manitoba, M. Sterling Lyon, a abordé dans le même sens, tandis que ses collègues des provinces riches en hydrocarbures, plus particulièrement l'Alberta, ont exigé que la Constitution reconnaisse clairement qu'elles sont propriétaires de leurs ressources naturelles.

Sur ce dernier point, M. Trudeau a indiqué la semaine dernière qu'il était disposé à faire

preuve d'un peu de souplesse, mais n'avisait pas de « pas de grande concession ». Cette attitude lui permettrait, en effet, d'avoir l'appui d'un des deux partis d'opposition à la Chambre des communes, le Nouveau parti démocratique (social-démocrate), qui n'a pas d'autre exigence, contrairement au parti conservateur, farouchement opposé au « coup de force » de M. Trudeau.

Les juristes estiment généralement que les tribunaux ne pourront pas empêcher le Parlement canadien d'adopter le projet de révision constitutionnelle dont il est actuellement saisi et sur lequel il se prononcera au mois de décembre. Lors du vote, les députés et les sénateurs adopteront un texte comportant, d'une part, des amendements à la Loi fondamentale, et d'autre part, une motion demandant au Parlement de Londres d'abandonner tout droit de regard sur l'acte de l'Amérique du Nord britannique qui, depuis 1867, fait office de Constitution pour le Canada.

Quelle que soit la décision des tribunaux, les députés britanniques répondront sans doute favorablement à la requête de leurs collègues canadiens. Certaines provinces envisagent cependant d'exercer des pressions politiques sur Londres pour tenter de bloquer le processus. M. Lévesque a indiqué qu'il avait décelé « pas mal de réticences à Londres » à la suite de la décision de M. Trudeau d'agir sans le consentement des provinces. Celui-ci semble cependant avoir pris des précautions en envoyant récemment deux ministres en Grande-Bretagne pour informer le gouvernement britannique et l'opposition de ses intentions en matière constitutionnelle et de la légitimité de sa démarche.

BERTRAND DE LA GRANGE.

## AMÉRIQUES

### Argentine

#### APRÈS L'ATTRIBUTION DU PRIX NOBEL DE LA PAIX La junte explique les raisons de la longue détention de M. Perez Esquivel

Buenos-Aires (A.F.P.). — Le gouvernement argentin a publié, le mercredi 15 octobre, un communiqué consécutif à l'attribution, le 13 octobre, du prix Nobel de la paix à M. Adolfo Perez Esquivel, secrétaire général de l'organisation non-violente Paix et Justice en Amérique latine. Le texte explique, en

particulier, pour la première fois, les raisons qui avaient conduit le régime militaire à garder durant quatorze mois, d'avril 1977 à juin 1978, M. Perez Esquivel « à la disposition du pouvoir exécutif » — c'est-à-dire en prison.

« Les actions entreprises par M. A. Perez Esquivel, à un moment où le pays connaissait un paroxysme de la lutte armée contre le terrorisme, ont été effectivement exploitées — malgré lui — pour faciliter la liberté d'action des membres de diverses organisations terroristes », déclare la junte militaire. « Pour cette raison, il a dû être arrêté et mis à la disposition du pouvoir exécutif, conformément à la réglementation sur l'état de siège », ajoute le texte, précisant que M. Esquivel a été libéré lorsque la violence s'est apaisée. La junte ajoute que le lauréat du prix Nobel de la paix dispose désormais d'une entière liberté de mouvement et d'expression. Soulignant la « surprise causée dans l'opinion publique nationale par cette distinction », le communiqué conteste implicitement que le choix du jury soit une condamnation du processus de « réorganisation nationale entreprise par les militaires ».

Mme Amanda Perez, épouse du lauréat, a assuré, le mardi 14, que son mari accepterait le cas échéant, les félicitations du président de la République, le général Videla. « Il n'a aucun ressentiment contre les gens qui l'ont torturé ni contre ceux qui ont envoyé les torpilles », a-t-elle déclaré.

M. Eduardo Pimentel, président de l'Assemblée permanente des droits de l'homme (1), la plus importante organisation humaine argentine, a déclaré que l'honneur conféré à M. Perez Esquivel serait un atout pour obtenir des informations sur le sort de milliers de disparus.

(1) M. Perez Esquivel avait contribué à la création de l'Assemblée permanente des droits de l'homme, ainsi qu'à celle du Mouvement ecuménique pour les droits de l'homme, auquel appartenait Benito Alice et Benito, deux religieux français enlevés les 8 et 10 décembre 1977 à Buenos-Aires.

### Jamaïque

#### UN MEMBRE DU GOUVERNEMENT EST ASSASSINÉ PRÈS DE KINGSTON

Kingston (A.F.P.). — Le vice-ministre de la sécurité nationale, député du parti national populaire (P.N.P.) au pouvoir, M. Roy McGann, a été tué le mardi 13 octobre à Gordon, près de Kingston, alors que les forces de l'ordre s'étaient livrées à une opération de nettoyage des partisans du P.N.P. et de l'opposition jamaïcaine.

M. McGann était l'un des soixante candidats qui devaient recevoir, le 14, l'investiture de leur parti pour les élections générales du 30 octobre. Les affrontements entre les sympathisants du P.N.P. et du premier ministre, M. Manley, et ceux du parti travailliste jamaïcain (J.L.P., centriste, pro-occidental) de M. Seaga, ont déjà fait, cette année, plus de quatre cents morts. C'est la première fois, cependant, qu'un député est victime de la violence politique.

L'opposition J.L.P. reproche principalement au P.N.P. et au premier ministre la situation économique du pays, deuxième promoteur de la hausse du monde avec 21,5 millions de tonnes en 1979. Le déficit budgétaire pour 1978-1979 s'est élevé à 378 millions de dollars. La dette extérieure du pays était, à la fin de 1978 de 1,1 milliard de dollars et, pour la même année, le taux d'inflation était de 45 %. A quelques jours des élections, les denrées de base, le riz notamment, manquent. Les marchés sont vides. Les touristes ne viennent plus depuis plusieurs mois en raison de l'insécurité.

## soif de soleil ?



vol direct de Paris  
à compter du 16 novembre 1980  
avec le concours des Spécialistes des Bahamas  
Alant's Tours - Camino - Plein Soleil - Zénith

AIR BAHAMA  
32, rue du 4-Septembre,  
75002 Paris - tél. 742.52.26

AIR BAHAMA

les  
**BAHAMAS**  
avec  
*Camino*

1 semaine à partir de 3 490 F.

documentation et brochure chez votre Agent de Voyages ou  
21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris - tél. 755-77-90

Nom .....  
adresse .....

CAMINO le Spécialiste des Bahamas

## chute des cheveux : UNE NOUVELLE DÉCOUVERTE

LES QUINONES ET LE MERCURE ORGANIQUE

On sait que c'est la séborrhée qui est responsable dans 95 % des cas de la chute des cheveux. La séborrhée résulte d'un trouble endocrinien. La testostérone, hormone mâle, sous l'action d'un enzyme, se trouve transformée en un métabolite qui se crée dans les zones frontales et médianes du cuir chevelu au niveau des follicules et des glandes et qui exerce sur ceux-ci un effet de suractivation.

La progression de sebum augmente alors considérablement et les cheveux deviennent de plus en plus gras et tombent. Un médecin belge de renommée mondiale a découvert qu'une solution aqueuse à très faible concentration de quinone et de certains sels organiques de mercure agit par modification de transport d'électrons et avait pour effet d'inhiber l'action de l'enzyme. De plus, cette méthode offre l'avantage d'être parfaitement tolérée et dépourvue de toute toxicité. Sur plus de 80 % des sujets traités, la chute des cheveux s'arrête. Pour les cas de chutes rebelles, il est alors conseillé la ligature des petits vaisseaux temporaires et auriculaires postérieurs. Cette petite intervention très simple est indolore et sans danger. Elle est pratiquée sous contrôle médical, en clinique, par un médecin spécialiste. Elle donne d'excellents résultats.

Avec cette nouvelle découverte, on peut réellement parler maintenant de résultats sérieux. Voici la liste des spécialistes français pour une consultation sans engagement.

CABINETS **NORGIL** INTERNATIONAL

PARIS : NORGIL 141 (155) 44 51 PARIS : NORGIL 141 (155) 44 51 PARIS : NORGIL 141 (155) 44 51 PARIS : NORGIL 141 (155) 44 51  
NORGIL 141 (155) 44 51 PARIS : NORGIL 141 (155) 44 51 PARIS : NORGIL 141 (155) 44 51 PARIS : NORGIL 141 (155) 44 51  
NORGIL 141 (155) 44 51 PARIS : NORGIL 141 (155) 44 51 PARIS : NORGIL 141 (155) 44 51 PARIS : NORGIL 141 (155) 44 51  
NORGIL 141 (155) 44 51 PARIS : NORGIL 141 (155) 44 51 PARIS : NORGIL 141 (155) 44 51 PARIS : NORGIL 141 (155) 44 51

# Le voyage simplifié.

**AIR AFRIQUE** LA MEME COMPAGNIE POUR ALLER EN AFRIQUE ET A TRAVERS L'AFRIQUE NOIRE











## هكذا من الأهل



## Le gouvernement envisage des sanctions contre les syndicalistes si ceux-ci ne prouvent pas leurs accusations

(Sindicat autonome des policiers civils) affirmé qu'une trentaine de policiers figuraient parmi les néo-nazis s'exprimant (le 7 octobre).

Le ministre de l'intérieur n'ayant qu'un seul membre du groupe sur le terrain, M. Frédoir, le gouvernement entend confondre publiquement des accusateurs, il est, en présent, enlaidissant, prises administratives, prises policières syndicalistes, l'instruction en prouve l'affirmation de l'intérieur — que fondement. L'objectif politique du gouvernement est, évidemment, de restaurer son crédit — celui de la police — le plus possible, afin de le Copernic — oubliée, sinon classée, l'écologie présidentielle.

**ALAIN ROLLAT.**

---

## LA RÉPONSE DU GRAND RABBIN AU CHEF DE L'ÉTAT

En réponse à la lettre que le chef de l'Etat nous avait adressée, le 10 octobre, après l'attentat du Copernic le 7 octobre, la déclaration du Giscard d'Estaing du 10 octobre, le grand rabbin Kaplan a écrit, le 10 octobre, la lettre suivante au président de la République :

« Je n'ai pas jusqu'à présent, en raison de mon âge, combien j'ai été touché par votre lettre exprimant à l'intention de la communauté, votre émotion et votre sympathie devant l'attentat contre le Copernic.

« Je reçois aujourd'hui votre copie du texte de la déclaration importante que vous avez faite à l'occasion de ce drame. Je m'appelle à la communauté de nos frères Français de se resserrer et non de se diviser et de se séparer en cette épreuve ».

« C'est pourquoi que j'ai réuni lors de l'immense manifestation de mardi, profondément sollicité du peuple français que vous m'avez adressé votre lettre.

« Aux diverses mesures que vous avez prises, espérons qu'elles auront tarder les effets que nous attendons.

« De notre côté, le grand rabbin de France, le Consistoire

[illegible]

En réponse à la lettre que le chef de [ ] avait adressée, le 10 octobre, après l'attentat du [ ] Copernic, le Minut du [ ] octobre, la Fédération [ ] Giscard d'Estaing [ ] le 10 octobre, le grand [ ] Kaplan a écrit, le 10 octobre, la lettre [ ] au président de la République :

« Je n'ai [ ] jusqu'à présent, ni raison [ ], combien j'ai été touché [ ] votre sympathie, votre émotion [ ] notre supplicé devant l'odieux attentat contre [ ] Copernic.

« Je regrette aujourd'hui [ ] ce jour de cette [ ] déclaration importante [ ] vous avez faite à [ ] télévision, renouvelant [ ] appel [ ] à la communauté [ ] de tous les [ ] à resserrer et non de se diviser et de se séparer en ceste épreuve ».

« C'est [ ] qui s'est réalisée lors de l'immense manifestation de mardi [ ] solidarité profondément [ ] du peuple français que vous [ ] signez [ ] votre lettre.

« Si [ ] ces sincères mesures que vous avez prises [ ] caprons quelles aurons [ ] tarder [ ] effets que nous [ ] attendons.

« De notre côté, [ ] grand rabbin [ ] Consistoire

[illegible][illegible]

---

Veuillez vous engager votre CATALOGUE BIBLIOTHÈQUES VITRÉES ou  
 nous retourner tous deux le lecteur, largeur, profondeur, bois, ☐ ☐ ☐  
 M. \_\_\_\_\_  
 à \_\_\_\_\_  
 Code Postal \_\_\_\_\_  
 ou par téléphone 24 H SUR 24 (répondeur automatique) **320.7**



# RELIGION

LES TRAVAUX DU SYNODE ROMAIN

## Les évêques ne semblent guère disposés à demander une réforme d'« Humanae Vitae »

Cité du Vatican. — Les travaux du synode des évêques ont repris mardi 14 octobre, à la suite d'une pause de deux jours. Les participants, qui sont tous des évêques, se sont réunis pour discuter de la question de la contraception. Les travaux du synode ont été interrompus pendant deux jours par la mort de l'abbé Jean-Marie Villot, évêque de Metz, qui est décédé le 10 octobre.

Les travaux du synode ont repris mardi 14 octobre, à la suite d'une pause de deux jours. Les participants, qui sont tous des évêques, se sont réunis pour discuter de la question de la contraception. Les travaux du synode ont été interrompus pendant deux jours par la mort de l'abbé Jean-Marie Villot, évêque de Metz, qui est décédé le 10 octobre.

Les travaux du synode ont repris mardi 14 octobre, à la suite d'une pause de deux jours. Les participants, qui sont tous des évêques, se sont réunis pour discuter de la question de la contraception. Les travaux du synode ont été interrompus pendant deux jours par la mort de l'abbé Jean-Marie Villot, évêque de Metz, qui est décédé le 10 octobre.

Les travaux du synode ont repris mardi 14 octobre, à la suite d'une pause de deux jours. Les participants, qui sont tous des évêques, se sont réunis pour discuter de la question de la contraception. Les travaux du synode ont été interrompus pendant deux jours par la mort de l'abbé Jean-Marie Villot, évêque de Metz, qui est décédé le 10 octobre.

# ÉDUCATION

## La tournée de M. Beullac dans le Doubs

● A BÉTHONCOURT : assurer l'égalité des chances.

(De notre correspondant.)

Béthoncourt. — M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, a fait, lundi 13 octobre, une visite de travail dans le Doubs. Le ministre de l'éducation entendait ainsi l'avis des enseignants et des parents d'élèves sur les problèmes de l'école.

Durant la matinée, M. Beullac a animé une réunion de travail à laquelle participaient les enseignants du collège Anatole France de Béthoncourt. Le collège compte 100 élèves et 15 enseignants. M. Beullac a écouté les enseignants et les parents d'élèves sur les problèmes de l'école.

M. Beullac a précisé que la formation des enseignants est une priorité du gouvernement. Il a souligné l'importance de la formation des enseignants pour assurer la qualité de l'enseignement.

Il a également souligné l'importance de la formation des enseignants pour assurer la qualité de l'enseignement. Il a souligné l'importance de la formation des enseignants pour assurer la qualité de l'enseignement.

PATRICE MALIMAT.

● A ROUGEMONT : l'intérêt de nos enfants.

(De notre correspondant.)

Rougemont. — M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, a fait, lundi 13 octobre, une visite de travail dans le Doubs. Le ministre de l'éducation entendait ainsi l'avis des enseignants et des parents d'élèves sur les problèmes de l'école.

Durant la matinée, M. Beullac a animé une réunion de travail à laquelle participaient les enseignants du collège Anatole France de Rougemont. Le collège compte 100 élèves et 15 enseignants. M. Beullac a écouté les enseignants et les parents d'élèves sur les problèmes de l'école.

M. Beullac a précisé que la formation des enseignants est une priorité du gouvernement. Il a souligné l'importance de la formation des enseignants pour assurer la qualité de l'enseignement.

CLAUDE FABERT.

Les travaux du synode ont repris mardi 14 octobre, à la suite d'une pause de deux jours. Les participants, qui sont tous des évêques, se sont réunis pour discuter de la question de la contraception. Les travaux du synode ont été interrompus pendant deux jours par la mort de l'abbé Jean-Marie Villot, évêque de Metz, qui est décédé le 10 octobre.

Les travaux du synode ont repris mardi 14 octobre, à la suite d'une pause de deux jours. Les participants, qui sont tous des évêques, se sont réunis pour discuter de la question de la contraception. Les travaux du synode ont été interrompus pendant deux jours par la mort de l'abbé Jean-Marie Villot, évêque de Metz, qui est décédé le 10 octobre.

Les travaux du synode ont repris mardi 14 octobre, à la suite d'une pause de deux jours. Les participants, qui sont tous des évêques, se sont réunis pour discuter de la question de la contraception. Les travaux du synode ont été interrompus pendant deux jours par la mort de l'abbé Jean-Marie Villot, évêque de Metz, qui est décédé le 10 octobre.

Les travaux du synode ont repris mardi 14 octobre, à la suite d'une pause de deux jours. Les participants, qui sont tous des évêques, se sont réunis pour discuter de la question de la contraception. Les travaux du synode ont été interrompus pendant deux jours par la mort de l'abbé Jean-Marie Villot, évêque de Metz, qui est décédé le 10 octobre.

Les travaux du synode ont repris mardi 14 octobre, à la suite d'une pause de deux jours. Les participants, qui sont tous des évêques, se sont réunis pour discuter de la question de la contraception. Les travaux du synode ont été interrompus pendant deux jours par la mort de l'abbé Jean-Marie Villot, évêque de Metz, qui est décédé le 10 octobre.

Les travaux du synode ont repris mardi 14 octobre, à la suite d'une pause de deux jours. Les participants, qui sont tous des évêques, se sont réunis pour discuter de la question de la contraception. Les travaux du synode ont été interrompus pendant deux jours par la mort de l'abbé Jean-Marie Villot, évêque de Metz, qui est décédé le 10 octobre.

Les travaux du synode ont repris mardi 14 octobre, à la suite d'une pause de deux jours. Les participants, qui sont tous des évêques, se sont réunis pour discuter de la question de la contraception. Les travaux du synode ont été interrompus pendant deux jours par la mort de l'abbé Jean-Marie Villot, évêque de Metz, qui est décédé le 10 octobre.

Les travaux du synode ont repris mardi 14 octobre, à la suite d'une pause de deux jours. Les participants, qui sont tous des évêques, se sont réunis pour discuter de la question de la contraception. Les travaux du synode ont été interrompus pendant deux jours par la mort de l'abbé Jean-Marie Villot, évêque de Metz, qui est décédé le 10 octobre.

# PRIX NOBEL

● CHIMIE : le Britannique F. Sanger et les Américains P. Berg et W. Gilbert  
● SCIENCES ÉCONOMIQUES : le professeur américain Lawrence Klein

L'Académie royale des sciences de Suède a décerné, le 14 octobre, le prix Nobel de chimie 1980 à deux Britanniques, M. Paul Berg et M. Walter Gilbert, et à un Américain, M. Frederick Sanger, qui ont déjà obtenu le prix Nobel de chimie en 1958. Les deux derniers se partagent la moitié du prix (440 000 francs français) pour leurs contributions à la détermination des séquences de bases dans les acides nucléiques. L'autre lauréat, M. Berg, reçoit l'autre moitié du prix pour ses travaux fondamentaux en biochimie sur les acides nucléiques.

et en particulier pour ses travaux sur l'ADN. (nos dernières pages du 15 octobre).

L'Académie royale des sciences de Suède a désigné d'autre part, mercredi 15 octobre, comme lauréat du prix de sciences économiques la mémoire d'Alfred R. Klein, soixante ans, de l'Université de Pennsylvanie (États-Unis) pour la construction de modèles économétriques de conjonctures et leur application à l'analyse de la politique économique.

## Lecture du message de l'A.D.N. et modification du patrimoine génétique

Les spécialistes de la physique des particules se succèdent ces jours-ci pour lire le message de l'ADN. C'est d'abord le physicien britannique F. Sanger, qui a obtenu le prix Nobel de chimie en 1958 et 1980, pour ses travaux sur la détermination des séquences de bases dans les acides nucléiques. L'autre lauréat, M. Berg, reçoit l'autre moitié du prix pour ses travaux fondamentaux en biochimie sur les acides nucléiques.

Les spécialistes de la physique des particules se succèdent ces jours-ci pour lire le message de l'ADN. C'est d'abord le physicien britannique F. Sanger, qui a obtenu le prix Nobel de chimie en 1958 et 1980, pour ses travaux sur la détermination des séquences de bases dans les acides nucléiques. L'autre lauréat, M. Berg, reçoit l'autre moitié du prix pour ses travaux fondamentaux en biochimie sur les acides nucléiques.

## TROIS CHERCHEURS DEUX FOIS COURONNÉS

Pour le troisième fois, M. Paul Berg, M. Walter Gilbert et M. Frederick Sanger ont obtenu le prix Nobel de chimie. Ils ont déjà obtenu ce prix en 1958 et 1980. Les trois chercheurs ont travaillé sur la détermination des séquences de bases dans les acides nucléiques.

Les trois chercheurs ont travaillé sur la détermination des séquences de bases dans les acides nucléiques. Ils ont déjà obtenu ce prix en 1958 et 1980. Les trois chercheurs ont travaillé sur la détermination des séquences de bases dans les acides nucléiques.

## PHYSIQUE : les lauréats ont mis en évidence la dissymétrie de la matière

Attribué à MM. James Cronin et Val Logsdon Fitch, le prix Nobel de physique 1980 récompense leurs travaux sur la dissymétrie de la matière. Ils ont découvert que la matière et l'antimatière ne se comportent pas de la même manière.

Les lauréats ont mis en évidence la dissymétrie de la matière. Ils ont découvert que la matière et l'antimatière ne se comportent pas de la même manière. Ils ont découvert que la matière et l'antimatière ne se comportent pas de la même manière.

## Aider à comprendre l'évolution de l'univers

L'expérience a permis de mieux comprendre l'évolution de l'univers. Les chercheurs ont découvert que la matière et l'antimatière ne se comportent pas de la même manière.

corrigez votre myopie... avec vos larmes

Mais oui ! Les larmes de YSOPTIC corrigent la myopie. Elles sont riches en vitamines et en minéraux, ce qui permet de corriger la myopie.

FAITES VITE UN ESSAI ! YSOPTIC

FORMATION CONTINUE DES ENSEIGNANTS DE FRANÇAIS. L'Université Paris III propose des cours de formation continue pour les enseignants de français.















# Trente-six vues

C'est déjà un peu trop. Pourtant, un peu de d'œuvres, un peu de d'ailleurs, des kimonos aux laques, juxtaposent au grand Hokusai, pour apprendre ce que pro- duire même en Japonais ou Hokusai, et cela dans la peinture et le dessin. Comme je suis ignorants complètement l'anglais, les sem- blables boîtes, qui sont bien malheureusement incapables d'éclairer le phénomène Hoku-sai. C'est là reproche que l'on peut faire à cette exposition : un double manque d'éclairage.

comme sans cesse aux tenta-  
tives de la démolition. Mais, de  
toutes les expositions n'a  
jamais cherché à exalter les  
structures.

Il y avait quelque  
chose de la sophistication simple-  
ment à l'offrir au public (« le  
climat » le bon goût, le mou-  
vement et l'immobilité, l'innu-  
ité et la sérénité, la beauté  
et la cruauté, la terre et la poésie  
et même la nécessité d'être, la  
force de l'être le nécessaire, l'utile  
et l'inutile... » (J.-M. Gullaud).

Les tentatives d'une pré-  
dication « générale d'un prin-  
cipe »

(1) Parmi les expositions na-  
tionales en l'honneur japonais à  
Paris, il y a :

- Namban ou l'euro-péenne japonaise, à la Ville de Paris, à la Cour des Miracles, jusqu'au 18 novembre.
- Siam et le Japon au Palais Municipal, du 22 octobre au 25 no-  
vembre.
- Shikoku, galerie Eugène  
Borel, du 27 octobre au 15 novem-  
bre.
- Le Siam de l'Exposition, à l'Espace 3, du 22 octobre au 24 octobre.



# sur Hokusai

[illegible]

d'Hokusai pour l'estampe en  
feuilles séparées est entreprise  
en 1835 pour illustrer une très  
ancienne compilation poétique.  
On trouve là l'ampleur et la  
sûreté des cent vues du Fuji  
réalisées pour l'illustration vers  
le même époque. D'inégalables  
réussites.

vie de l'artiste, sorte de journal  
« journal » dans divers sens. Les  
choses qu'il rappelle sont légères  
comme du vent, des bruits, des  
arômes, des plantes, d'objets, des  
lieux, des moments de vie, qu'Hokusaï  
« se dit » communiqué avec ses  
contemporains. Beaucoup plus  
largement diffusées que les  
estampes, ces images  
constituent déjà une sorte de  
corpus photographique de la vie  
au Japon d'alors. Le mot est  
d'ailleurs un peu même.  
Les estampes éroliques d'Hokusaï  
« existent » à sa gloire. Mais qu'y ajouter  
de la vie d'Hokusaï ?

**PAULE-MARIE GRAND.**  
1, rue ■■■■ Francs-Bourgeois  
au 1 janvier.

**GALERIE MONTJOIE BRUXELLES**  
RUE HALBACH 73 (av. ~~de~~)  
PEINTURE  
**Lucien bouvier**  
du 14 au 31 octobre, de 14 heures à 19 heures  
Fermé dimanche et lundi.

**Galerie Maeght**  
Tehran-Paris-St. Louis

16, rue de Valenciennes  
**Brâm van Ver**  
Rioproductie  
14, rue de Téhéran Paris 8<sup>e</sup>  
**Riopelle**  
patronale  
12 octobre 1990

**FLAC**  
Grand Palais

**la Galerie Maeght présente**

**Richard Lindner**  
**Saul Steinberg**

...or fit  
...at le plafond fut

ce lustre de  
le Maharadjah de Gujerat  
construire un palais spécial dont le  
essayé par le plus lourd de ses éléphants...»

*Musée Baccarat*  
3500 pièces rarissimes qui ont  
leur place dans l'Histoire.

30 bis, Rue de Paradis, Paris 10<sup>e</sup>, de 9 h à 18 h.



Kusai



# La Fnac teste 1775 appareils hifi

Sélectionnées : 8 chaînes monomarkes  
12 chaînes cohérentes, 10 mini-chaînes

UNE FOIS ENCORE, cette sélection va faire scandale dans le monde de la haute-fidélité. Parce qu'elle dit la vérité : celle des chiffres. Et parce que cette vérité ne s'accorde pas toujours avec « l'information » que délivrent les marques au travers de leur publicité.

Mais le public a le droit de savoir. Et la raison d'être de la Fnac, c'est de faire savoir.

Parmi les milliers d'appareils haute-fidélité existant sur le marché (chaque année, sortent plus de 1200 modèles nouveaux !), voici donc les conclusions du Laboratoire d'essais de la Fnac.

Où plus exactement, voici quelles sont actuellement les meilleures chaînes au meilleur prix.

Est-ce à dire que tous les matériels non cités sont techniquement intéressants ? Bien sûr que oui. Puisque, les 1213 appareils nous ont été pris en compte par notre Laboratoire pour les douze derniers mois, 636 ont accédé aux tableaux comparatifs de la Fnac 411 exposés dans nos auditoriums.

Mais quand on fixe des normes de qualité sévères, seuls subsistent les meilleurs des meilleurs. Dont certains seront encore éliminés, en comparant les rapports qualité/prix.

Dans cette sélection que présente la Fnac figurent donc pas certaines grandes marques. Et des appareils que nous avions précédemment retenus ont été remplacés par de nouveaux venus plus performants ou moins chers à égalité de performances.

Mais il est normal que le meilleur soit aussi le gagnant. Et que la victoire - en l'occurrence les étoiles de la Fnac - soit continuellement remise en question.

Car s'il est un monde où rien n'est figé, où tout bouge, c'est bien celui de la haute-fidélité.

\* La lettre précédant chaque chaîne situe celle-ci dans une gamme de prix. Et les étoiles expriment la qualité technique et le rapport qualité/prix... Se reporter à ce propos en page 4.

## Les chaînes monomarkes

Aujourd'hui, presque toutes les marques pratiquent la hifi prête-à-emporter. En proposant des chaînes complètes présentées dans un meuble.

Et, à coup sûr, les marques y trouvent leur compte. Puisque vendant apparemment un seul produit (une chaîne), elles incitent en fait à l'achat de plusieurs matériels distincts (platine, ampli, tuner, etc.).

Or c'est là que tout ne va pas toujours pour le mieux. Car l'ampli peut être parfaitement réussi, le tuner passable et la platine franchement mauvaise.

Le fait que la même marque signe tous les maillons de la chaîne n'est donc pas forcément une caution de qualité. Trop souvent, on se trouve très loin d'avoir ainsi une chaîne cohérente (au sens où l'entend la Fnac), c'est-à-dire une chaîne où tous les appareils sont également performants.

Cohérence dans l'esthétique ?... Certes. Mais l'oreille, là, ne trouve pas compte, si l'œil s'en satisfait.

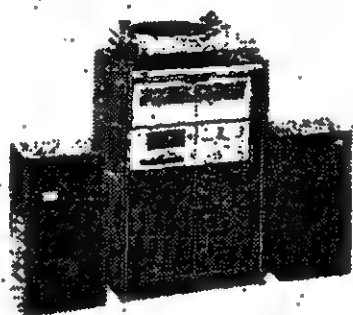
Cela dit, il y a des chaînes monomarkes qui, testées pour chacun de leurs éléments, révèlent d'excellentes... Aux enceintes près toutefois. Car là, pratiquement toujours, c'est un peu faible et décevant.

Le Laboratoire d'essais de la Fnac a donc passé en revue toutes les chaînes monomarkes existant sur le marché. Pour déterminer quelles sont les meilleures d'entre elles.

Mais, parallèlement, il étudiait, pour chacune des chaînes retenues, quelle enceinte permettrait d'obtenir un meilleur résultat - faire varier notablement le prix de la chaîne.

En regard des chaînes présentées ici, la Fnac suggère donc (à vous de décider) une paire d'enceintes d'une autre marque, mais qui améliore très sensiblement l'écoute. Donc la qualité générale de chaque chaîne.

A



Sansui Studio 303

Platine tourne-disque P 50  
Ampli-tuner R 30 L (29 W)  
Platine à cassette D 90

☆☆☆☆

Le jugement de la Fnac... Excellent résultat en mesure de distorsion et platine cassette et bon rapport signal/bruit phono de l'ampli-tuner. Le résultat final est toutefois limité par les enceintes acoustiques fournies par le constructeur... Une position d'un prix intéressant.

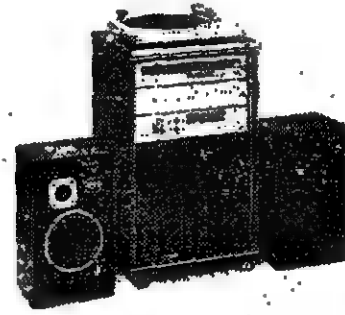
Les enceintes de la marque... ES P 601

☆☆☆☆

...celles conseillées par la Fnac Sare CB 100

☆☆☆☆

A



Pioneer X300

Platine tourne-disque PL 100  
Amplificateur SA 110 (17 W)  
Tuner TH 410 L  
Platine à cassette CT 200

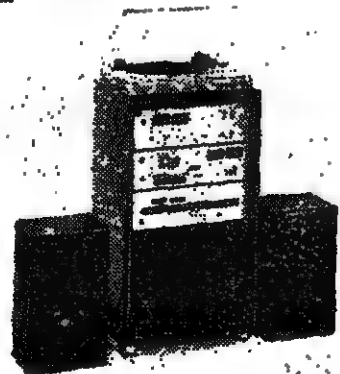
☆☆☆☆

Le jugement de la Fnac... Rapport signal/bruit de l'amplificateur moyen. Rejection du 19 kHz sur le 100 kHz très moyenne. Point fort : les enceintes prévues par la marque sont satisfaisantes.

Les enceintes de la marque (également conseillées par la Fnac) CS 343

☆☆☆☆

A



Scott Indiana

Platine tourne-disque PS 18 A  
Amplificateur 410 A (38 W)  
Tuner 110 TL  
Platine à cassette 610 D

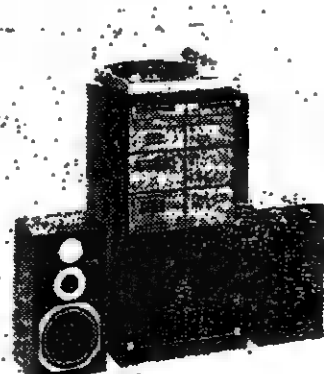
☆☆☆☆

Le jugement de la Fnac... Le tuner est d'une sensibilité moyenne. La courbe de réponse de la platine à bande standard est bonne. Et les enceintes ont obtenu un résultat satisfaisant... Ensemble bien placé en prix.

Les enceintes de la marque (également conseillées par la Fnac) 176 B

☆☆☆☆

A



Technics Privilege Z2

Platine tourne-disque 1111  
Amplificateur SUZ 2 (43 W)  
Tuner SZ2 1 L  
Platine à cassette RSM 5

☆☆☆☆

Le jugement de la Fnac... Sensibilité moyenne pour le tuner, mais excellentes performances de l'ampli. La courbe de réponse de la platine à cassette en position fer pur pourrait être plus satisfaisante. Les des enceintes de meilleure qualité sont placées à un rapport qualité/prix.

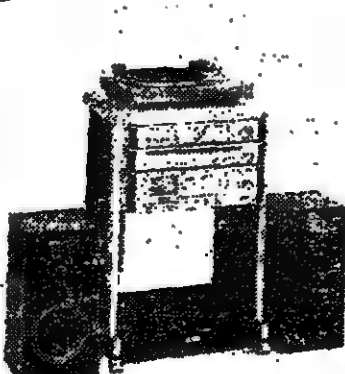
Les enceintes de la marque... SB 1110

☆☆☆☆

...celles conseillées par la Fnac Integrate S 120

☆☆☆☆

B



Akai Pro 501

Platine tourne-disque APB 20 C  
Amplificateur AMU 01 (20 W)  
Tuner ATK 02 L  
Platine à cassette CSM 01

☆☆☆☆

Le jugement de la Fnac... Rapport signal/bruit de l'amplificateur en entrée phono et résultat du tuner moyens. La platine disque réussie, bonne courbe de réponse en 19 kHz. Et la régularité de défilement de la cassette excellente... Meilleure audition avec d'autres enceintes.

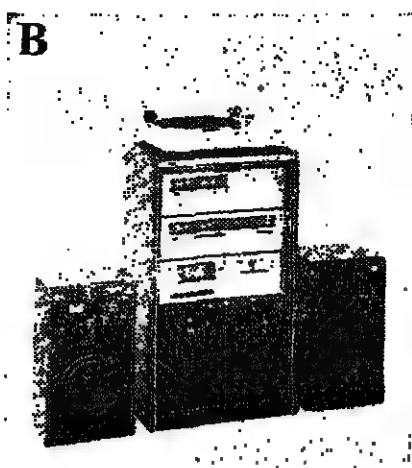
Les enceintes de la marque... SR 1150

☆☆☆☆

...celles conseillées par la Fnac Kenwood LSK 400 B

☆☆☆☆



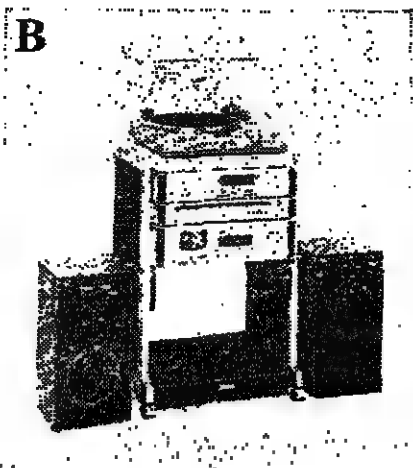


**Sansui Studio 603**

Platine tourne-disque FRD 3  
Amplificateur A 11 (42 W)  
Tuner T 60  
Platine à cassette D 100

Le jugement de la Fnac... Les courbes de réponse en [ ] pourraient être un peu plus linéaires. Mais excellente régulation électronique de la platine tourne-disque (d'où le bon résultat en pleurage [ ] scintillement)... Les enceintes ES P 801 limitent toutefois le résultat [ ] l'ensemble.

Les enceintes [ ] la marque... [ ] P 801  
...celles conseillées par la Fnac  
Ditton L 111

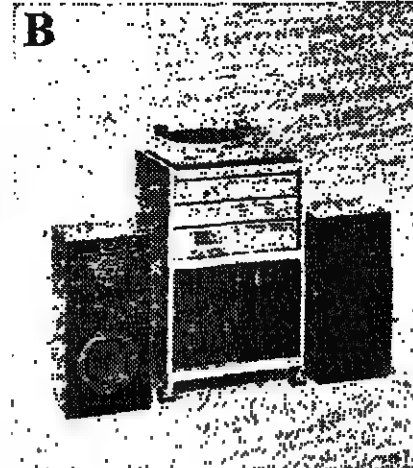


**Akai Pro 502**

Platine tourne-disque APD 30 C  
Amplificateur AMU 02 (34 W)  
Tuner ATK 11 L  
Platine à cassette CSM 11

Le jugement de la Fnac... Un très bon amplificateur. Un tuner moyen. Et un gain de qualité important si l'on change [ ] enceintes... En prix, c'est un ensemble bien placé.

Les enceintes de la marque... [ ] 1150  
...celles conseillées par la Fnac  
Elipson 4002



**Sony Système 5000**

Platine tourne-disque PST 33  
Amplificateur TAF 45 (56 W)  
Tuner STA 30 L  
Platine à cassette TC K 22

Le jugement de la Fnac... Pour les écoutes [ ] longues distances, le tuner est moyen en sensibilité. Mais la qualité de l'ampli, des platines [ ] et disque [ ] excellente... A la limite des quatre étoiles (avec un résultat [ ] et l'on préfère d'autres enceintes). Le prix [ ] très intéressant.

Les enceintes [ ] la marque... [ ] E 50  
...celles conseillées par la Fnac  
Kef 301

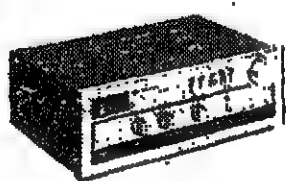
## Les chaînes cohérentes

L'AROUSSE, au mot « cohérence », parle de la liaison d'un ensemble d'idées [ ] de faits formant un tout logique. Or [ ] chaîne n'est pas l'addition d'une platine, d'un ampli, d'enceintes et d'autres appareils [ ] diverses fonctions. Une chaîne c'est un tout. Car la qualité de chaque appareil influe sur le [ ] final. Et ce tout peut n'être pas plus logique qu'une équipe [ ] 4 fois [ ] mètres composée d'un coureur de demi-fond, d'un marathonien, d'un sprinter [ ] d'un unijambiste ! Mieux [ ] La performance du meilleur s'aligne, en hifi, sur la performance du moins bon. Et la meilleure platine du monde devient médiocre si elle [ ] relayée par un ampli médiocre.

Et un ampli acheté une fortune n'en fera pas plus qu'un ampli [ ] quatre sous si [ ] enceintes sont mauvaises. Avec les « chaînes cohérentes », la Fnac réalise donc les meilleures associations possibles de matériels hifi. Pour [ ] poser les meilleures chaînes au meilleur prix. Mais organiser ces mariages en forme d'union parfaite suppose une connaissance précise de tous les appareils de toutes les marques. [ ] cela, seule la Fnac pouvait et peut y prétendre. [ ] centaines [ ] que son Laboratoire d'essais pratique à longueur d'année sur tout ce qui apparaît sur le marché. Certes, il existe une « chaîne cohérente » à moins [ ]

[ ] F et une autre « chaîne cohérente » qui [ ] le million d'anciens francs. Il en est donc pour toutes [ ] exigences d'écoute. Mais, avec l'une ou l'autre, on a la certitude que, dans telle plage de qualité sonore, on a fait le meilleur choix et la meilleure dépense. Composées par le Laboratoire d'essais [ ] la Fnac à partir de tout ce que fabriquent toutes [ ] marques de haute-fidélité, voici donc 12 chaînes. Qui sont rigoureusement « cohérentes ». Car elles sont, [ ] en main, les meilleures associations [ ] que l'on puisse faire actuellement.

### A — Chaîne n° 1



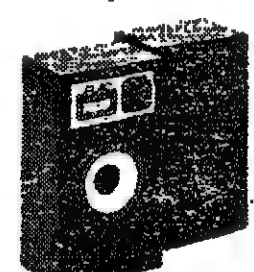
**Amplificateur Kenwood KA 300 (22 W)**

Le jugement de la Fnac... On retrouve ici la conception technologique exemplaire dont Kenwood [ ] toujours fait preuve. Et pour un prix intéressant.



**Platine tourne-disque Akai AP B 20 C**

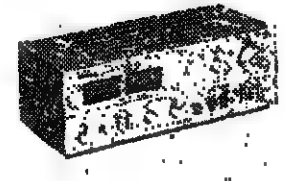
Le jugement de la Fnac... Une semi-automatique [ ] entraînée par courroie, pause momentanée, suspension par le socle. Bonne régulation [ ] rotation du plateau.



**Enceintes Alpheratz AL 40**

Le jugement de la Fnac... Très bonne finition (pour un prix raisonnable) et bon équilibre général. C'est une fabrication française réussie.

### A — Chaîne n° 2



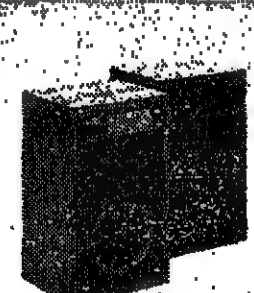
**Amplificateur Technics SU Z 1 (27 W)**

Le jugement de la Fnac... Bien conçu (avec deux indicateurs de puissance). Excellent résultat en [ ] de distortion. Et un prix intéressant.



**Platine tourne-disque Technics SL B 2**

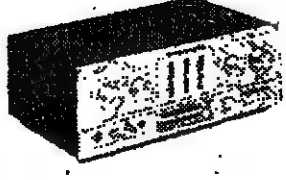
Le jugement de la Fnac... Une platine qui témoigne du bon rapport qualité/prix auquel la marque [ ] habitués.



**Enceintes Indiana 1 A**

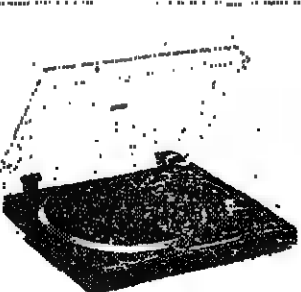
Le jugement de la Fnac... Une enceinte italienne (close à deux voies) d'une bonne définition [ ] de fabrication soignée.

### B — Chaîne n° 3



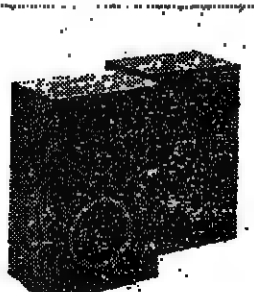
**Amplificateur Marantz PM 250 (37 W)**

Le jugement de la Fnac... Entrée micro, mixage [ ] les sources, filtres aigus [ ] grave, [ ] physiologique. Un ampli qui a beaucoup [ ] possibilités. Avec une protection électronique efficace [ ] transistors [ ] puissance. Et un prix intéressant.



**Platine tourne-disque Pioneer PL 200 X**

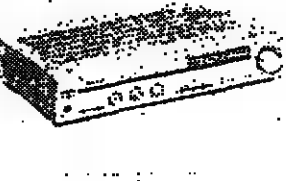
Le jugement de la Fnac... Une bonne semi-automatique par entraînement direct. Avec une régulation électronique du moteur efficace (0,035 [ ] pleu [ ] scintillement).



**Enceintes Jensen model**

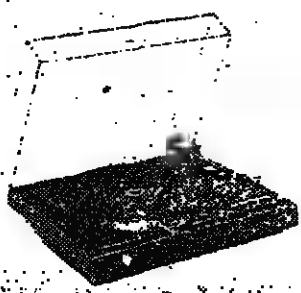
Le jugement de la Fnac... Technologie et fabrication américaines sérieuses pour [ ] enceinte trois voies. Ecoute très agréable. Bonne mesure de rendement. Excellent rapport qualité/prix.

### B — Chaîne n° 4



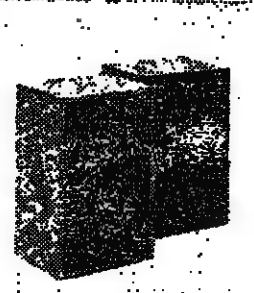
**Amplificateur Hitachi HA 3700 (35 W)**

Le jugement de la Fnac... On trouve un indicateur [ ] puissance de sortie par [ ] électroluminescentes et un filtre grave. A noter : une bonne protection [ ] étages de puissance et [ ] excellente mesure [ ] rapport signal/bruit en [ ] phono.



**Platine tourne-disque Dual S05**

Le jugement de la Fnac... Un entraînement par courroie [ ] l'arrêt automatique [ ] relevée du bras en fin de disque. Une excellente mesure [ ] ronronnement. Et une très bonne suspension.



**Enceintes Kef C**

Le jugement de la Fnac... Cette enceinte close à deux voies a un bon équilibre [ ] registres [ ] la qualité traditionnelle [ ] la marque (anglaise). De [ ] fabrication fine.



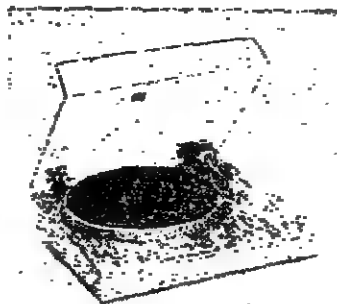
B — Chaîne n° 5



**Amplificateur Luxman L 1 A (29 W)**

Le jugement de la Fnac... Fil... aigu et protection par fusible. Excellent résultat en distortion. Bon comportement en signaux. Une finition Luxman.

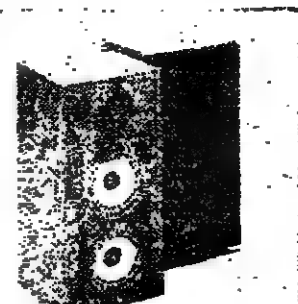
★★★★ ★★★★★



**Platine tourne-disque Akai AP D 30 C**

Le jugement de la Fnac... Pour cette semi-automatique à arrêt direct, on note une excellente régulation électronique. Et un bon rapport qualité/prix.

★★★★ ★★★★★



**Enceintes Siare DB 200**

Le jugement de la Fnac... Une enceinte trois voies équipée d'un très bon... à dôme. Une fabrication française incontestable. Et un rapport qualité/prix remarquable.

★★★★ ★★★★★

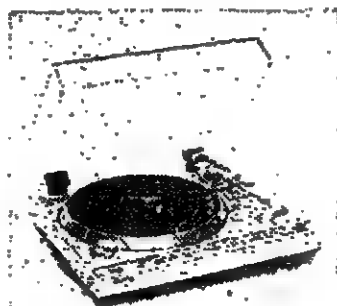
C — Chaîne n° 6



**Amplificateur Sony TAF 35 (45 W)**

Le jugement de la Fnac... Un excellent comportement... si... un résultat global du banc d'essai remarquable. Très bonne stabilité. Un appareil bien placé.

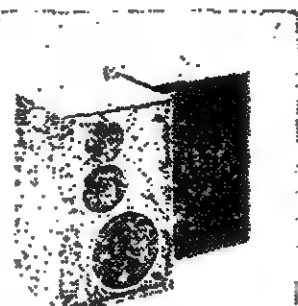
★★★★ ★★★★★



**Platine tourne-disque Sony PS T 1**

Le jugement de la Fnac... Cette platine automatique (par entraînement direct) révèle une excellente régulation... rotation... plateau. Le bras... bien pensé (résonance minimale). Et c'est bien placé en prix.

★★★★ ★★★★★



**Enceintes Ditton 22**

Le jugement de la Fnac... La justesse. De la mesure. C'est... facture anglaise... tous avantages.

★★★★ ★★★★★

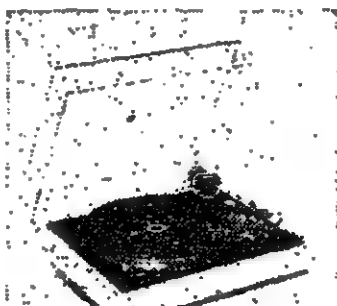
C — Chaîne n° 7



**Amplificateur Technics SU V 1 (45 W)**

Le jugement de la Fnac... Un appareil très complet. Avec une bonne... relais... étages... puissance et... distortion d'intermodulation remarquable. C'est puissant... performant pour... prix.

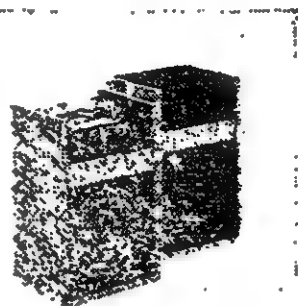
★★★★ ★★★★★



**Platine tourne-disque Dual CS SM 1**

Le jugement de la Fnac... Platine à arrêt... remontée... bras en fin de disque. Avec une excellente mesure de ronronnement et une très bonne suspension (un point qui n'est jamais négligé par la marque).

★★★★ ★★★★★



**Enceintes Bose**

Le jugement de la Fnac... Deux voies... à dôme... un bon registre grave. C'est particulièrement séduisant pour... musiques modernes... une... très sérieuse.

★★★★ ★★★★★

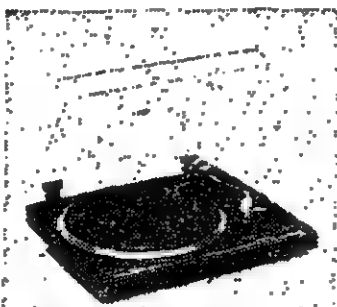
C — Chaîne n° 8



**Amplificateur Sansui AU 317 II (66 W)**

Le jugement de la Fnac... Bonne conception (avec sélecteur pour deux paires d'enceintes... protection électronique des étages de puissance). Un appareil très fiable.

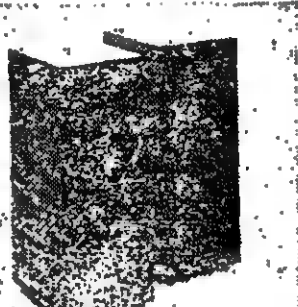
★★★★ ★★★★★



**Platine tourne-disque Pioneer PL 300**

Le jugement de la Fnac... Une... d'ensemble. Avec une suspension très efficace par système de contre-platine.

★★★★ ★★★★★



**Enceintes Kef Calinda**

Le jugement de la Fnac... Une deux voies d'un très... équilibre général, avec un haut-parleur passif. Registre aigu d'une grande précision.

★★★★ ★★★★★

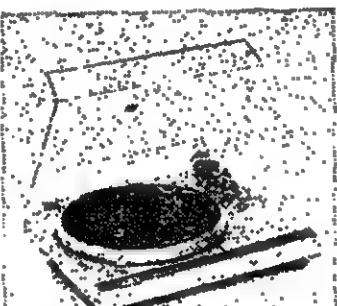
D — Chaîne n° 9



**Amplificateur Kenwood KA 80 (52 W)**

Le jugement de la Fnac... Les résultats du banc d'essai prouvent, s'il en était besoin, que Kenwood est un vrai spécialiste de l'électronique... (Avec prise micro, possibilité de mixage, et une bonne sécurité des transistors de puissance.)

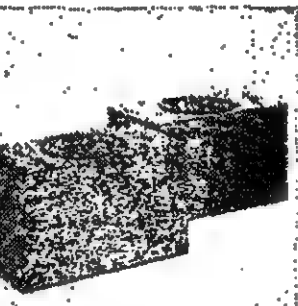
★★★★ ★★★★★



**Platine tourne-disque Technics SL Q 2**

Le jugement de la Fnac... Une « japonaise » dans la tradition... qualité de Technics. Avec une excellente régulation... rotation... plateau.

★★★★ ★★★★★



**Enceintes Allison five**

Le jugement de la Fnac... Une technique incontestable... un succès acoustique. Une vérité peu commune dans un volume raisonnable. C'est la consécration pour... fabricant (américain).

★★★★ ★★★★★

D — Chaîne n° 10



**Amplificateur Marantz PM 510 DC (58 W)**

Le jugement de la Fnac... Banc d'essai apprécié par le Laboratoire... la Fnac. Le PM 510 DC... doté d'un égaliseur... 5 plages de fréquences... un réglage optimal de la chaîne par rapport au local d'écoute. Une... intéressant.

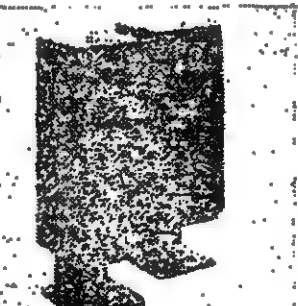
★★★★ ★★★★★



**Platine tourne-disque Luxman PD 264**

Le jugement de la Fnac... Cette platine à entraînement... (avec réglage fin de la vitesse et arrêt en fin de disque par système mécanique) affiche un excellent résultat en mesure... pleurage et scintillement.

★★★★ ★★★★★



**Enceintes Elipson 1003**

Le jugement de la Fnac... Une deux voies... un haut-parleur passif. Avec un bon tweeter... à dôme. A obtenu une excellente... d'écoute.

★★★★ ★★★★★

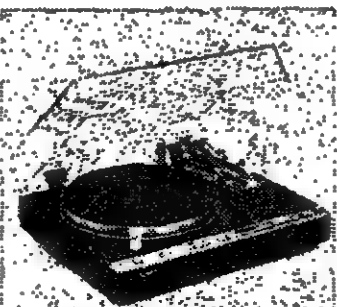
D — Chaîne n° 11



**Amplificateur Sony TAF 55 (66 W)**

Le jugement de la Fnac... C'est un... meilleurs amplificateurs que nous... testés. Avec des résultats de mesures excellents pour un appareil... complet à... pointe de la... nique.

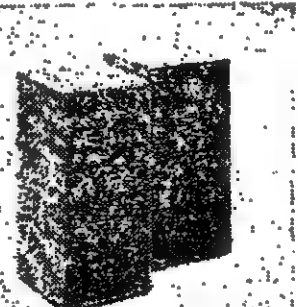
★★★★ ★★★★★



**Platine tourne-disque Sony PS K 75**

Le jugement de la Fnac... Cette automatique toute électronique profite d'une sophistication technologique étonnante. Asservissement électronique du moteur et du bras de lecture. Une précision électromécanique... constatée... C'est une...

★★★★ ★★★★★



**Enceintes BW DM 14**

Le jugement de la Fnac... Une deux voies avec haut-parleur passif. Indicateur de surcharge prévenant... la déformation éventuelle du son. C'est conforme... la tradition anglaise.

★★★★ ★★★★★

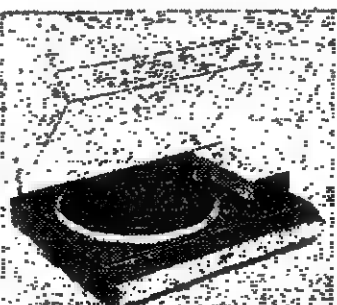
E — Chaîne n° 12



**Préampli et ampli Harman Kardon HK 770 + HK 725 (72 W)**

Le jugement de la Fnac... Avec une... technique... 19,26/20, c'est... réalisation étonnante... dynamique remarquable. Préampli... ampli séparés... une excellente... de... puissance.

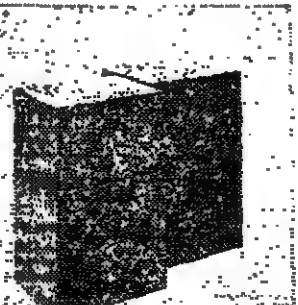
★★★★ ★★★★★



**Platine tourne-disque Revex B 795**

Le jugement de la Fnac... Les... performances... B 790... légèrement simplifié. Une... grande réussite. Avec un... remarquable asservissement électronique du bras tangentiel... une protection totale... disque...

★★★★ ★★★★★



**Enceintes Cabasse Sampson 311**

Le jugement de la Fnac... Excellent rendement. Ecoute remarquable... faible niveau. Une qualité exemplaire... haut-parleurs. Trois filtres... composants sont... élaborés (ce qui... rare)... enceinte française n'a toujours pas pris une ride.

★★★★ ★★★★★



## Les mini-chaînes

UN TOURNANT dans la hifi ? Trop tôt pour le dire. Et pour l'instant, face aux « minis », les chaînes classiques continuent de vivre leur vie sans problèmes.

Mais la technique des mini-chaînes muscle et s'affine. Leur prix baisse. Et leur fiabilité ne peut plus être mise en doute.

Les composants électroniques ? En fait, ils sont les mêmes que ceux utilisés pour les autres chaînes. Le seul problème ayant été non pas de les loger dans un petit volume mais d'organiser la leur cohabitation. En éliminant (ce qui est fait) toute interaction par rayonnement entre les différents éléments de la chaîne.

La puissance ? Modeste au départ (guère plus de 10 watts), elle accède couramment aux 100 et même aux 200 watts. Et elle

des amplis tout aussi performants que les amplis classiques. Les platines cassettes ? Hier, c'était le point faible. Mais le Laboratoire d'essais de la Fnac n'hésite pas à leur donner maintenant 3 ou 4 étoiles.

Les tuners ? Là aussi, plus rien ne les distingue, aujourd'hui, de leurs grands aînés.

Seul point non réglé : celui du format de la platine tournante qui, dépendant du format des disques, du mal à accepter la réduction d'encombrement. Ce qui fait que, sauf rares exceptions (SL 10 et SL 7 de chez Technics), en est, pour l'heure, à des formules pratiquement de statu quo.

Reste la fiabilité. Est-ce que ces merveilleuses petites machines sont capables de « tenir la distance » ?

Eh bien, oui. C'est, aussi, exactement comparable aux

autres chaînes. Comme nous avons pu le vérifier, en mettant systématiquement en observation les 2337 éléments de mini-chaînes que nous avions vendues à fin 79.

Donc, une mini-chaîne, pourquoi pas (d'autant que les prix viennent de baisser considérablement en moins d'un an) ? A cette réserve près : l'enceinte acoustique miniaturisée se heurte, elle, à des lois physiques qui pose des problèmes non encore résolus.

C'est d'ailleurs pourquoi, en regard de chacune des mini-chaînes qui suivent, le Laboratoire d'essais de la Fnac conseille une enceinte autre que celle prévue par le fabricant. Non miniaturisée mais seulement de taille moyenne « cohérente » en performances avec celles des mini-chaînes sélectionnées.

**A**

**Thomson 2200**  
Amplificateur PA 2200 T (20 W)  
Tuner T 2200 T  
Platine à cassette DK 616 T

☆☆☆☆

Le jugement de la Fnac... Les résultats des différents éléments composant cette mini-chaîne sont très homogènes. Avec, en point fort, incontestablement, le rapport qualité/prix. Pour une première de la marque, c'est un coup de maître.

Enceintes conseillées par la Fnac  
Integrate CL 4 ☆☆☆

**B**

**Toshiba Aurex 12**  
Amplificateur 12W 12  
+ préampli SYC 12 (40 W)  
Tuner STT 10 L  
Platine à cassette PCD 10

☆☆☆☆

Le jugement de la Fnac... Nous aurions apprécié les résultats plus performants pour l'amplificateur de la platine cassette. Mais, doté d'un amplificateur de bonne puissance, d'un très bon tuner, l'ensemble est séduisant.

Enceintes conseillées par la Fnac  
KLH 4 ☆☆☆

**A**

**Continental Edison mini 1**  
Amplificateur PA 9001 (30 W)  
Tuner TU 9041  
Platine à cassette LE 9061

☆☆☆☆

Le jugement de la Fnac... Cousine germaine de la composition Thomson, celle de Continental Edison s'en distingue par un amplificateur plus puissant. Nous aurions apprécié toutefois que le tuner soit plus performant.

Enceintes conseillées par la Fnac  
Ditton 120 ☆☆☆

**B**

**Technics Mini Série III**  
Amplificateur SU C 03 (50 W)  
Tuner ST C 03  
Platine à cassette RS M 04

☆☆☆☆

Le jugement de la Fnac... D'une puissance confortable, l'amplificateur est un des meilleurs que nous ayons testés. Et doté de très nombreuses possibilités - en particulier, une entrée pour cellule à bobine mobile... Au total : une réussite, complétée par une finition exemplaire.

Enceintes conseillées par la Fnac  
BW DM 12 ☆☆☆

**A**

**Dual Micro Set 450**  
Amplificateur CV 450 M (18 W)  
Tuner CT 450 M  
Platine à cassette C 450 M

☆☆☆☆

Le jugement de la Fnac... Dans cette composition allemande, bien que l'amplificateur ait des performances plus honorables, nous aurions aimé davantage de puissance. Mérite cependant de figurer dans une sélection.

Enceintes conseillées par la Fnac  
Wharfedale Laser 60 ☆☆☆

**C**

**Mitsubishi M11**  
Amplificateur MA 11  
+ préampli MP 11 (45 W)  
Tuner MF 11  
Platine à cassette MT 04

☆☆☆☆

Le jugement de la Fnac... Bonnes performances. Des composants sélectionnés. Une sécurité électronique (très efficace) des transistors de puissance... C'est, avec une technologie qui a fait des preuves, une réussite de Mitsubishi.

Enceintes conseillées par la Fnac  
Allison six ☆☆☆

**A**

**Akai UC 2**  
Amplificateur UC U 2 (24 W)  
Tuner UC K 2 L  
Platine à cassette UC M 1

☆☆☆☆

Le jugement de la Fnac... L'ensemble est incontestablement de très bonne finition et d'un « design » harmonieux. Avec une platine cassette performante, remarquable, tant sur le plan des performances techniques que du rapport qualité/prix. Elle confirme la réussite du fabricant.

Enceintes conseillées par la Fnac  
Wharfedale Laser 80 ☆☆☆

**C**

**Sanyo Mini 20**  
Amplificateur Plus C 20  
+ préampli Plus P 20 (40 W)  
Tuner Plus T 20  
Platine à cassette Plus D 20

☆☆☆☆

Le jugement de la Fnac... Remarquable amplificateur. Excellente courbe de réponse. Très bonne « diaphonie ». Très bon équilibre des résultats techniques... Pour une « première », Sanyo se distingue !

Enceintes conseillées par la Fnac  
Tangent TM 3 ☆☆☆

**B**

**Aiwa M 301**  
Amplificateur C 30  
+ préampli P 30 (30 W)  
Tuner R 30  
Platine à cassette L 30

☆☆☆☆

Le jugement de la Fnac... Chez un pionnier de la mini-chaîne, nouvelle version (plus puissante) en tout point remarquable, tant sur le plan des performances techniques que du rapport qualité/prix. Elle confirme la réussite du fabricant.

Enceintes conseillées par la Fnac  
Integrate L6 ☆☆☆

**C**

**Technics Mini Série 01**  
Amplificateur SEC 01  
+ préampli SHC 01  
+ alimentation SUC 01 (52 W)  
Tuner STC 01  
Platine à cassette RS 01

☆☆☆☆

Le jugement de la Fnac... Cette ligne basse est un modèle de sophistication intelligente... les résultats techniques excellents. C'est un véritable bijou ! (Et un bloc de télécommande, en option, peut lui être adjoint.)

Enceintes conseillées par la Fnac  
Monitor Audio MA 71 ☆☆☆

## Et pour toutes ces chaînes, la Fnac porte à 2 ans la garantie

Il s'agit, bien sûr, d'une garantie gratuite, pièces et main-d'œuvre. Cette même garantie qui, automatiquement, est assurée par la Fnac à tous les matériels haute-fidélité ayant été distingués, après test, par au moins ★★.

Les chaînes de la Fnac... Les étoiles ★ donnent note technique. Les ★★ correspondent à une écoute. Les étoiles ★★ approuvent le rapport qualité/prix.

Les gammes de prix... Chaînes monomarches. Lettre A : de 4000 à 4000 F - Lettre B : de 4000 à 6000 F. Chaînes cohérentes. Lettre A : de 3000 à 3000 F - Lettre B : de 3000 à 4000 F - Lettre C : de 4000 à 5500 F - Lettre D : de 5500 à 9000 F - Lettre E : plus de 10000 F. Mini-chaînes. Lettre A : de 1000 à 4000 F - Lettre B : de 4000 à 6000 F - Lettre C : de 6000 à 8000 F.

### La Fnac à Paris

Fnac-Forum - Halles.  
Du mardi au samedi, de 10 h à 20 h ; le lundi, de 13 h à 20 h.  
Fnac-Montparnasse - 136, rue de Rennes.  
Du mardi au samedi, de 10 h à 20 h ; nocturne le mercredi jusqu'à 21 h 30.  
Fnac-Etoile - 26, avenue de Wagram.  
Du mardi au samedi, de 10 h à 19 h ; nocturne le mercredi jusqu'à 20 h.

### La Fnac en province

Nîmes : Relais-Fnac - 6, rue des Capucins.  
Du mardi au samedi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h.  
Clermont-Ferrand : Relais-Fnac - Centre Jaude.  
Du mardi au samedi, de 10 h à 19 h ; le lundi, de 14 h à 19 h.  
Grenoble : Relais-Fnac - 3, Grand'Place.  
Du mardi au samedi, de 10 h à 21 h ; le samedi, de 9 h à 20 h.

Lille : Fnac - 9, place du Général-de-Gaulle.  
Du mardi au samedi, de 10 h à 19 h ; le lundi, de 14 h à 19 h.  
Lyon : Fnac - 62, rue de la République.  
Du mardi au samedi, de 10 h à 19 h ; nocturne le vendredi jusqu'à 21 h.  
Marseille : Fnac - Centre Bourse.  
Du lundi au samedi, de 10 h à 19 h.  
Metz : Relais-Fnac - Centre St-Jacques.  
Du mardi au samedi, de 10 h à 19 h ; le lundi, de 14 h à 19 h.  
Mulhouse : Relais-Fnac - 1, place Franklin.  
Du mardi au samedi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h.  
Saint-Louis : Relais-Fnac - 12, av. du Général de Gaulle.  
Du mardi au samedi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30 ; le samedi, de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h.  
Strasbourg : Fnac - La Maison Rouge - Place Kléber.  
Du mardi au samedi, de 10 h à 19 h.  
Toulouse : Fnac - 1, promenade des Capitouls.  
Du mardi au samedi, de 10 h à 19 h ; le lundi, de 14 h à 19 h.



L'AMÉRIQUE DÉBARQUE A LA ROCHELLE

Protestants, cannibales et scalpeurs de castors



L a Rochelle, deux jours de la Chaine et de Saint-Nicolas, pour rêver voyage. Elles marquent l'entrée d'un port qui, pour s'être montré malhabile à loger les d'importance, n'en moins rêver de tra : peaux, d'esclaves ou d'émigrants. Le n'était toujours il a le souvenir cuisant des protestants, dont un temple réinvesti formera le pignon sur le port d'une future maison de culture. Il a, par-tout, de célèbres Et l'hôtel Fleuriau, sans arades, qui abritera bientôt d'un fort proche de la Rochelle, le port le tour, tralics, la vie protestants, et, manière plus large, l'histoire de première lune qu'a et souvent l'Amérique pour

En l'achèvement des restauration l'ouverture de l'hôtel Fleuriau, le du l'hôtel Fleuriau, le public un présent, depuis juin 1979, expo- dans la chapelle du lycée Prométhée. qu'on voit aujourd'hui, jusqu'au novembre, d'ores et déjà l'intérêt la municipalité pour prise malgré charges financières qu'elle représente, le lequell l'équipe du répond cet intérêt. L'exposition, placée tout ce qui en France en le signe l'Année du patrimoine, s'est un titre modeste, d'une Amérique, qui reflète son esprit. Montrer, partant d'une ville, La Rochelle, sur, en s'en tenant à quelques délinis, quelle image se les Européens indés quelles réalités parfois image. Un symbole en est, l'en- l'exposition, le le galets

grisâtres rapportées du Canada pour lester les navires trop lourds de leurs castor, galets devenus pavés les rues rochelaises, dissimulant grèves plus lointaines que pages évo- quées par slogans récents.

Si les galets parlent, ou tout au moins il s'est: cependant difficile d'offrir une vision sensible public rapports de la France et du Nouveau Monde.

Peu d'objets, trop peu d'objets en- Les du appel aux jeunes, il a fallu appel aux grands frères que le de l'homme et des arts et traditions populaires

La pour évoquer de manière concrète la présence indienne la vie domestique des colons. Le organisateurs de donner à voir, d'éviter les propos trop théoriques, s'est trouvé aussi contrarié rareté l'écono- graphie certains domaines, bien que documents d'archives puissent abonder par ailleurs. Ainal l'exposition présente-t-elle

comme un dosage fragile d'élé- ments qui, malgré un manque relatif d'explications sur place, mais grâce à un catalogue très complet, donne image subtile souvent sur- prenante de l'Amérique. La part archéologique, représentée par les poteries saintongeaises, apporte la dimension domestique

ture coloniale illustre ma- nière frappante l'intérêt fouilles en terrains d'époque récente.

Les Indiens, qu'ils soient Nouvelle-France, de Louisiane, du Brésil, nous sont devenus relie- tivement familiers, ce soit, façon pittoresque, à cinéma la bande dessinée, ou manière grâce aux ré- ditions récentes multiples de relations voyage. On les donc toi trop surprise, féroces goulûment cannibales,

doctes, sauvages polices, aux corps ou corps Renaissance

travers, notamment, les gravures de Bry, enluminées d'un Thetvet, narrations, ethno- logiques la lettre, Lery. Thetvet, Lery, ennemis dont les textes sur la colonie de Villégagnon au évoquent assez mésaventures des pro- des régions du monde.

aspects remarquable- ment ici : navires, d'une part — c'est-à-dire essentiellement le port La

navires qui y saient, — les coloniaux, d'autre part, en particulier leur architecture. L'imagerie tradi- tionnelle des huttes trappeurs ainsi complétée d'ins- tallations plus glorieuses, d'hôp- taux, de casernes, chapelles, fontaines, fortifications de villes ordonnancées. Au plans et se ainsi une expression spécifique coloni- sation française.

Côté trafic, celui presque complètement occulté, même les organisateurs paralè- les conscients occulta- tion. évocation plus complète surait-elle ce point troublé

uite ancêtres rochelais En revanche, le trafic des fourrures fait l'objet d'un travail intéressant qu'on aimera, beaucoup d'autres, voir complété, développé lors l'établissement définitif du musée.

Cette d'une Amérique • laisse bien augurer de que la du Nouveau Monde: mieux qu'un musée sta- tique, un pont jeté entre uni- vers, de compréhension, un appel découverte d'une Amérique restée largement inconnue.

FÉDÉRIC EDELMANN.

chapelle du lycée Rochelle. Jusqu'au 6 novembre,

POLOGNE : LA FIEVRE CHOPIN  
SONNY ROLLINS, COLOSSE DU SAX  
ENTRETIEN AVEC MILAN KUNDERA  
LES CONCERTS, LES DISQUES  
ETC...



LE MONDE DE LA MUSIQUE N° 27

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

EXPOSITIONS

15 octobre - 30 novembre  
Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris  
Stravinsky  
œuvres de Bakst, Benois, Proust, Larionov,  
Gontcharova, Giacometti...  
Photographies, manuscrits, archives sonores et films  
de 10 h à 17 h 40 sauf lundi — de 10 h à 20 h 30 le mercredi

Jusqu'au 23 novembre  
Petit Palais  
Regard sur la photographie  
au XIX<sup>e</sup> siècle  
180 chefs-d'œuvre Bibliothèque  
de 10 h à 17 h 30 sauf dimanche et lundi

En V.O. : ÉLYSÉES-LINCOLN - SAINT-GERMAIN-VILLAGE -  
OLYMPIC-ENTREPOT  
En V.F. : SAINT-LAZARE-PASQUIER - BERLITZ

Une sélection "LES FILMS GALATÉE"

**La Veuve Montiel**

FESTIVAL DE BIARRITZ 80  
PRIX D'OR  
à l'unanimité  
PRIX A.F.C.A.E.

un film de MIGUEL LITTIN

avec GÉRALDINE CHAPLIN  
NELSON VILLAGRA - KATY JURADO  
d'après GABRIEL GARCIA MARQUEZ

Interdit aux ans.



















# LE MONDE DES SPECTACLES

## Variétés

### Le music-hall

**BOBINO** (322-74-41) (D. soir, L.)  
20 h. 45, mat. dim. 17 h. : Les  
Quilomètres

**CENTRE CULTUREL CANADIEN**  
(551-25-73) le 17 à 19 h. 30 : S. M.  
Sch.

**CRISTE SAINT-AGNES** (296-58-32)  
(D. L.) 22 h. 30 : P. Camareroque.

**FONTAINE** (374-74-40) (D. L.)  
20 h. : R. Magdane.

**GAITE DE MONTMARTRE** (322-18-  
18) (D. L.) 20 h. 15, mat. dim. 17 h. 30 :  
M. B. B.

**GYNÉSE** (248-78-79) (Mer. D. soir.)  
20 h. 30, dim. 15 h. : C. Coluche.

**OLYMPIA** (742-25-40) (D. L.) 21 h. :  
G. B. B.

**LES FOLIES BERGÈRE** (738-23-58)  
les 15, 16, 17, 18, 19, 20 h. :  
17 h. : Julien Clerc.

**PALAIS DES FOLIES** (307-49-93)  
(D. soir, L.) 20 h. 15, dim. 17 h. :  
T. M. M.

**SALE PLEYEL** (383-68-73) (D. L.)  
17, 18, 19, 20 h. :  
Liberté d'expression.

**THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
(232-44-38) (D. L.) 20 h. 30 :  
Liberté d'expression.

**THEATRE UNI VARIÉTÉS**  
(232-44-38) (D. L.) 20 h. 30 :  
Liberté d'expression.

**Comédies musicales**

**BATACLAN** (700-30-12) (D. L.)  
20 h. 30, dim. 17 h. 30 :  
Offenbach.

**BOUFFES - PARISIENS** (296-07-03)  
(D. L.) 20 h. 30, dim. 17 h. 30 :  
S. M. Sch.

**THEATRE DE LA PORTE SAINT-**  
**MARTIN** (307-37-53) (D. L.)

### Les chansonniers

**CAVEAU DE LA REPUBLIQUE** (278-  
44-15) 21 h. :  
Heureux qui attendent rien.

**DEUX** (308-10-25) (Mer.)  
21 h. :  
Quand voteront.

**La danse**

**STUDIO D'EN FACE** (330-19-78)  
20 h. 30 :  
D. M. B.

**Jazz, pop et folk**

**SAIN-DOUCHES** (387-34-40)  
20 h. 30 :  
Ken-

**BATACLAN** (700-30-12), le 21, 22 h. :  
D. M. B.

**BOYFINGER** (373-87-82), les 15, 17, 18,  
19, 20 h. :  
Trio Ortoph.

**CARTE D'IDENTITÉ** (333-11-02) (D. L.)  
22 h. 30 :  
R. M. B.

**CAVEAU DE LA GARE** (278-44-15), le 19,  
à 18 h. 30 :  
T. M. M.

**CAVEAU DE LA BOULETTE** (333-11-02)  
22 h. 30 :  
R. M. B.

**CAVEAU DE LA MONTAGNE** (333-11-02)  
22 h. 30 :  
R. M. B.

**CAVEAU DE LA MONTAGNE** (333-11-02)  
22 h. 30 :  
R. M. B.

**CLUB SAINT-GERMAIN** (222-51-09)  
20 h. 30 :  
D. M. B.

**CLUB SAINT-GERMAIN** (222-51-09)  
20 h. 30 :  
D. M. B.

**DREHER** (333-48-41), 22 h. :  
A. C. M.

**DUNOIS** (333-48-41), 22 h. :  
A. C. M.

**ESPACE CORDON** (266-17-30), le 21,  
à 20 h. 30 :  
Z. M. B.

**ESPACE CORDON** (266-17-30), le 21,  
à 20 h. 30 :  
Z. M. B.

**FORUM DES ARTS** (297-53-47), le 21,  
à 20 h. 30 :  
Z. M. B.

**LES FOLIES BERGÈRE** (738-23-58), 22 h. :  
D. M. B.

**LES FOLIES BERGÈRE** (738-23-58), 22 h. :  
D. M. B.

**LES FOLIES BERGÈRE** (738-23-58), 22 h. :  
D. M. B.

## CARNET

### Noissances

**M. Mathieu et Perrine**, ont  
le 10 octobre 1980, à Paris, le  
mariage de leur fille  
Marie-Thérèse.

### Mariages

**Michèle BARD**  
et  
**Georges DESOUBES**  
ont le 10 octobre 1980, à Paris, le  
mariage de leur fille  
Marie-Thérèse.

### Décès

**ALBERT VANDEL**  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Toulouse, de  
la tuberculose.

**ALBERT VANDEL**  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Toulouse, de  
la tuberculose.

**ALBERT VANDEL**  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Toulouse, de  
la tuberculose.

**ALBERT VANDEL**  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Toulouse, de  
la tuberculose.

**ALBERT VANDEL**  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Toulouse, de  
la tuberculose.

**ALBERT VANDEL**  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Toulouse, de  
la tuberculose.

**ALBERT VANDEL**  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Toulouse, de  
la tuberculose.

**ALBERT VANDEL**  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Toulouse, de  
la tuberculose.

**ALBERT VANDEL**  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Toulouse, de  
la tuberculose.

**ALBERT VANDEL**  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Toulouse, de  
la tuberculose.

**ALBERT VANDEL**  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Toulouse, de  
la tuberculose.

**ALBERT VANDEL**  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Toulouse, de  
la tuberculose.

**ALBERT VANDEL**  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Toulouse, de  
la tuberculose.

**ALBERT VANDEL**  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Toulouse, de  
la tuberculose.

**ALBERT VANDEL**  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Toulouse, de  
la tuberculose.

**ALBERT VANDEL**  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Toulouse, de  
la tuberculose.

**ALBERT VANDEL**  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Toulouse, de  
la tuberculose.

**ALBERT VANDEL**  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Toulouse, de  
la tuberculose.

**ALBERT VANDEL**  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Toulouse, de  
la tuberculose.

**ALBERT VANDEL**  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Toulouse, de  
la tuberculose.

**ALBERT VANDEL**  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Toulouse, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

**M. Mario Roques**,  
est mort, le 10 octobre 1980, à  
Paris, de  
la tuberculose.

## VOTRE TABLE CE SOIR

Ambiance musicale - Prix moyen du repas - J. h. : ouvert jusqu'à heures

### DINERS AVANT LE SPECTACLE

100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-11















OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.D.	ANNONCES ENCADRÉES	La m/m col.	T.D.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03	OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
IMMOBILIER	39,00	16,48	DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
AUTOMOBILES	39,00	45,86	IMMOBILIER	25,00	29,40
AGENDA	39,00	45,86	AUTOMOBILES	25,00	29,40
PROP. COMM. CAPITAUX	123,48		AGENDA	25,00	29,40

## ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

**Fédération professionnelle nationale  
SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE**  
Siège Paris, recherche un

### CHARGÉ DE MISSION

auprès du Responsable des Services  
ÉCONOMIQUES et TECHNIQUES

**MISSION :**

- Suivi de la politique agricole commune, relation avec les institutions de la C.E.E. et des instances internationales concernées. Groupes de travail et commissions à Paris et à Bruxelles.
- Définition et mise en œuvre d'une politique d'exportation pour les produits.
- Conseil et aide aux entreprises pour la mise en œuvre de leur politique d'exportation.
- Préparation, organisation et suivi des réunions, des informations et mise en œuvre des décisions.

**PROFIL :**

- Age 32 ans minimum, esprit généraliste et goût pour les techniques, formation juridique-économique et agronomique, connaissance des fonctionnements communautaires, expérience d'entreprise.
- Bilingue anglais-français.

Adresser C.V. détaillé et références sous la référence 103 LPA - Jacques GENEVAI, 11 rue Jeanin, 75016 PARIS.

**CGEE ALSTHOM**  
Équipements et Entreprises Électriques  
DIVISION ENERGIE  
recherche pour MASSY (91)

### UN INGENIEUR

pour la réalisation  
d'équipements  
électroniques

Au sein du service production, il sera responsable des délais, des coûts et de la qualité.

Il doit avoir une expérience en production et en montage.

Le goût des relations humaines est indispensable (nombreuses relations avec les clients techniques et commerciaux).

Adresser candidature, C.V. et prétentions à R. JACQUET - CGEE ALSTHOM 13, rue Antonin Raynaud 92306 Levallois-Perret

### Encadrement Hiérarchique et Technique

Une grande Entreprise Aéronautique située en région parisienne recrute pour son service fabrications prototypes un

## Ingénieur

(Arts et Métiers ou équivalent)

Il est âgé de 30 ans minimum et possède une expérience en soudure et fabrications de préférence en mécanique générale ou de précision. Devant assumer l'encadrement hiérarchique et technique du service prototypes une bonne pratique de ces responsabilités est indispensable au candidat.

Le service couvre les activités suivantes :

- ordonnancement et méthodes;
- usinage et montage;
- micromécanique;
- soudage par faisceau d'électrons;
- brasage sous vide.

Les lettres de candidatures accompagnées d'un C.V. manuscrit sont à adresser sous réf. J. JACQUET à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann, 75008 PARIS. (La plus grande discrétion sera assurée).

**steria**  
Pour le développement des Unités  
STERIA ENTREPRISES

### INGENIEURS INFORMATIENS

Grande Ecole diplômée d'acquiescer rapidement des responsabilités au Chef de Projet.

### ANALYSTES et ANALYSTES PROGRAMMEURS

Capacité de s'intégrer dans des équipes pluridisciplinaires, dans un environnement de données et de traitement sur gros systèmes ou miniordinateurs, dans un contexte d'informaticien de gestion.

### INGENIEURS

Il s'agit de la vocation technique (logiciel système, informatique industrielle, microprocesseurs) pour l'assistance des équipes de développement.

Les candidats sont à pourvoir en région parisienne. Ils bénéficieront de tous les avantages d'évolution de carrière, au sein d'une Société à l'exportation, qui se situe, dans sa profession, aux premiers rangs européens.

Adresser C.V. et prétentions à M. J.C. CHANTEREAU  
steria 147, rue de Courcelles 75017 PARIS

Groupes d'ingénieurs de conseils recherche pour son activité en France et à l'étranger :

### INGENIEURS

ayant une formation supérieure (HEC, ESSEC, ...) ou ayant au moins 5 années d'expérience dans la conception et la mise en place de systèmes de gestion informatique en entreprise dans les domaines suivants :

- comptabilité - finances
- gestion de production
- logistique

Anglais parlé et écrit nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) et prétentions sous réf. 10210-M à CLA RECRUTEMENT 44, rue La Boétie - 75008 PARIS.

**SOCIÉTÉ FINANCIÈRE  
SECTEUR LOGEMENT SOCIAL**  
recherche

### CADRE ADMINISTRATIF

Formation juridique ou commerciale des Sociétés par cours ou OBLIGATIONS à long terme.

**80.000 F/AN MINIMUM**

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : REGIE PRESSE - N° 1023-208 M 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

### financier confirmé

Importance du SECTEUR IMMOBILIER pour son implantation au nord de la région parisienne un FINANCIER CONFIRMÉ, formation : HEC - SUP. de CO. - ESSEC, marié, 4 enfants, cherche par un salaire confortable.

Il sera chargé de la gestion financière courante et administrative de plusieurs sociétés de développement et de la tenue de leur trésorerie. Dans une fonction générale, il devra assister les responsables d'opérations sur le plan financier (mise en place des financements, détermination des prix de vente ou des loyers, gestion des opérations).

Il est demandé quelques années d'expérience professionnelle. Nous pouvons offrir une évolution de carrière intéressante à un candidat de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la référence 10210-M à : **Q7 organisation et publicité** 2 RUE MARENGO 75001 PARIS

**ANSWARE**  
Département Informatique Technique  
THOMSON-CSF INFORMATIQUE  
recherche dans le développement expansion

### Ingénieurs ou universitaires Informaticiens diplômés

pour participer à des développements de projets en temps réel sur : MINI-ORDINATEURS ou MICRO-PROCESSEURS

Adresser sous référence DCA 088 votre C.V. détaillé, et détail de disponibilité à : **ANSWARE** 155 rue de la Pompe - 75016 PARIS

**LEONARD**  
pour son unité de prêt-à-porter féminin de haute couture à RUEIL-MALMAISON

### UN DIRECTEUR DES FABRICATIONS

La candidate devra être dynamique et avoir une solide expérience de la gestion, du commercial, et des méthodes de fabrication en prêt-à-porter de haute couture.

Sous les ordres directs de la Direction Générale, il devra organiser, diriger, gérer, contrôler l'ensemble des activités de fabrication qui seront placées sous ses ordres.

C.V. et prétentions à M. BURGARD 18, avenue de l'Opéra 75001 PARIS

**BANQUE INTERNATIONALE**  
Paris

### CLASSE V ou VI

chargé encadrer équipe administrative.

Adresser C.V., photo et prétentions au n° 11011 Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

La Compagnie de Construction Mécanique

### SULZER

recherche

### UN INGENIEUR DE BUREAU D'ETUDES

**MISSION :**

- Il sera chargé de l'étude et de la conception des cellules, évaporateurs, ... ; gestion et contrôle des budgets, planning études, approvisionnement, mise en service.

**LES CANDIDATS DEVRAIENT :**

- être ingénieur en Chimie (diplômé) ;
- avoir quelques années d'expérience, de préférence dans le domaine de la cellulose ;
- lire, parler l'anglais.

Le poste est basé à PARIS mais nécessite des déplacements en France et à l'étranger.

Envoyer C.V. et photo au Service du Personnel à C.C.M. SULZER - St. Boulevard Bruns, PARIS 15ème - Cedex 15.

Très Importante Publicitaire Leader

### 2 CHEFS DE PUBLICITÉ de haut niveau

participer au développement de quotidiens publicitaires et de revues de quotidiens régionaux.

Maîtriser parfaitement la communication, le marketing, la publicité, l'argumentation, les négociations.

Connaître impérativement les décisions des agences d'annonces.

Adresser lettres de motivation et C.V. détaillé, photo et prétentions sous la référence 10210-M à : **LA PRESSE** - 11 bis, r. Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
D'ÉLECTRONIQUE**  
Paris Est Métro

### Cadre Administratif

POSITION II ou III A

Contrôleur de gestion ou responsable d'un service de Personnel.

Expérience dans la fonction.

**MISSION :**

- Responsabilité Administrative des services : Personnel, Comptabilité, ...

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous la référence 10210-M à : **CONTEXTE** 75040 PARIS 13ème, qui transmettra.

### chef comptable

**110 000 + PARIS**

Il s'agit de la réorganisation, de la S.A. d'I.M. de la comptabilité et de la gestion Comptable.

Agé de 35 ans au moins, diplômé d'une supérieure comptable, avec au moins 10 ans d'expérience, il sera en position d'adjoint au Chef Comptable de la S.A. Comptable, acquiesce de préférence à la gestion d'immobilier et la construction immobilière.

Il devra maîtriser l'ensemble des techniques modernes de comptabilité, de gestion et d'informatique.

Agé de 4 employés, avec mission de tenir la comptabilité générale, y compris le bilan, il suivra l'exploitation de chaque immeuble et de gérer la trésorerie.

Adresser votre dossier complet avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence 10210-M à : **Gemo** 32, rue Plerret, 92100 Neuilly, qui transmettra.

### IMPORTANT CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

### AUDIT ET COMMISSARIAT AUX COMPTES

### CHEFS DE MISSION

niveau diplôme d'expertise comptable, quatre ans de pratique en cabinet. Expérience de cabinet international appréciée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence 10210-M à : **Cabinet International** 113, rue de Reuilly, 75012 PARIS qui transmettra.

### ingénieur électrotechnicien (ESE - INPG - N7 ...)

LES MINES DE POTASSE D'ALSACE filiale du Groupe E.M.C. (11.000 personnes) recherche un Ingénieur Débutant pour lui confier, après une période de formation, des missions d'ingénieur électrotechnicien.

Cette mission comprend :

- commandement d'une équipe de 200 ouvriers et agents de maîtrise,
- maintenance des matériels et installations d'extraction,
- recherche d'améliorations et essais,
- collaboration à la gestion.

Les évolutions possibles de carrière : services jour, études, ingénierie...

Anglais souhaités. Quelques déplacements prévisibles à l'étranger.

Écrire à : **CETAGEP** 30, av. Armand Lemonnier - 78160 MARLY LE ROI

**FILIALE GROUPE IMPORTANT**  
recherche pour

### INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

(ESB - ENST - CENTRALE)

- formation et expérience en électronique,
- culture scientifique et commerciale,
- pour pouvoir en région parisienne.

Adresser C.V. et photo sous la référence 10210-M à : **TRAILOR** 49, rue de la République, 75011 PARIS, qui transmettra.

**TRAILOR**  
GROUPE INTERNATIONAL  
recherche pour

### ingénieur débutant

Formation A.M., E.N.S., E.N.I., ou équivalent. Anglais indispensable. Il aura un rôle de liaison entre l'usine et l'équipe commerciale basée au Siège social. Poste évolutif.

Adresser C.V., photo et photo à : **Château BOURGEOIS** TRAILOR S.A., B.P. 49 à Cognères, 78311 MAUREPAS.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
SECTEUR TERTIAIRE**  
équipée IBM 4341 DOS/VS

recherche pour son SERVICE INFORMATIQUE

### UN CHEF DE PROJET

formation supérieure (école d'ingénieurs ou équivalent).

Lieu de travail : Paris 8e.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence 10210-M à : **EMPLOIS ET ENTREPRISES** 18, rue Volney 75008 PARIS







## Faits et projets

**DE NOUVEAU LE LARZAC.**

[illegible]

Provence - Alpes - Pyrénées : 46,1 F, 40,2 F et 40,1 F... sont... loin. Les... des régions comme l'Auvergne... nombre d'habitants)... abondamment l'emprunt, Midi-Pyrénées... peu.

... définitive... et en... toujours... le domaine de l'économie... l'émigration... territoire... régions forment un véritable kaléidoscope. ... entre les sommes qui... millions)... Nord-Pyrénées... la Loire (396 millions), Provence-Alpes-Côte d'Azur (378 millions), Rhône-Alpes (404 millions), Ile-de-France (2 206 millions), d'une... de la... Normande (95 millions), le Limousin (43 millions), la... (67 millions). Certaines régions veulent exploiter à fond les... d'habitat... la loi de 1972, même si celle-ci... mani... trop timide... yeux... leurs dirigeants. Les... estiment qu'il ne s'agira... d'une... de parodie... régionale... sation... que...

De leur côté, les sympathisants des paysans du Larzac organisent leur assemblée générale le 19 octobre à Millau (Aveyron). A l'ordre du jour : la riposte à la reprise de la procédure d'expropriation.

Les remèdes ? Qu'en organi-

Aux Pays-Bas, le gouvernement de centre-droit a décidé de subventionner la réalisation d'un « idéal » des « proves » amstellodamoises des années 60 : la « charrette blanche », voiture électrique à trois roues qui, espère-t-on, débarrassera à long terme le vieux centre de La Haye des embouteillages et de la pollution.

**compte** ■■ **priorités** ■■ l'**aménagement** ■■ le **territoire**, ■■ la **collectivité** ■■ **garantisse** le **maintien** ■■ les **relations transversales** ■■ une **qualité suffisante**, ■■ qu'une « **vocation politique affirmée** à tous les niveaux prenne en compte ■■ le **développement régional**... »

Des **choses pieuses**, ■■ que peut-on faire d'autre, surtout lorsqu'on est ■■ ■■ ■■ ■■ ■■ ■■ ■■ mal écoutés ■■ mal compris ■■ ? Est-ce le Conseil économique ? Le ■■ ■■ demeure : nous vivons encore, pour les transports, ■■ ■■ France ■■ Napoléon.

Lors de ses dernières réunions, la commission du Vieux-Paris avait émis le vœu que l'hôtel Boisselin, construit par Brongniar, rue Masseran, au septième arrondissement, ne soit pas flanqué d'un troisième et d'un quatrième étage comme le proposait le nouveau propriétaire. Malheureusement, cette décision n'a pas été suivie d'effet, et l'autorisation de construire a été donnée à l'Union des caisses d'épargne, qui a acquis cet hôtel Boisselin du dix-huitième

En revanche, au cours de sa mission, a appris que les travaux qu'elle avait demandés pour la remise en état de la salle de la crypte de l'église Saint-Roch, où reposaient, jusqu'en 1973, les restes de Duguay-Trouin, seront entrepris dès le début de l'année 1981.

La municipalité a été surprise de trouver la rue de Rivoli entre la place des Pyramides et la place de la Concorde, si mal entretenue, d'ailleurs mal entretenue, mais surtout par ses stalages et ses éventails, mal entretenus. L'arrêté du 11 avril 1963 qui interdit toute publicité en face des arcades de la rue de Rivoli n'est-il pas respecté ?

M. Jean-Pierre [redacted] Archives nationales, [redacted] lecture d'une communication sur l'aménagement rural de l'ilot formé par les rues de Fourny, François Miron et de Jory, dans le quartier [redacted] arrondissement, aménagement qui sera intervenir dans le cours de 1981. En dehors de l'hôtel de Beuvry, pour lequel aucune [redacted] encore été prise, certaines des maisons bordant ces voies seront restaurées ou, si la chose n'est pas possible, reconstruite à l'identique. Des espaces seront réservés à l'intérieur de l'ilot, auquel [redacted] des arènes côté rue [redacted] Fourny.

## REPRODUCTION INTERDITE

**constructions neuves**

## fonds de

## means

**02**  
**Hauts-de-Seine**

**BOULOGNE - PRES BOIS**  
dans [ ] imm. XI.  
siècle, en cours de rénovation  
Reste : 5 Pcs, 119 m2 enviro  
3<sup>e</sup> étage. Prix : 1.190.000

2 Pces, 55 m2, Px : 530.000  
N° Pces, 55 m2, + jard  
privat. Prix : 650.000 F.  
Possib. 5 Pces, jardin privat  
1.200.000 F.  
PPTAIRE - 747-45-16 le

---

**NEUVEILLY IMMEUBLE RECENT**  
beau parking.  
H. LE CLAIR - 397-69-36

**94**  
**Val-de-Marne**

A votre appart. 2 Pcs, 45 m.  
Résid. calme, toutes  
Prix : 220.000 F. Tél. domic.  
706-19-01. Bur. 880-11-01 (P. 419)

**AFFAIRE**

**95 - Val d'Oise**

**PREMIER ENCHÈRE** visites **appartement**  
105 m<sup>2</sup>, sél., dbie, entrée, cuis.  
2 bairs, 3 chbres, balcon, plexi  
soleil, asc. 340.000 F avec 20 %  
comptant - 417-34-88.

**Province**

Ski en Haute-Savoie

dans petit chalet, studio 4 pers.  
 28 m<sup>2</sup>, avec 40.000 F compt +  
 crédit, 2 pièces, 35 m<sup>2</sup>, avec  
 60.000 F comptant + crédit.  
 Location assurée.  
 G.R.G., rue du Lac, CORZEN  
 74200 THONON. T. (50) 71-76-44

HTE- Savoie - PRAZ-DE-LYS  
 Station été-hiver près Les Gets  
 studios à partir de 190.000 F  
 Avec 19.000 F compt + crédit

**ERIGE-VENTE - B.P. 74240**  
**NOTAIRES ASSOCIES**  
**LA BAULE (49) 00-15-51**  
App't (triplex proche mer, séj,  
3 chbres, cuisines, s. de bns  
solarium, [redacted] emplace-  
parking [redacted] exclusive  
jardinet, vendu avec mobilier  
Prix : 600.000 F + frais acte

## hôtels-partic.

**Boutiques**  
 Parl. ach. cpt boutiques fibre  
 avec mtrs PARIS.  
 637-39-95 heures rapts.

**URGENT** ■■■■ ■■■■ ■■■■  
■ 4 P. ■■■■ P. ■■■■ ■■■■ ■■■■  
■ ■■■■ ■■■■ ■■■■ ■■■■ ■■■■ ■■■■  
251-58-01 ou le soir

**RECHERCHE** ■■■■ ■■■■ ■■■■ ■■■■  
Paris, prêt, 5, 4, P. 1-9,  
1-9, 4, 121 av. ou sans in-  
PAIEM. COMPT. CH. NOTA  
Tel. : 873-23-55, même in-

**VEILLÉ** ■■■■ ■■■■ ■■■■ ■■■■  
La-Motte-Picquet, 18, 566-6-  
roch. Paris 15 et 7, pour  
clients, appts lentes tarific  
immobies. Paiement comp

**■■■■ ■■■■ FIDELIS**

URPT - 267-4412.  
ACHÈTE CPT PARIS  
BON ~~267-4412~~ - URG  
2 - 4 pièces. Tél. : 873-2  
VENDEURS PRESSÉS  
ÉTUDE RIVE GAUCHE  
222-70-63

**bureaux**

**CONSTITUTION  
de SOCIÉTÉS**

**ASPAC**

PARIS  
206.00.50  
RABIS

cherche  
ADRES.  
203-57-02

entre JEAN MAZAL 207-12-11  
d'élites capables, pour complément

AV. FRANKLIN-ROOSEVELT  
BURX MEUBLES - SIEGE  
■■■■■ Secrétaire,  
téléc. etc. ■■■■■ S.A. ■■■-80-8

CHAMPS-ÉLYSÉES  
Loue directement 1 ou  
■■■■■ imm.  
Tél. : 563-17■■■

**CONSTITUTIONS**  
de 80 à 250 F par heure  
**CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ**  
GEICA  
56 rue du Louvre, Paris  
Tél. : 296-47-12 +.

**CONSTITUTIONS**  
ET  
TOUS ACTES DE SOCIÉTÉ  
de Société

**CRUZ**  
206-19-00

**LIBRE**  
1 heure,  
par mois  
S.

**TELEX** Secrétariat  
téléphonique

Domiciliations artisanales  
et commerciales 355-17-  
Tous services

**ILE DE LA CITÉ**  
QUAI AUX FLEURS  
opaire vend directement b

**pavillons**

**NEMOURS**  
Cause départ, vd 4 p., cit., ca-  
garage, dépendances, terr  
arborisée 1,600 m<sup>2</sup>. Px 410,000  
Tél. : 837-22-46 après-midi se

**individuelles**  
BOULOGNE (92) ..... écoles  
et ..... maison, plein sud,  
..... living, 2 chambres, petit  
jardin, ..... Tél. : 604-52-94.

**YVELINES (78)**  
lotissement résidentiel dans  
site boisé, terrains 2500 m<sup>2</sup>  
DELASSE, 6. av. Delasse  
75008 PARIS - 357-97-50

---

**BEAULIEU-SUR-LOIRE (45)**  
dans zone prometteuse

Particulier vend terrain à bâtir.  
2.000 m<sup>2</sup>. Facade 24 m., terrain. Electricité très proche.  
PRIX 70.000 F.  
Tél. soir après 18 h. : 328-05-05

**LE VESINET** Résidence  
BEAU TERRAIN 1.139 m<sup>2</sup>  
façade 25  
AGENCE LE VESINET -  
**propriétés**

**BIEVRE.** Pour raison familiale vend ppte de 250 m<sup>2</sup> au sol, ■■ niveaux, construction tra- ■■ 1975 ■■ 3.000 m<sup>2</sup>, jardin aménagé, potager, piscine chauffée. Prix 2.500.000 F. Téléphone : 655-88-44 H. de B.

**SAINT-FARGEAU**  
**40 KM DE PARIS**  
cause succession  
les pièces principales avec  
**2.200 m<sup>2</sup> de TERRAIN**  
850.000 F. Téléph. : 01.47.11.11.11

**BEAU JARDIN 1.500 m2**  
**AGENCE de la TERRASSE**  
**LE VESINET - 976-05-90**

**DREUX** 15 km - Sur 7.300 m<sup>2</sup>  
terrain aménagé.

sejour cuisine, 110 m<sup>2</sup> habitab.,  
sejour 30 m<sup>2</sup>, cheminée, poutres,  
s. bains, s. eau + poss. aménage-  
ment garage 4 cab., dépend.,  
four à pain, garage 35 m<sup>2</sup> et  
grange. Divisible en 2 LOTS.  
Prix 424.000 F - 150-14-62.

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

**Wages**

## Outreach Agriculture











## COMMERCE EXTÉRIEUR

### M. Missoffe est chargé de promouvoir les exportations françaises au Japon

Une mission de six mois vient d'être confiée à M. François Missoffe, ancien ministre (1962-1964 et 1966-1968) et ancien ambassadeur de France à Tokyo (1964-1966), pour rechercher les causes de la faiblesse des exportations françaises vers le Japon et les moyens propres à les accroître.

M. Missoffe a le 14 octobre, fait part de ses premières idées : « à court terme, il convient d'établir une comparaison des ventes françaises au Japon avec celles de la R.F.A. et de la Grande-Bretagne, afin de déceler certaines anomalies et de tenter de trouver des remèdes en réajustant les positions françaises par rapport à ces deux pays » ; à plus long terme, il s'efforcera de développer les ventes françaises par des participations aux grands projets japonais dans les pays tiers et d'étendre la coopération industrielle franco-japonaise dans les secteurs à forte valeur ajoutée. La France a enregistré un déficit

de 4 795 millions de francs en 1979 dans ses échanges avec le Japon.

#### « LA LETTRE DE LA NATION » : et un monsieur de plus !

Personne ne conteste, écrit la Lettre de la Nation du 15 octobre, que l'économie japonaise ait des caractéristiques spécifiques qui en font un concurrent particulièrement redoutable. Mais on pouvait penser qu'entre les ministères des affaires étrangères, du commerce extérieur, des finances, de l'industrie, voire du commerce et du travail, les problèmes posés par le Japon étaient traités. S'ils ne l'étaient pas, ce serait plutôt grave. Mais il n'y a pas que le Japon qui pose des problèmes. Alors pourquoi pas un « monsieur Chine », un « monsieur Afrique », un « monsieur Amérique du Sud », etc.

À la limite, il faudrait envisager un changement complet des structures gouvernementales. Après tout, pourquoi pas ? Au moins il n'y aurait plus besoin de remplir une demi-douzaine de questionnaires pour constituer un seul dossier. Voilà un sujet de réflexion pour Jean-François Deniau, nouveau ministre des relations administratives (et ancien ministre du commerce extérieur).

■ Les avoirs officiels de change de la France ont augmenté de 473 millions de francs en septembre par rapport à août.

## CRÉDIT

### LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE PRÉCISE LES NOUVELLES NORMES D'ENCADREMENT

Dans une lettre adressée au président de l'Association française des banques, le gouverneur de la Banque de France précise les nouvelles normes d'encadrement du crédit pour 1981. À l'intérieur d'un volume global d'accroissement de la masse monétaire fixé à 10 % (la Monnaie du 9 octobre), l'augmentation des crédits encadrés ne devra pas dépasser, au 31 décembre 1981, 2,5 % pour les grandes banques (c'est-à-dire celles dont les concours soumis à encadrement dépassent 9 milliards de francs au 1<sup>er</sup> juillet 1980), soit un point de moins qu'en 1980.

Pour les banques moyennes cette progression est limitée à 5 %, soit aussi un point de moins que l'an passé. Les établissements spécialisés dans les ventes à tempérament ont droit à un quota d'accroissement identique à celui de l'an passé (7 %). Il en va de même pour les banques qui avaient un volume de concours soumis à encadrement égal ou inférieur à deux cents millions de francs (+ 4 %). Enfin, les petites banques, qui ont des concours inférieurs à cent millions, conservent une liberté totale. À la condition que leurs fonds propres représentent le dixième de leurs concours.

## AGRICULTURE

### En Bretagne

### LA RÉGION POURRAIT FINANCER EN PARTIE LES CONTRÔLES DE QUALITÉ DES VEAUX

(De notre correspondant.) Rennes. — À la suite d'un rapport préparé par M. Guérillot, membre du bureau du comité économique et social de Bretagne, il apparaît que le conseil régional serait prêt à financer, en complément des crédits d'État, les actions de contrôle de qualité des veaux.

Celles-ci coûteraient, selon ce rapport, environ 10 centimes par kilogramme. Or on élève 700 000 veaux en Bretagne, où 3 000 animaux sont abattus par jour. Le contrôle d'un animal sur vingt reviendrait à plus de 12 millions de francs par an (si l'on retient l'hypothèse d'un contrôle du veau par bande, la dépense serait ramenée à 7 millions de francs).

Le problème est de savoir si les laboratoires de la direction départementale des services vétérinaires seront en mesure de faire les 150 contrôles quotidiens qu'imposera la charte du veau, ou s'il faudra faire appel à la sous-traitance. Quoi qu'il en soit, le comité économique et social proposera une intervention régionale de l'ordre de 230 000 francs pour les investissements nécessaires et de 48 000 francs pour la formation du personnel. Ces propositions ne sont pas dérivées d'arrière-pensées politiques.

● Le prix du lait. — Le problème du lait fait à nouveau parler de lui dans les Vosges depuis le 13 octobre. Après avoir décliné la collecte du lait d'un industriel transformateur et devant les difficultés de « planifier » ce lait, les négociations avec les industriels ayant échoué le 9 octobre, les producteurs vosgiens sont passés le 13 octobre à l'opération « lait dans la rue ». Ils ramassent le lait à l'aide de citernes et le purifient avant de le déverser sur la chaussée et devant la préfecture des Vosges à Épinal. Les producteurs réclament une hausse de 9,18 % alors que les professionnels proposent 7,8 %.

(Corresp.)

## Le troisième souffle de Lip

Personne ne donnait bien cher de la peau de Lip, même après la constitution, le 29 novembre 1977, par les survivants du naufrage, d'une coopérative ouvrière de production, dans un geste désespéré, pour tenter de redonner à leur combat une assise juridique légale. Cette lutte farouche, exemplaire sur bien des aspects, menée contre l'impossible par des hommes guidés seulement par un puissant instinct de conservation, serait-elle enfin sur le point de porter ses fruits ?

Depuis le début de l'année, la constitution de la société « Lip tier » sous forme de multi-coopérative prend tournure. En collaboration avec le CIASI (comité interministériel d'aménagement des structures industrielles), la direction de la coopérative a élaboré le montage technique et financier indépendant au véritable redémarrage.

Les « Lip » ont obtenu l'autorisation des syndicats d'utiliser la marque Lip et les matériels identifiés pour exercer leur activité. Les partenaires associés au renouveau (mutuelles, ville de Besançon, banque fédérative du

Crédit mutuel, Fonds d'expansion corporatif, F.O.E.S., caisse centrale du Crédit coopératif, caisse du Crédit hôtelier) se sont, d'autre part, engagés à financer l'opération sous forme de participation au capital et de prêts participatifs à hauteur de 16 millions de francs, somme dont le versement sera échelonné (trois étapes).

La nouvelle société recevra 10 millions de francs — 4 ont déjà été versés — au moment du transfert de l'activité dans les nouveaux locaux, une usine désaffectée en cours de réaménagement proche de Palente, acquise par un syndicat mixte associant la chambre de commerce et d'industrie du Doubs avec la ville de Besançon, et dont la coopérative Lip deviendra propriétaire au terme d'un contrat de location-vente de quinze ans.

Le versement complet de cette aide financière est naturellement subordonné à certaines conditions. Pour passer d'une étape de financement à l'autre, et, à l'échéance, tourner avec trois cent quinze personnes (quatre-vingt-dix actuellement),

les « Lip » devront, chaque fois, avoir atteint les objectifs économiques préalablement fixés par le plan, le premier portant, pour 1981, sur un chiffre d'affaires de 24 millions de francs ; mettre initialement en place une structure de direction et de fonctionnement adaptés à ces objectifs ; apporter, enfin, 1,5 million de francs pour constituer le capital de départ.

La redémarrage dans la nouvelle usine est programmé pour février 1981 avec cent soixante-dix personnes. Les deux tiers du chiffre d'affaires de la nouvelle société seront réalisés dans l'horlogerie. Mais Lip ne fabriquera plus rien, se limitant au montage des articles d'horlogerie à partir d'éléments achetés à l'étranger. Ces articles continueront d'être vendus directement, avant que ne soit abordé le marché de la vente par correspondance et, de façon très sélective, le réseau des horlogers-bijoutiers. Le reste de l'activité s'exercera, pour l'essentiel, dans la mécanique de précision et la mécanique générale.

Ils étaient tous là, l'autre jour,

pour annoncer la nouvelle. Tous les vieux de la vieille, les meneurs de l'action, Charles Piget, le dirigeant syndicaliste, Roland Vittot, et le Père Raquenes, surnommé en 1973, au temps de l'affaire, le « père rouge ». Vieilles par les années et le combat, toujours déterminés, mais plus sereins. Avec modestie, les uns et les autres exposèrent les grandes lignes du plan de relance. Réussiront-ils ? Au 30 juin, le résultat d'exploitation de la coopérative s'élevait à 750 000 F et, fin septembre, le chiffre d'affaires était de 7,3 millions de francs. Le cap des 15 millions serait atteint au 31 décembre.

Les chances de Lip reposent sur l'image de marque de l'usine restée solidement ancrée dans l'esprit des consommateurs. C'est peut-être, car Lip risque d'être noyée dans une profession fortement restructurée et mieux armée pour gagner la part de l'électronique. Pourtant, comment ne pas souhaiter bon vent à la nouvelle entreprise ?

ANDRÉ DESSOT.

# Abaissier les coûts informatiques : un objectif HP qui est dès maintenant une réalité.

En 1974, Hewlett-Packard mettait sur le marché le premier ordinateur universel HP 3000. L'objectif premier était de sauvegarder l'investissement que représentait pour vous l'ordinateur et son logiciel. C'est pourquoi chacun des modèles de la gamme a été conçu pour être compatible avec son prédécesseur.

Aujourd'hui, les trois modèles de l'actuelle gamme HP 3000 peuvent utiliser des programmes sur les systèmes HP créés il y a cinq ans. Vous pourrez, de la même façon, utiliser les programmes d'aujourd'hui sur nos futurs modèles.

### Un frein à l'inflation des coûts du logiciel.

Les prix du matériel ne cessent de diminuer. Par contre, les coûts du logiciel ne cessent d'augmenter et représenteront un pourcentage croissant de vos futurs budgets informatiques. Heureusement, nous pouvons vous aider à inverser cette tendance.

À l'intérieur de la gamme d'ordinateurs HP 3000, vous pouvez utiliser le même système d'exploitation, les cinq mêmes langages

et les mêmes liaisons, pour constituer des réseaux répartis. Vous pouvez donc développer un programme sur votre processeur central HP 3000 modèle III et le transmettre par ligne téléphonique à un ordinateur HP 3000 modèle 30 situé à l'autre bout du pays.

### Un meilleur traitement des informations de gestion.

Un de nos tout premiers objectifs fut de créer un logiciel de gestion de base de données qui ne soit pas démodé par l'évolution de la gamme HP 3000.

Résultat : le système de gestion de données IMAGE/3000. Un système plusieurs fois primé, qui met à votre portée immédiate les informations qu'il vous faut. Outil de gestion pratiquement indispensable, IMAGE/3000 vous permet d'obtenir, par de simples interrogations, l'affichage d'informations

précises sur un terminal à écran ou l'impression d'un état de synthèse.

### Communiquer :

Voici la clé du traitement réparti pour les années 80 : les informations gérées par vos ordinateurs (des petits ordinateurs spécialisés aux grands ordinateurs universels) doivent être d'un accès facile à tous les niveaux de l'entreprise. Et ce, sans programmation coûteuse.

C'est dans cette optique que nous avons conçu le logiciel de communication DS/3000, liaison simple entre vos ordinateurs vous permettant d'utiliser les données et les fonctions de systèmes éloignés, tout comme s'ils se trouvaient devant vous. À noter également que des liaisons avec les ordinateurs IBM sont prévues.

Si vous cherchez à abaisser vos coûts informatiques, tout en augmentant la productivité, penchez-vous sur la gamme d'ordinateurs de gestion qui, depuis 1974, réunit ces deux avantages. De plus, nous vous garantissons des délais de livraison rapides.

**1974 :** LE HP 3000 CX. Prix de base : 237.112 F.

**1976 :** LE HP 3000 MODÈLE II. Prix de base : 239.104 F.

**1977 :** LE HP 3000 MODÈLE I. Prix de base : 237.112 F.

**1978 :** LE HP 3000 MODÈLE III. Ce modèle haut de gamme est capable de gérer un grand nombre d'utilisateurs exécutant simultanément de nombreux travaux tels que : enregistrement de commandes, édition d'états ou paye. Il peut, en outre, dans le cadre d'un réseau de traitement réparti, être associé à d'autres modèles de la gamme HP 3000. Prix de base : 239.104 F.

**1979 :** LE HP 3000 MODÈLE 30. Lorsque vous devez concilier l'accès local aux données et l'économie, le nouveau série 30 vous apporte la solution. Il s'agit d'un ordinateur autonome, rapide, doté de toutes les fonctions étendues, qui peut aussi servir de station active dans un réseau de systèmes répartis. Prix de base : 237.851 F.

**hp HEWLETT PACKARD**

Informez-vous sur toutes les possibilités des différents modèles HP 3000 en écrivant à : HP France, BP 70, 91401 Orsay Cedex, tél.: 9077825 - Evry, tél.: 90779660 - Bruxelles, tél.: (2) 660.50.60 - Genève Le Lignon, tél.: (22) 96.03.22.

HEWLETT PACKARD au SICOE - Stand 2300 - Niveau 3 - Zone C



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SELLIER - LEBLANC

Au cours de sa séance du 10 octobre 1980, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice écoulé qui s'étend du 1<sup>er</sup> juillet 1979 au 30 juin 1980.

Le résultat d'exploitation s'élève à 14 608 000 francs dont 11 349 000 francs représentent les dividendes reçus des filiales et participations.

Après divers profits et pertes et provision pour impôt sur les sociétés, le bénéfice net ressort à 13 996 000 francs, en forte augmentation sur celui de l'exercice précédent (17 731 000 francs).

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra au siège social le 23 novembre 1980,

de porter le dividende, qui était de 10 francs l'année dernière, à 12,50 francs net par action, ce qui, compte tenu de l'impôt payé d'avance, correspond à un revenu global de 18,75 francs.

Conformément aux dispositions légales, il a été procédé à la réévaluation des actifs immobiliers existant au 31 décembre 1979. L'opération, qui n'a porté que sur les biens immobiliers et les participations détenues (dont à l'exclusion notamment de tout élément incorporel), se traduit par l'inscription au bilan au 30 juin 1980 d'un écart de réévaluation global de 82 millions de francs.

## SOCIÉTÉ DES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS ANDRÉ BORRÉ

L'assemblée générale, au cours de sa séance du 30 septembre 1980, a approuvé les comptes de l'exercice écoulé et a autorisé la Société d'Entreprises d'Équipements et de Travaux Publics.

Le bilan social de la société est devenu :

**ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS BORRÉ SAS**

et son capital a été porté à 22 millions de francs.

L'assemblée générale a, d'autre part, désigné M. Bernard Gainche en qualité de nouveau membre du conseil de surveillance, pour une période de six années.

A l'issue de l'assemblée, le conseil de surveillance a nommé M. Jean-Claude Casanova, Jean-Louis Lazzarone et Bernard Morice, membres du directoire, après avoir accepté la démission de M. Pierre Lachaud, que le président André Decelle a tenu à remercier pour l'action qu'il a menée au sein du directoire depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1972. M. Pierre Lachaud reste responsable du département Études.

Le directoire est ainsi composé de M. Jean Renaud, président, Pierre Farinet, directeur général, Jean-Claude Casanova, Jean-Louis Lazzarone et Bernard Morice, directeurs.

## PROJET DE FUSION - ABSORPTION B.N.P. INTERCONTINENTALE B.N.C.I. (Océan Indien)

Les membres du conseil d'administration de la B.N.P. « Intercontinentale » et de la B.N.C.I. (océan Indien) se sont réunis, en séance séparée, le 13 octobre 1980, pour arrêter et signer un traité de fusion-absorption de la B.N.C.I. (océan Indien) par la B.N.P. « Intercontinentale », avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1981, dont le projet a été publiquement annoncé dans un communiqué de presse du 10 juillet 1980. Il a pour objet d'assurer une meilleure répartition géographique des risques, de renforcer les moyens d'intervention et de développement de la banque et d'améliorer ses conditions de gestion.

Les études entreprises sur la base des bilans et des comptes de résultats consolidés des deux sociétés au 31 décembre 1979 et l'examen des divers critères financiers retenus aux fins de comparaison ont conduit les conseils d'administration à proposer une parité d'échange de 11 actions B.N.P. « I » pour 3 actions B.N.C.I. « O.I. ».

Le capital de la B.N.P. « Intercontinentale », après fusion, serait augmenté de 23 458 830 francs par la création de 440 267 actions de 50 francs nominal, jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1981. Il atteindrait 81 888 050 francs.

Les actionnaires de la B.N.P. « Intercontinentale » et de la B.N.C.I. (océan Indien) seront, le 3 décembre 1980, convoqués séparément en assemblée générale extraordinaire afin de statuer sur ce projet de fusion-absorption et d'en approuver la réalisation définitive, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1981.

## SICAV INDOSUEZ une gamme de placements adaptés à vos besoins

	INDOSUEZ ALERES	GESTION SÉLECTION	GESTION ÉQUILIBRÉE	SCORPION MOBILE	SCORPION	INDOSUEZ ALERES	INDOSUEZ ALERES	INDOSUEZ ALERES	INDOSUEZ ALERES
	F	F	F	F	F	F	F	F	F
valeur de l'action au 30 septembre 1980	351,56	275,87	384,17	356,12	364,04	244,91	228,73	387,50	297,19
valeur de l'action au 31 décembre 1979	125,55	127,98	167,48	237,15	150,38	120,50	124,72	111,90	124,07
dernier dividende payé (credit d'impôt compris)	(17-12-79) 9,97	(01-04-80) 10,98	(01-04-80) 22,34	(17-12-79) 23,48	(01-07-80) 20,04	(01-04-80) 10,79	(01-07-80) 7,71	(01-07-80) 11,21	—
revenus distribués (credit d'impôt compris) depuis le 31 dec. 1974 ou à la date de création	39,97	56,94	96,82	115,71	77,59	53,97	21,62	37,62	—

une documentation peut-être obtenue sans frais auprès des établissements chargés du placement

## ENERGIA

Au 30 septembre 1980, l'actif net de la SICAV s'élevait à 178 832 825,63 francs et le nombre d'actions à 833 175 contre 115 628 386,29 F et 903 693 actions au 30 juin 1980.

La valeur liquidative est passée de 159,95 F au 31 décembre 1979 à 169,30 F. En tenant compte du coupon de 5,18 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,43 F mais en paiement le 19 mars dernier, se progression depuis le début de l'exercice ressort à 31,58 %.

Le portefeuille d'ENERGIA est orienté de façon préférentielle vers les valeurs représentatives de l'énergie, de l'or et des ressources naturelles.

Au 30 septembre 1980, l'actif net, dont 51,96 % étaient constitués de valeurs rattachées au secteur de l'énergie et 31,18 % à l'or, se répartissait ainsi :

- obligations françaises... 40,42 %
- actions françaises... 5,42 %
- actions étrangères... 45,56 %
- autres éléments d'actif... 6,50 %

Les cinq lignes les plus importantes du portefeuille (en valeur boursière) étaient à cette date les suivantes :

Emprunt 4 1/2 % 1973. Emprunt national 1<sup>er</sup> 1974. Caisse nationale de l'Énergie 3 %. Atlantic Richfield, Amgold.

## L'ÉPARGNE DE FRANCE

La distribution gratuite par incorporation de réserves à raison d'une action pour douze actions anciennes, décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 13 juin 1980, est en cours de réalisation à compter du 13 octobre 1980.

Le capital est désormais porté à 38 927 850 F.

L'Épargne de France a procédé tous les ans depuis 1971 à des distributions d'actions gratuites, notamment une action gratuite pour huit en 1977, et une action gratuite pour douze en 1978 et en 1979.

Ainsi le porteur de 50 actions de 100 F en 1971 détient, fin 1980, 221 actions de 25 F, compte tenu de quelques opérations sur rousp, du doublement des actions décidé en 1972 et de l'augmentation du nominal décidée en 1979.

Pour les huit premiers mois de l'année, les encaissements nets d'annulation ont progressé de plus de 32 % par rapport à l'an dernier.

## Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »  
accueille en groupe les amateurs de 3 à 83 ans  
5, RUE LACEPEDE, PARIS-8  
Téléphon. (le soir) : 707-85-64

THIS ANNOUNCEMENT APPEARS AS A MATTER OF RECORD ONLY



## GARUDA INDONESIAN AIRWAYS

### US\$132,000,000 CREDIT FACILITY

COMPLEMENTARY FINANCING RELATED TO GOVERNMENT GUARANTEED EXPORT CREDITS PROVIDED BY FRANCE, THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY AND THE UNITED KINGDOM TOTALING US\$151,500,000

MANAGED BY

CITICORP INTERNATIONAL GROUP DRESDNER (SOUTH EAST ASIA) LIMITED THE FUJI BANK, LIMITED MIDLAND BANK LIMITED SOCIETE GENERALE

FONDS PROVIDED BY

MIDLAND BANK LIMITED CITIBANK, N.A. THE FUJI BANK, LIMITED SOCIETE GENERALE BAYERISCHE VEREINSBANK INTERNATIONAL SOCIETE ANONYME COMMERZBANK (SOUTH EAST ASIA) LIMITED DEUTSCHE BANK (ASIA CREDIT) LIMITED DRESDNER (SOUTH EAST ASIA) LIMITED WESTLAW ASIA LIMITED BANQUE BRUXELLES LAMBERT S.A. THE BANK OF NOVA SCOTIA ASIA LIMITED CREDIT LYONNAIS

BANQUE NATIONALE DE PARIS BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS BANQUE DEL'UNION EUROPEENNE INDOSUEZ ASIA LTD ASIEN-PACIFIC MERCHANT FINANCE LIMITED BFG LUXEMBURG S.A. BAYERISCHE LANDESBANK INTERNATIONAL S.A. DG CAPITAL COMPANY LTD HYPOBANK INTERNATIONAL S.A. (WHOLLY OWNED SUBSIDIARY OF DG BANK)

MANUFACTURERS HANOVER TRUST COMPANY NORDDEUTSCHE LANDESBANK INTERNATIONAL S.A. BANK OFFENHEIM PIERSON INTERNATIONAL S.A. LUXEMBOURG BANQUE EUROPEENNE DE CREDIT (BEC) THE BANK OF YOKOHAMA, LTD SAITAMA INTERNATIONAL (HONG KONG) LIMITED BANQUE FRANCAISE DU COMMERCE EXTERIEUR BRITISH COLUMBIA FINANCIAL CORP (B.C.) LIMITED (A WHOLLY OWNED SUBSIDIARY COMPANY OF THE BANK OF BRITISH COLUMBIA) THE COMMERCIAL BANK OF AUSTRALIA LIMITED (PORT VILA, NEW HEBRIDES BRANCH)

SECURITY AGENT

BANQUE FRANCAISE DU COMMERCE EXTERIEUR

PAYING AGENT

CITICORP INTERNATIONAL BANK LIMITED

AGENT

ASIA PACIFIC CAPITAL CORPORATION LIMITED A MEMBER OF CITICORP INTERNATIONAL GROUP

SEPTEMBER, 1980

## LE GUIDE DE L'ÉPARGNANT

Guy MARTY

Si les économies et les gouvernements accordent un rôle important à l'épargne, c'est plus pour la maîtrise des grands équilibres économiques que pour le bien-être des épargnants : des fois, comment s'étonner si les différents placements — immobilier, or, bourse, etc. — sont l'objet d'opinions multiples, voire contradictoires ?

Dans ce contexte difficile, le récent GUIDE DE L'ÉPARGNANT, de Guy Marty apporte une contribution intéressante en posant clairement le problème de l'initiation. L'or, le livret de caisse d'épargne, les obligations, les actions et l'immobilier sont analysés, du début du siècle à aujourd'hui, dans leur évolution en pouvoir d'achat. Une démonstration qui réserve quelques surprises...

De son style clair et vivant, Guy Marty entraîne son lecteur dans une véritable exploration du monde des placements, et lui fait découvrir selon un enchaînement naturel les éléments fondamentaux et les problèmes d'actualité : de nombreux épargnants sauront ainsi la découverte, au détour d'une analyse, du chapitre intitulé « Pour en finir avec le problème des SICAV ».

Livre pratique destiné à mettre en évidence des solutions concrètes et adaptées aux années présentes, le GUIDE DE L'ÉPARGNANT est un véritable précieux pour celui qui épargne. Mais aussi, en rassemblant pour la première fois nombre d'informations essentielles, il est appelé à modifier le débat sur l'épargne et les placements. Comme l'écrit l'économiste Jean Fourastié dans sa préface, « ce livre apporte une vue originale sur l'épargne, ouvre indiscutablement à l'épargnant un champ neuf de vision et d'action ».

Éditions SOLAR



## Montreux

à 1 h. de l'aéroport international de Genève par autoroute.

## Résidence « LARGES HORIZONS »

A VENDRE

- Au cœur d'une baie merveilleuse.
- Appartements de grand luxe de 1 à 8 pièces, toutes exposées au sud, et prolongées par de magnifiques terrasses-jardins.
- Vue panoramique grandiose.
- Climat très doux, ensoleillement maximum.



## VILLARS

la station de prestige des Alpes vaudoises, 1300 m d'altitude, à 20 minutes de Montreux.

A VENDRE, dans parc arborisé privé, avec environnement protégé.

APPARTEMENTS DANS CHALET TYPIQUE DE 5 A 8 APPARTEMENTS SEULEMENT, offrant les prestations les plus raffinées.

Vue panoramique imprenable sur la chaîne des Alpes et le Mont-Blanc.

- Facilités de crédit : 75 % du prix de vente, intérêt 5 % environ, amortissement sur 30 ans.

VENTE : directement du constructeur IMMOBILIERE DE VILLARS S.A. B.P. 62 - CH-1884 VILLARS s/Ollon Tél. : 18-4125/3531 41 ou 3522 06 - Téléc. : GESER 25259

مكازم النجیل



## PARIS

15 OCTOBRE

## Toujours les pétroles

Le mouvement de reprise se poursuit. L'indicateur de tendance termine à environ + 0,7 %.

Les investisseurs retrouvent le sourire. La dernière enquête de conjoncture de la Banque de France indique que le ralentissement économique ne devrait pas s'accroître d'ici à la fin de l'année. Autre facteur favorable : des capitaux arabes s'investiraient actuellement en Bourse de Paris. Enfin, les valeurs pétrolières, délaissées ces derniers mois, retrouvent grâce aux yeux des opérateurs.

Le rumeur qui a couru mercredi concernant une éventuelle fermeture du détroit d'Ormuz n'a pas modéré ce nouvel enthousiasme. La Compagnie française de raffinage gagne 6.13 %, Shell 5.02 %, Esso 3.02 %, Elf-Aquitaine 1.4 %, C.F.P. 1 %. Seul Elf-Gabon recule, victime de ventes bénéficiaires.

venter beaucoup graves.

Les armées de réserve sensibles, on compte 100 établissements, dont :

Dunkerque-Normandie (+ 2,1 %), C.F.A.O. (+ 5,40 %), C.S.F. (+ 5,22 %), qui bénéficient de la somme globale de 21 millions de francs, et 14 milliards de francs avec l'Arabie Saoudite, Aïsthom-Atlantique (+ 3,48 %), Charbonnages de France (+ 3,85 %), S.A. de la Houille (+ 3,08 %). Aux travaux publics, Auxiliaire d'entreprise (+ 7,20 %) et Dumez (+ 3,79 %) cassent leur plus haut de l'année.

Les entreprises les plus importantes sont enregistrées sur S.A.T. (- 3,05 %), Roussel-Uclaf (- 2,80 %), B.C.T. (- 2,10 %), La Redoute (- 1,98 %), U.T.A. (- 1,95 %), C.N.V. (- 1,85 %), Maisons Phenix (- 0,63 %).

Dans le sillage du premier fixing de Londres (676,25 dollars contre 663,80 dollars), les cours du métal jaune progressent à Paris. Le lingot gagne 1 400 F. à 92 895 F. le napoléon 410 F. à 799,90 F. Aux emprunts indexés, le 7 % 1973 repasse la barre des 10 000 F. (10 048 F.).

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SONMER-ALLIBERT. — Pour le

premier semestre 1980, le résultat consolidé s'établit à 16,4 millions de francs (contre 23,8 millions). La diminution du résultat s'explique avant tout par la réduction des marges commerciales, notamment dans le secteur des revêtements. Actuellement, les marges se reconstituent en raison de la détente sur le prix des matières premières et de l'activité en légère croissance.

**SELLER-LEBLANC** — Le dividende de port de 10 F à 13,50 F.

**ESPAGNOLE ELECTRO-TELECOMMUNICATIONS** — Pour l'exercice clos au 30 juin 1980, le dividende devrait passer de 20 F à 22,50 F.

**ALSACIENNE DE SAUMARCHES.** — L'entreprise a consacré une distribution d'actions gratuites d'une part par cinq, jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1980. Le résultat net de la maison mère pour le premier semestre 1980 se monte à 8,6 millions de francs (+ 21,4 %). Le chiffre d'affaires consolidé, avec 118 milliard de francs, marque une nette amélioration de 11,1 % sur les structures comparables. Quant aux résultats nets, leur évolution d'ensemble se traduit par une légère régression imputable au coût de restructuration des filiales récemment acquises et à la mise en harmonie de leurs méthodes

**ESSILOR.** — Le bénéfice de la société pour le premier semestre se monte à 23,3 millions de francs (+ 34 %). Au niveau consolidé, les résultats progressent moins vite (+ 8,4 %), en raison des pertes enregistrées par la nouvelle filiale américaine Tech Sight (1,9 million de francs).

de francs). — Au 30 juin 1980, le bilan fait apparaître un résultat net de 377 millions de francs (après amortissements et provisions) et après déduction de l'impôt sur les sociétés, contre 148 millions de francs pour la période correspondante de 1979.

**TENNECO.** — Le dividende du quatrième trimestre passe de 5,80 à 0,65 dollars par action.

**RODAMCO.** — Les 4 386 000 actions de cette société néerlandaise seront introduites au hors-cote de la Bourse de Paris le 20 octobre prochain.

## INDICES QUOTIDIENS

INDICES QUOTIDIENS		
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)	13 oct.	14 oct.
Valeurs françaises ..	110,7	111,6
Valeurs étrangères ..	121,4	122,3
Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961)		
Indice général .....	112,4	113,4

---

**Taux du marché monétaire**

Effets privés au 15/10 .....	11 1/2 %
------------------------------	----------

## NEW-YORK

### Nouvelles hausses

Le mouvement de hausse s'est poursuivi mardi. L'indice Dow Jones de valeurs industrielles gagne 2,30

les valeurs pétrolières, qui avaient  
veille entraîné le marché, se sont  
entrées plus irrégulières. Standard  
of California gagne 2 à 29 3/4, indiana  
Phillips Petroleum 1/2 à 55, indiana  
de Gulf Oil perdait 1/2 à 45 7/8, indiana  
bbl Oil 3/8 à 78, Occidental Pe-  
roleum 1 7/8 à 31 3/4. Le bénéfice

Le volume d'échanges a nettement progressé (49,83 millions contre 39 millions de titres). Les hausses ont été un peu plus nombreuses

à noter l'engouement des investisseurs américains pour les actions de la Genentech, spécialisée dans la génétique. Un million d'actions ont été mises en vente le mardi au prix de 35 dollar. Dans la soirée, elles se négociaient à 77,75 dollars (soit une hausse de 122 %).

VALEURS	COURS 13/10	COURS 14/10
.....	72 7/8	73 3/4
.....	51 3/4	51
.....	39 5/8	39 3/4
Manhattan Bank..	43	42 3/4

... ..	43	43 3/4
... ..	43 1/4	43 3/4
... ..	66 1/8	66 1/8
... ..	76 7/8	77 1/4
... ..	23	23 3/4
... ..	58 5/8	57 3/4
... ..	26 1/2	26 1/2
... ..	51 3/4	51 1/2
... ..	16 1/4	16 1/4
... ..	78 1/2	89 7/8
... ..	31	31 5/8

Scott .....	32 3/8	32 3/8
3 ON .....	78 3/8	77 3/4
7 .....	47 1/8	47 1/4

.....	47 1/8	47 1/4
.....	154 1/2	154
.....	22 1/8	22
.....	18 3/8	18 1/8
.....	47 3/8	48 1/4
.....	22 1/2	22 3/8
.....	26 1/2	26 1/4
.....	68 5/8	68 1/4

RATES DU DOLLAR A TOKYO		
	14/10	15/10
Dollar (ten years)...	207	207 20

[illegible][illegible]**BOURSE DE PARIS - 15 OCTOBRE**[illegible]

## MARCHÉ À TERME

**MARCHÉ A TERME**

Compen- sation	VALEURS	Précéd. côteure	Premier cours	Deuxième cours	Compt. premier cours	Compen- sation	VALEURS	Précéd. côteure	Premier cours	Deuxième cours	Compt. premier cours	Compen- sation	VALEURS	Précéd. côteure	Premier cours	Deuxième cours	Compt. premier cours	Compen- sation	VALEURS	Précéd. côteure	Premier cours	Deuxième cours	Compt. premier cours
157	4.5 % 1873.	2518	2533	2540	2515	1129	En-Anglais	154	1185	1186	1188	106	Merc. Attrib.	216	213	212	211	104	101.	1108	1135	1138	1138
158	S.A.E. 2535	2538	2542	2535	1130	(certificat.)	254	257	258	257	107	Robert-Edm.	45	48	49	48	138	Thomson-Sa.	141	141	141	141	
159	Arrivée On.	435	428	428	418	1131	S.A. L. Lehigh	298	298	298	298	108	Ward-Edm.	50	50	50	50	139	Thomson-Sa.	258	258	258	258
160	Arrivée On.	635	632	632	630	1132	S.A. L. Lehigh	144	144	144	144	109	Ward-Edm.	50	50	50	50	140	Thomson-Sa.	258	258	258	258
161	Arrivée On.	635	632	632	630	1133	Essex	510	507	505	510	246	Only-Only	258	258	258	258	141	Thomson-Sa.	258	258	258	258
162	Arrivée On.	635	632	632	630	1134	Essex	510	507	505	510	246	Only-Only	258	258	258	258	142	Thomson-Sa.	258	258	258	258
163	Arrivée On.	635	632	632	630	1135	Essex	510	507	505	510	246	Only-Only	258	258	258	258	143	Thomson-Sa.	258	258	258	258
164	Arrivée On.	635	632	632	630	1136	Essex	510	507	505	510	246	Only-Only	258	258	258	258	144	Thomson-Sa.	258	258	258	258
165	Arrivée On.	635	632	632	630	1137	Essex	510	507	505	510	246	Only-Only	258	258	258	258	145	Thomson-Sa.	258	258	258	258
166	Arrivée On.	635	632	632	630	1138	Essex	510	507	505	510	246	Only-Only	258	258	258	258	146	Thomson-Sa.	258	258	258	258
167	Arrivée On.	635	632	632	630	1139	Essex	510	507	505	510	246	Only-Only	258	258	258	258	147	Thomson-Sa.	258	258	258	258
168	Arrivée On.	635	632	632	630	1140	Essex	510	507	505	510	246	Only-Only	258	258	258	258	148	Thomson-Sa.	258	258	258	258
169	Arrivée On.	635	632	632	630	1141	Essex	510	507	505	510	246	Only-Only	258	258	258	258	149	Thomson-Sa.	258	258	258	258
170	Arrivée On.	635	632	632	630	1142	Essex	510	507	505	510	246	Only-Only	258	258	258	258	150	Thomson-Sa.	258	258	258	258
171	Arrivée On.	635	632	632	630	1143	Essex	510	507	505	510	246	Only-Only	258	258	258	258	151					
172	Arrivée On.	635	632	632	630	1144	Essex	510	507	505	510	246	Only-Only	258	258	258	258	152					
173	Arrivée On.	635	632	632	630	1145	Essex	510	507	505	510	246	Only-Only	258	258	258	258	153					
174	Arrivée On.	635	632	632	630	1146	Essex	510	507	505	510	246	Only-Only	258	258	258	258	154					
175	Arrivée On.	635	632	632	630	1147	Essex	510	507	505	510	246	Only-Only	258	258	258	258	155					

VALEURS DONNÉES  
e: offert; G: 1.

COTE DES CHANGES			COMES DES BILLETS EN GUICHETS		MARCHÉ LIBRE DE L'OR		
MARCHÉ OFFICIEL	COURS 15 10	COURS 16 10	Achat	Vente	MORNAIES ET DEVISES	COURS 975c.	COURS 10 10
Crédit-Union (5 U.)	4 195	4 234	4 110	4 220	Dr. (en 1000 fr. courr.)	91800	92368
Crédit-Union (100 000)	231 429	231 118	225	237	Dr. (en 1000 fr. courr.)	91495	92368
Belgique (100 F.)	14 432	14 439	12 508	14 390	Pièce française (20 F.)	458	466
Belgique (100 F.)	212 970	212 970	206	212	Pièce française (20 F.)	458	466
Belgique (100 F.)	76 183	76 183	72	77	Pièce française (20 F.)	458	466
Norvège (100 N.)	85 408	85 540	83	87	Pièce française (20 F.)	458	466
Norvège (100 N.)	112 970	112 970	106	112	Pièce française (20 F.)	458	466
Italie (1000 Lire)	4 876	4 876	4 581	4 880	Pièce française (20 F.)	458	466
Italie (1000 Lire)	255 906	255 906	249	251	Pièce française (20 F.)	458	466
Italie (1000 Lire)	152 970	152 970	146	152	Pièce française (20 F.)	458	466
Espagne (100 Ptas.)	5 857	5 858	5 704	5 858	Pièce française (20 F.)	458	466
Espagne (100 Ptas.)	32 706	32 706	31 704	32 706	Pièce française (20 F.)	458	466
Portugal (100 Esc.)	328	326	320	328	Pièce française (20 F.)	458	466
Portugal (100 Esc.)	328	326	320	328	Pièce française (20 F.)	458	466
Portugal (100 Esc.)	2 848	2 821	1 940	2 140	Pièce française (20 F.)	458	466

et de demande : "droit détaché"

COTE DES CHANGES			COMES DES BILLETS EN GUICHETS		MARCHÉ LIBRE DE L'OR			
MARCHÉ OFFICIEL	COURS 15 10	COURS 16 10	Achat	Vente	MORNAIES ET DEVISES	COURS 975c.	COURS 10 10	
Crédit-Union (5 U.)	4 195	4 234	4 110	4 220	Dr. (en 1000 fr. courr.)	91800	92368	
Crédit-Union (100 000)	231 429	231 118	225	237	Dr. (en 1000 fr. courr.)	91495	92368	
Belgique (100 F.)	14 432	14 439	12 508	14 390	Dr. (en 1000 fr. courr.)	91495	92368	
Belgique (100 F.)	212 970	212 970	206	212	Pièce française (20 F.)	458	466	
Belgique (100 F.)	76 183	76 183	72	77	Pièce française (20 F.)	458	466	
Norvège (100 N.)	85 408	85 540	83	87	Pièce française (20 F.)	458	466	
Norvège (100 N.)	112 970	112 970	106	112	Pièce française (20 F.)	458	466	
Italie (1000 Lire)	4 876	4 876	4 581	4 880	Pièce française (20 F.)	458	466	
Italie (1000 Lire)	255 906	255 906	249	251	Pièce française (20 F.)	458	466	
Italie (1000 Lire)	152 970	152 970	146	152	Pièce française (20 F.)	458	466	
Espagne (100 Ptas.)	5 857	5 858	5 704	5 858	Pièce française (20 F.)	458	466	
Espagne (100 Ptas.)	32 706	32 706	31 704	32 706	Pièce française (20 F.)	458	466	
Portugal (100 Esc.)	328	326	320	328	Pièce française (20 F.)	458	466	
Portugal (100 Esc.)	328	326	320	328	Pièce française (20 F.)	458	466	
Portugal (100 Esc.)	2 848	2 821	1 940	2 140	Pièce française (20 F.)	458	466	



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. AVOIR FAIM : « Un processus à maîtriser », par Charles Condaminé ; « Un Buchenwald permanent », par Jean Fabre ; « Un cadeau empoisonné », par Jacques Berthelot.

### ÉTRANGER

3-4. PROCHE-ORIENT — LE CONFLIT ENTRE L'IRAK ET L'IRAN.  
4-5. ASIE — LE VOYAGE DE M. GISCARD D'ESTAING EN CHINE.  
6-7. AFRIQUE — ALGÉRIE : Après la séisme d'El Asnam, un point de vue de Roland Simonet.  
— Bonnes feuilles d'un livre de M. Ferhat Abbas : Autopsie d'une guerre.  
8-9. EUROPE — AMÉRIQUES

### POLITIQUE

10. La discussion du budget pour 1981 à l'Assemblée nationale.

### SOCIÉTÉ

12-13. APRÈS L'ATTENTAT DE LA RUE COPERNIC.  
14. LES PRIX NOBEL.  
— RELIGION : le synode à Rome.  
— ÉDUCATION.  
30. SPORTS : la tournée de l'équipe de France de rugby en Afrique du Sud.

### LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

16-17. MUSIQUE : « Les sœurs Lubbe », par Lucien Melsen ; « Le nouveau disque de David Bowie », par Alain Wols ; « Entretien avec Federico von Strade », par Dominique Velly-Polac ; « Les Vieux de la Biennale de Venise », par Gérard Canéda.  
18 et 23. EXPOSITIONS : « Trente-six vues sur Hakusai », par Paul-Marie Grand ; « La Musée du Nouveau Monde à La Rochelle », par Frédéric Edelman.  
30. VU : « Charité chrétienne ».

### RÉGIONS

34. M. Raymond Barre reçoit les présidents des conseils régionaux.

### ÉCONOMIE

35. SOCIAL : les mesures pour l'emploi.  
36. ÉNERGIE : les propositions de Bruxelles pour faire face au second choc pétrolier.  
37. CRÉDIT.

### RADIO-TELEVISION (30)

INFORMATIONS — SERVICES (29)  
La maison : Météorologie : Mots croisés : Journal officiel.  
—  
Annonces classées (31 à 34) : Carnet (28-29) : Programmes spectacles (24 à 28) : Bourse (30).

### (Publicité)

**Mach. écrire — 15 à 30 % chez Duriez**  
200 électriques portables  
OLYMPIA, Olivetti, Harnés, Adler, Brother, Erika, Silver Reed, Smith-Corona, etc.  
31 styles de caractères. Vente au discount (5 à 41 %) sans représentation. Duriez vous dit la vérité sur toutes. 132, bd Saint-Germain. M<sup>re</sup> Odéon, St-Michel, Lux. 9 h à 19 h, sauf dim. et lun. Calculatrices, matériel de bureau, classement. Satisfait sous 8 jours ou remboursé. Parking rue Ecole Médecine.

En pages 19, 20, 21, 22  
**LA FNAC**  
testé 1.775 appareils hi-fi  
Sélectionnés :  
8 chaînes monomarches,  
10 mini-chaînes,  
12 chaînes cohérentes,  
14 platines magnétophones.

A B C D E F G

## APRÈS TRENTE-QUATRE JOURS DE CONFLIT

### La direction de Fiat et les syndicats sont parvenus à une base d'accord

De notre correspondant

Rome. — Le conflit Fiat, qui dure depuis trente-quatre jours, est désormais sur la voie d'une solution. A l'aube du 15 octobre, après huit heures de négociations à Rome, et grâce à la médiation de M. Foschi, ministre du travail du gouvernement démocratique, les partenaires sociaux sont arrivés à définir une base d'accord, qui garantirait la réintégration — et pour certains le reclassement — des vingt-deux mille huit cent quatre-vingt-quatre travailleurs mis en chômage temporaire, et qui ont été pris en charge par la Cassa Integrazione (Caisse d'assistance mutuelle) qui leur verse 85 % du salaire. L'accord prévoit aussi un prolongement du temps d'application de cette mesure (« le Monde » des 8, 11 et 14 octobre).

Le mercredi après-midi, les secrétaires généraux des trois confédérations syndicales, MM. Lama (C.G.I.L.), Carniti (C.I.S.I.) et Benvenuto (U.I.L.), et les responsables de la P.I.M. (Fédération unitaire des métallurgistes) doivent se rendre à Turin pour soumettre au conseil général des délégués de Fiat cette base d'accord qui sera discutée par les assemblées ouvrières de la Fiat.

Il fallait clore les négociations avant qu'il ne soit trop tard. Cette conviction était partagée par les représentants syndicaux et par le ministre du travail après la précipitation des événements à Turin. Dans la journée du 14, un juge de la capitale piémontaise avait émis une ordonnance demandant aux forces de l'ordre de garantir la libre entrée dans l'entreprise à tous ceux qui le désiraient (mille deux cent dix-huit personnes avaient envoyé une lettre à la magistrature demandant qu'une telle mesure soit prise).

Quelques heures plus tard 40 000 personnes, appelées à manifester par le syndicat professionnel des cadres intéressés et de la maîtrise, avaient traversé Turin aux cris de « Liberté du travail », avec des banderoles proclamant « la majorité silencieuse demande le respect des droits civiques » (à savoir celui de reprendre le travail), dénonçant « les syndicats patrons et les piquets de grève », et demandant un référendum.

### LE DIRECTEUR DU SERVICE DE PRESSE DES ARMÉES EST PROMU GÉNÉRAL DE BRIGADE

Sur la proposition de M. Josi Le Theule, ministre de la défense, le conseil des ministres du mardi 14 octobre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● TERRE. — Sont promus : général de division, les généraux de brigade Jean Cuy et Maurice Cagnet ; général de brigade, les colonels Jacques Lauret, Jean Malsion, Daniel Elliot, Jean-Germain Salvan et Paul Cavarrot, directeur du service de presse des armées.

Sont promus : Intendant général de deuxième classe, les intendants militaires de première classe Raymond Saint-Martin, Ange Benvenuto et Gabriel Certe (nommé sous-directeur prévisions-budgétaires à la direction de l'intendance).

Sont nommés commandant supérieur des forces armées dans la zone sud de l'océan Indien le général de brigade Louis Bonnin ; chef de la mission militaire française auprès du général commandant le groupe d'armée Centre-Europe, le général de brigade Georges Marjole ; directeur de l'Ecole supérieure de l'intendance, l'intendant général de deuxième classe Roland Set ; sous-directeur instruction-personnels-instruction à la direction centrale des transmissions, le général de brigade Guy Le Coz.

● MARINE. — Sont nommés : chargé de mission auprès du chef d'état-major de la marine nationale le contre-amiral Jacques Degermann ; commandant les porte-avions et l'aviation embarquée, le contre-amiral Jean Montpeller ; directeur adjoint du personnel militaire de la marine, le

contre-amiral Bernard Caneau. (Né le 3 août 1927 à Limoges (Haute-Vienne), Paul Cavarrot, reçu la croix de guerre 1939-1945 pour faits de résistance, des l'âge de seize ans, entre février 1943 et 1944. A la libération, il entre à Saint-Cyr promotion Rila-Dauphine de 1947. Il participe à deux campagnes en Indochine (juillet 1951-octobre 1952 et octobre 1954-janvier 1955, entre février 1955 et 1957-1958). Il enseigne les sciences humaines à l'Ecole de guerre avant de commander la région de marche du Tchad entre 1975 et 1977.

En août 1977, Paul Cavarrot dirige le service de presse de l'état-major de l'armée de terre, puis il prend la direction centrale du Service de presse et de relations publiques des armées (SRPA) au ministère de la Défense. Il est nommé directeur du SRPA le 15 septembre 1977.

En août 1977, Paul Cavarrot dirige le service de presse de l'état-major de l'armée de terre, puis il prend la direction centrale du Service de presse et de relations publiques des armées (SRPA) au ministère de la Défense. Il est nommé directeur du SRPA le 15 septembre 1977.

En août 1977, Paul Cavarrot dirige le service de presse de l'état-major de l'armée de terre, puis il prend la direction centrale du Service de presse et de relations publiques des armées (SRPA) au ministère de la Défense. Il est nommé directeur du SRPA le 15 septembre 1977.

## La lutte contre le cancer

M. Barrot expose les trois objectifs du plan gouvernemental

Approuvé par le conseil des ministres du mardi 14 octobre, le programme de lutte contre le cancer, présenté par le ministre de la Santé, comporte trois axes principaux, assortis chacun de propositions concrètes et qui concernent respectivement la prévention, les traitements et la recherche.

### ● DES EQUIPES THERAPEUTIQUES

Les cancers relèvent aujourd'hui de divers modes de traitement, essentiellement la chirurgie, la radiothérapie et la chimiothérapie, parfois l'hormonothérapie et l'immunothérapie, dont l'indication et l'éventuelle succession dans le temps relèvent d'une décision prise en commun et pour chaque patient par l'ensemble des spécialistes concernés.

Tel est le modèle sur lequel fonctionnent les vingt centres français de lutte contre le cancer qui ont un statut d'établissement privé à but non lucratif et qui traitent 80 % de l'ensemble des cancers.

Le ministère entend étendre dorénavant ce modèle à tout l'équipement sanitaire du pays. Il n'est, en effet, pas encore appliqué dans nombre d'établissements privés (on soigne pourtant la moitié des cancers) ou d'hôpitaux publics (qui traitent 30 % des cancers).

La création, dans les établissements hospitaliers, de départements de cancérologie clinique réunissant les différents spécialistes et leurs moyens est donc décidée. L'incitation à ces réalisations découlera du fait que l'acquisition ou le renouvellement des matériels de soins particulièrement coûteux seront subordonnés par le ministère à la mise en place de ces structures. De même, des regroupements et la constitution d'équipes pluridisciplinaires seront demandés ou exigés du secteur privé.

Le rôle des médecins généralistes est à l'évidence primordial, non seulement au stade du diagnostic et des directives données aux malades pour l'entrée dans la filière de soins, mais pour la conduite de traitements médicaux (chimiothérapie) dont la plupart pourraient être assurés à domicile par des praticiens bien formés.

Cette formation est malheureusement gravement insuffisante, et le ministère entend la développer rigoureusement, tant au cours des études médicales qu'au titre de l'enseignement post-universitaire. L'Etat approuve à ce dernier point l'Etat sera doublée (4 millions de francs pour 1981) avec l'inscription prioritaire à son programme de perfectionnement en cancérologie.

### ● LA RECHERCHE THERAPEUTIQUE

Enfin, le nombre des cancers guéris s'étant fort heureusement accru (un cas de cancer sur trois guéris définitivement), une série de mesures financières ou législatives adoptées au conseil des ministres ont pour objet d'aider la réinsertion sociale de ces patients.

Les associations d'opérés (sein, larynx, colon), qui jouent un rôle essentiel pour l'information et le soutien des malades et de leurs familles, verront leur action encouragée et développée par une aide financière de l'Etat. Un dispositif d'ordre législatif facilitera la reprise du travail pour les cancers guéris (temps partiel, accès à la fonction publique, modification des règles de l'assurance-maladie).

Le troisième et dernier volet du « plan cancer français » concerne la recherche, qui sera stimulée, et notamment par le développement de recherches appliquées, cliniques et thérapeutiques, actuellement très insuffisantes et par la constitution, dans toutes les régions, d'un état permanent des cancers.

Dr. ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

## Selon « Tribune juive »

### LES SERVICES SECRETS FRANÇAIS SERAIENT PERSUADES QUE LE COLONEL KADHAFI EST L'« INSTIGATEUR » DE L'ATTENTAT DE LA RUE COPERNIC

Selon l'hebdomadaire Tribune juive, publié à Strasbourg et dont le directeur est le rabbin Jacques Grunewald, les services secrets français sont persuadés que le colonel Kadhafi est « l'instigateur direct » de l'attentat de la rue Copernic.

Tribune juive écrit : « Les services de contre-espionnage français sont persuadés que l'état actuel de l'enquête qu'ils ont ouverte, à la suite de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic, que c'est le colonel Kadhafi qui est l'instigateur direct du forfait. »

« Le leader libyen, qui ne porte pas les juifs dans son cœur, a cependant cherché surtout à se venger des initiatives prises par la France pour tenter de le renverser. »

« On a prêté ce projet au colonel de Mervilles. Celui-ci, il y a peu, a quitté le service de contre-espionnage français du fait, estime-t-on, qu'il n'a pas réussi dans son entreprise qui aurait consisté, entre autres, à provoquer la constitution d'un gouvernement libyen en exil. »

« Cette tentative ne peut être dissociée, au demeurant, de la guerre plus ou moins larvée, avec participation française en Afrique, qui est notamment dirigée contre le colonel libyen. »

« C'est à titre de représailles, les services français en seraient aujourd'hui certains, que le colonel Kadhafi, aurait ordonné l'attentat de la rue Copernic. »

### CONTROVERSE A PROPOS DE LA MORT D'UN DETENU CARDIAQUE

Le défenseur et la famille d'un détenu M. Roger Khritian, trente-huit ans, mort le jeudi 9 octobre à la maison d'arrêt de la Santé, à Paris, mettent en cause la responsabilité de l'administration dans ce décès. La famille de M. Khritian a annoncé mardi 14 octobre, son intention de déposer plainte pour « non-assistance à personne en danger ».

Selon M. Gérard Sebah, avocat de M. Khritian, son client est mort « faute de soins, après une agonie d'une nuit ». « J'ai été informé de la mort de M. Khritian par ses codétenus », nous a précisé M. Sebah. « Je n'ai encore rien reçu d'officiel. Les codétenus ont essayé d'alerter les surveillants contre la porte de la cellule. En vain. »

M. Khritian était incarcéré depuis huit mois pour faux et usage de faux. En raison de son passé judiciaire — il était récidiviste — son avocat n'avait pas déposé de demande de mise en liberté. Au mois de septembre, après un accident cardiaque, M. Sebah demandait l'hospitalisation de son client puis déposait une demande de mise en liberté. « Il avait vu les médecins, précise-t-il. On lui a donné quelques médicaments, puis on l'a oublié. Il n'a pas été l'objet d'une surveillance régulière. »

« Je conteste formellement la teneur des propos de cet avocat. Je n'en dirai pas davantage sur ses propos mensongers », a déclaré le directeur de la maison d'arrêt, qui s'est refusé à tout autre commentaire.

Le numéro du « Monde », daté 15 octobre 1980 a été tiré à 548 073 exemplaires.

PUBLICITE DU C.L.E.R. (B.P. 205 - 24005 PERIGUEUX)  
ESPERE DE SES LECTEURS DES SUGGESTIONS CONSTRUCTIVES  
POUR SON APPEL EDUCATIF A LA RAISON  
ET SOUHAITE D'ETRE IMITE ET SURPASSE



**TOLERANCE RACIALE**  
SANS CRAINTE NI MEPRIS



**TOUS LES HOMMES ONT DES DEFAUTS N'EN BLAMEZ PAS LEURS "RACES"**



**A L'UNANIMITE LES PARTIS ONT VOTE LA LOI PENALE CONTRE LE RACISME**



**HOMMES ET FRANÇAIS de toutes origines ont en commun un monde vaste et profond celui des valeurs qu'ils pensent essentielles L'AMOUR AMITIÉ JOIE AMOUR FAMILIAL HOSPITALITÉ DIGNITE HUMAINE**

**26133 00**  
LE NOUVEAU NUMERO INDISPENSABLE POUR L'HOMME QUI SE PREOCCUPE DE SES CHEVEUX.

Claudine et Hélène FURTERER  
diagnostiquent gratuitement et personnellement votre cas pour garantir le résultat de leur traitement.

**CLAUDERER**  
Claudine et Hélène FURTERER  
26 place Vendôme PARIS

**BAUME & MERCIER**  
GENEVE 1830



**J. BERNARD**  
JAILLERS  
6, rue du Faubourg St Honoré PARIS 8<sup>e</sup>

مكازم الناصح